

Rousseau  
Milanges.  
2.

EX LIBRIS



A. de Klerijs.

# MÉLANGES.

---

TOME SECOND.

---

Digitized by the Internet Archive  
in 2010 with funding from  
University of Ottawa

LETTRÉS

ÉCRITES

DE

LA MONTAGNE,

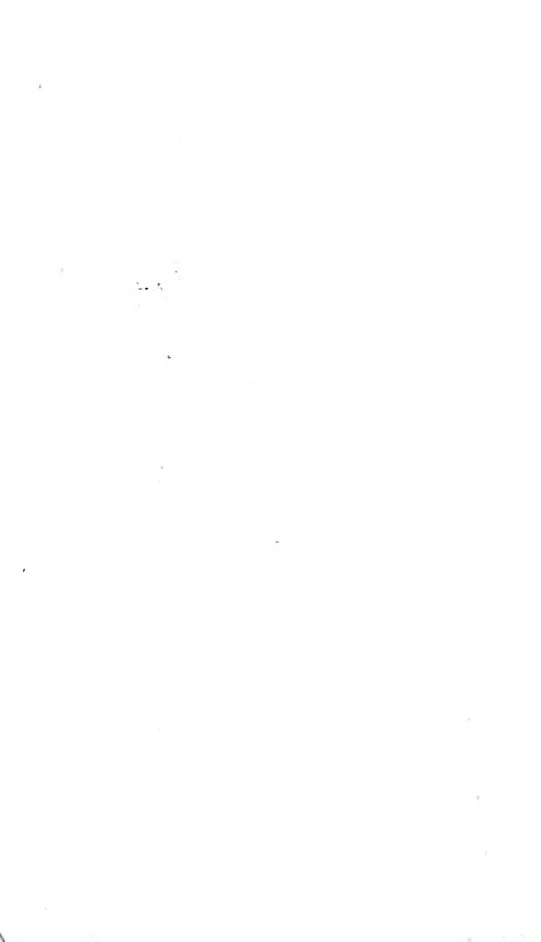
PAR J. J. ROUSSEAU.



A LONDRES.

---

M. DCC. LXXXII.



S U I T E  
DES LETTRES  
É C R I T E S  
D E  
LA MONTAGNE.

---

QUATRIEME LETTRE.

J E vous ai fait voir , Monsieur , que les imputations tirées de mes Livres en preuve que j'attaquois la Religion établie par les Loix étoient fausses. C'est cependant sur ces imputations que j'ai été jugé coupable , & traité comme tel. Supposons maintenant que je le fusse en effet , & voyons en cet état la punition qui m'étoit due.

Ainsi que la vertu , le vice a ses degrés.

Pour être coupable d'un crime , on ne l'est pas de tous. La justice consiste à mesurer

## 6 LETTRES ÉCRITES

exactement la peine à la faute , & l'extrême justice elle-même est une injure lorsqu'elle n'a nul égard aux considérations raisonnables qui doivent tempérer la rigueur de la Loi.

Le délit supposé réel , il nous reste à chercher quelle est sa nature, & quelle procédure est prescrite en pareil cas par vos Loix.

Si j'ai violé mon serment de Bourgeois , comme on m'en accuse , j'ai commis un crime d'Etat , & la connoissance de ce crime appartient directement au Conseil ; cela est incontestable.

Mais si tout mon crime consiste en erreur sur la doctrine , cette erreur fût-elle même une impiété ! c'est autre chose. Selon vos Edits , il appartient à un autre Tribunal d'en connoître en premier ressort.

Et quand même mon crime seroit un crime d'Etat ; si, pour le déclarer tel, il faut préalablement une décision sur la doctrine , ce n'est pas au Conseil de la donner. C'est bien à lui de punir le crime , mais non pas de le constater. Cela est formel par vos Edits , comme nous verrons ci-après.

Il s'agit d'abord de savoir si j'ai violé mon serment de Bourgeois , c'est-à-dire , le serment



qu'ont prêté mes Ancêtres quand ils ont été admis à la Bourgeoisie : car pour moi , n'ayant pas habité la Ville , & n'ayant fait aucune fonction de Citoyen , je n'en ai point prêté le serment : mais passons.

Dans la formule de ce serment , il n'y a que deux articles qui puissent regarder mon délit. On permet , par le premier , *de vivre selon la Réformation du saint Evangile* ; & par le dernier , *de ne faire ni souffrir aucunes pratiques , machinations ou entreprises contre la Réformation du saint Evangile*.

Or , loin d'enfreindre le premier article , je m'y suis conformé avec une fidélité & même une hardiesse qui ont peu d'exemples , professant hautement ma Religion chez les Catholiques , quoique j'eusse autrefois vécu dans la leur ; & l'on ne peut alléguer cet écart de mon enfance comme une infraction au serment , sur-tout depuis ma réunion authentique à votre Eglise en 1754 , & mon rétablissement dans mes droits de Bourgeoisie , notoire à tout Geneve , & dont j'ai d'ailleurs des preuves positives.

On ne sauroit dire , non plus , que j'aie enfreint ce premier article par les Livres con-

## 8 LETTRES ÉCRITÉS

damnés ; puisque je n'ai point cessé de m'y déclarer Protestant. D'ailleurs , autre chose est la conduite , autre chose sont les Ecrits. Vivre selon la Réformation , c'est professer la Réformation , quoi-qu'on se puisse écarter par erreur de sa doctrine dans de blâmables Ecrits , ou commettre d'autres péchés qui offensent Dieu , mais qui par le seul fait ne retranchent pas le délinquant de l'Eglise. Cette distinction , quand on pourroit la disputer en général , est ici dans le serment même ; puisqu'on y sépare en deux articles ce qui n'en pourroit faire qu'un , si la profession de la Religion étoit incompatible avec toute entreprise contre la Religion. On y jure par le premier , de vivre selon la Réformation ; & l'on y jure , par le dernier , de ne rien entreprendre contre la Réformation. Ces deux articles sont très-distincts , & même séparés par beaucoup d'autres. Dans le sens du Législateur , ces deux choses sont donc inséparables. Donc quand j'aurois violé ce dernier article , il ne s'ensuit pas que j'aie violé le premier.

Mais ai-je violé ce dernier article ?

Voici comment l'Auteur des Lettres

écrites de la Campagne établit l'affirmative ,  
page 30.

» Le serment des Bourgeois leur impose  
» l'obligation de *ne faire, ne souffrir être faites*  
» *aucunes pratiques, machinations ou entre-*  
» *prises contre la sainte Réformation Evan-*  
» *gélisque*. Il semble que c'est *un peu* (a) pra-  
» tiquer & machiner contre elle , que de  
» chercher à prouver , dans deux Livres si  
» séduisans , que le pur Evangile est absurde  
» en lui-même & pernicieux à la société. Le  
» Conseil étoit donc obligé de jeter un re-  
» gard sur celui que tant de présomptions si  
» véhémentes accusoient de cette entreprise ».

Voyez d'abord que ces Messieurs sont agréables ! Il leur semble entrevoir de loin *un peu* de pratique & de machination. Sur ce petit semblant éloigné d'une petite manœuvre, ils jettent un regard sur celui qu'ils en présumement l'Auteur ; & ce regard est un décret de prise de corps.

Il est vrai que le même Auteur s'égaie à

( a ) Ce *un peu* , si plaisant & si différent du ton grave & décent du reste des Lettres , ayant été retranché dans la seconde édition , je m'abstiens d'aller en quête de la griffe , à qui ce petit bout , non d'oreille , mais d'ongle appartient.

## 10 LETTRES ÉCRITES

prouver ensuite que c'est par une pure bonté pour moi qu'ils m'ont décrété. *Le Conseil*, dit-il, *pouvoit ajourner personnellement Monsieur Rousseau*, il *pouvoit l'assigner pour être oui*, il *pouvoit le décréter*. . . . *De ces trois partis*, le dernier étoit incomparablement le plus doux. . . . ce n'étoit au fond qu'un avertissement de ne pas revenir, s'il ne vouloit pas s'exposer à une procédure : ou, s'il vouloit s'y exposer, de bien préparer ses défenses (b).

Ainsi plaisantoit, dit Brantome, l'exécuteur de l'infortuné Dom Carlos, Infant d'Espagne. Comme le Prince crioit & vouloit se débattre : *Paix*, Monseigneur, lui disoit-il en l'étranglant, *tout ce qu'on en fait n'est que pour votre bien*.

Mais quelles sont donc ces pratiques & machinations dont on m'accuse ? *Pratiquer*, si j'entends ma Langue, c'est se ménager des intelligences secrètes ; *machiner*, c'est faire de sourdes menées, c'est faire ce que certaines gens font contre le Christianisme & contre moi. Mais je ne conçois rien de moins caché dans le monde, que de publier un Livre & d'y mettre son nom. Quand j'ai dit

( b ) Page 31.

## DE LA MONTAGNE. II

mon sentiment sur quelque matiere que ce fût , je l'ai dit hautement , à la face du Public , je me suis nommé , & puis je suis demeuré tranquille dans ma retraite : on me persuadera difficilement que cela ressemble à des pratiques & machinations.

Pour bien entendre l'esprit du serment & le sens des termes , il faut se transporter au tems où la formule en fut dressée , & où il s'agissoit essentiellement pour l'Etat de ne pas retomber sous le double joug qu'on venoit de secouer. Tous les jours on découvroit quelque nouvelle trame en faveur de la Maison de Savoie ou des Evêques , sous prétexte de Religion. Voilà sur quoi tombent clairement les mots de *pratiques* & de *machinations* , qui , depuis que la Langue Françoisse existe , n'ont sûrement jamais été employés pour les sentimens généraux qu'un homme publie dans un Livre où il se nomme , sans projet , sans vue particuliere , & sans trait à aucun Gouvernement. Cette accusation paroît si peu sérieuse à l'Auteur même qui l'ose faire , qu'il me reconnoît *fidele aux devoirs d'un Citoyen* ( c ). Or comment pourrois-je

## 12 LETTRES ÉCRITES

Père , si j'avois enfreint mon serment de Bourgeois ?

Il n'est donc pas vrai que j'aie enfreint ce serment. J'ajoute que quand cela seroit vrai , rien ne seroit plus inoui dans Geneve en choses de cette espece , que la procédure faite contre moi. Il n'y a peut-être pas de Bourgeois qui n'enfreigne ce serment en quelque article ( *d* ) , sans qu'on s'avise pour cela de lui chercher querelle , & bien moins de le décréter.

On ne peut pas dire , non plus , que j'attaque la morale dans un Livre où j'établis de tout mon pouvoir la préférence du bien général sur le bien particulier , & où je rapporte nos devoirs envers les hommes , à nos devoirs envers Dieu ; seul principe sur lequel la morale puisse être fondée , pour être réelle & passer l'apparence. On ne peut pas dire que ce Livre tende en aucune sorte à troubler le culte établi ni l'ordre public , puisqu'au contraire j'y insiste sur le respect qu'on doit aux formes établies , sur l'obéissance aux

( *d* ) Par exemple , de ne point sortir de la Ville pour aller habiter ailleurs sans permission. Qui est ce qui demande cette permission ?

Loix

Loix en toute chose , même en matiere de Religion , & puisque c'est de cette obéissance prescrite qu'un Prêtre de Geneve m'a le plus aigrement repris.

Ce délit si terrible , & dont on fait tant de bruit , se réduit donc , en l'admettant pour réel , à quelque erreur sur la foi , qui , si elle n'est avantageuse à la société , lui est du moins très-indifférente ; le plus grand mal qui en résulte étant la tolérance pour les sentimens d'autrui , par conséquent la paix dans l'Etat & dans le monde sur les matieres de Religion.

Mais je vous demande , à vous , Monsieur , qui connoissez votre Gouvernement & vos Loix , à qui il appartient de juger , & sur-tout en premiere instance , des erreurs sur la foi que peut commettre un Particulier ? Est-ce au Conseil , est-ce au Consistoire ? Voilà le nœud de la question.

Il falloit d'abord réduire le délit à son espece. A présent qu'elle est connue , il faut comparer la procédure à la Loi.

Vos Edits ne fixent pas la peine due à celui qui erre en matiere de foi , & qui publie

## 14 LETTRES ÉCRITES

son erreur. Mais par l'Article 88 de l'Ordonnance Ecclésiastique, au Chapitre du Consistoire, ils reglent l'ordre de la procédure contre celui qui dogmatise. Cet Article est couché en ces termes :

*S'il y a quelqu'un qui dogmatise contre la doctrine reçue, qu'il soit appelé pour conférer avec lui : s'il se range, qu'on le supporte sans scandale ni diffame ; s'il est opiniâtre, qu'on l'admoneste par quelques fois pour essayer à le réduire. Si on voit enfin qu'il soit besoin de plus grande sévérité, qu'on lui interdise la sainte Cene, & qu'on en avertisse le Magistrat, afin d'y pourvoir.*

On voit par-là, 1<sup>o</sup>. que la premiere inquisition de cette espeece de délit appartient au Consistoire.

2<sup>o</sup>. Que le Législateur n'entend point qu'un tel délit soit irrémissible, si celui qui l'a commis se repent & se range.

3<sup>o</sup>. Qu'il preferit les voies qu'on doit suivre pour ramener le coupable à son devoir.

4<sup>o</sup>. Que ces voies sont pleines de douceur, d'égards, de commisération ; telles qu'il convient à des Chrétiens d'en user, à l'exem-



ple de leur Maître , dans les fautes qui ne troublent point la société civile , & n'intéressent que la Religion.

5°. Qu'enfin la dernière & plus grande peine qu'il prescrit , est tirée de la nature du délit ; comme cela devoit toujours être , en privant le coupable de la sainte Cène , & de la Communion de l'Eglise, qu'il a offensée , & qu'il veut continuer d'offenser.

Après tout cela le Consistoire le dénonce au Magistrat , qui doit alors y pourvoir ; parce que la Loi ne souffrant dans l'Etat qu'une seule Religion , celui qui s'obstine à vouloir en professer & enseigner une autre , doit être retranché de l'état.

On voit l'application de toutes les parties de cette Loi dans la forme de procédure suivie en 1563 , contre Jean Morelli.

Jean Morelli , habitant de Geneve , avoit fait & publié un Livre , dans lequel il attaquoit la discipline Ecclésiastique , & qui fut censuré au Synode d'Orléans. L'Auteur se plaignant beaucoup de cette censure , & ayant été , pour ce même Livre , appelé au Consistoire de Geneve , n'y voulut point comparoître , & s'enfuit ; puis étant revenu ,

## 16 LETTRES ÉCRITES

avec la permission du Magistrat, pour se réconcilier avec les Ministres, il ne tint compte de leur parler ni de se rendre au Consistoire, jusqu'à ce qu'y étant cité de nouveau, il comparut enfin, & après de longues disputes, ayant refusé toute espece de satisfaction, il fut déferé & cité au Conseil, où, au lieu de comparoître, il fit présenter par sa femme, une excuse par écrit, & s'enfuit derechef de la Ville.

Il fut donc enfin procédé contre lui, c'est-à-dire, contre son Livre; & comme la sentence rendue en cette occasion est importante, même quant aux termes, & peu connue, je vais vous la transcrire ici toute entière; elle peut avoir son utilité.

» (e) Nous Syndiques, Juges des causes  
 » criminelles de cette Cité, ayant entendu  
 » le rapport du vénérable Consistoire de  
 » cette Église, des procédures tenues envers  
 » Jean Morelli, habitant de cette Cité :  
 » d'autant que maintenant, pour la seconde  
 » fois, il a abandonné cette Cité, & au

(e) Extrait des procédures faites & tenues contre Jean Morelli. Imprimé à Geneve chez François Petit, 1563, pag 10.

» lieu de comparoître devant nous & notre  
 » Conseil, quand il y étoit renvoyé, s'est  
 » montré déobéissant : à ces causes, & au-  
 » tres justes à ce nous mouvantes, féants  
 » pour Tribunal au lieu de nos Ancêtres,  
 » selon nos anciennes coutumes, après bonne  
 » participation de Conseil avec nos Citoyens,  
 » ayant Dieu & ses saintes Écritures devant  
 » nos yeux, & invoqué son saint Nom pour  
 » faire droit jugement; disants. Au nom  
 » du Pere, du Fils & du Saint-Esprit, Amen.  
 » Par cette notre définitive sentence, la-  
 » quelle donnons ici par écrit, avons avisé  
 » par meure délibération de procéder plus  
 » outre, comme en cas de contumace dudit  
 » Morelli: sur-tout afin d'avertir tous ceux  
 » qu'il appartiendra, de se donner garde du  
 » Livre, afin de n'y être point abusés. Estant  
 » donc duement informés des resveries &  
 » erreurs lesquelles y sont contenues, &  
 » sur-tout que ledit Livre tend à faire schif-  
 » mes & troubles dans l'Église d'une façon  
 » séditeuse: l'avons condamné & condam-  
 » nons comme un Livre nuisible & perni-  
 » cieux; &, pour donner exemple, ordonné  
 » & ordonnons que l'un d'iceux soit présen-

## 18 LETTRES ÉCRITES

» tement brûlé. Défendant à tous Libraires  
 » d'en tenir ni exposer en vente : & à tous  
 » Citoyens , Bourgeois & Habitans de cette  
 » Ville , de quelque qualité qu'ils soient ,  
 » d'en acheter ni avoir pour lire : comman-  
 » dant à tous ceux qui en auroient de nous  
 » les apporter , & ceux qui sauroient où il y  
 » en a , de le nous révéler dans vingt-quatre  
 » heures , sous peine d'être rigoureusement  
 » punis.

» Et à vous , nostre Lieutenant , comman-  
 » dons que faciez mettre nostre présente  
 » Sentence à due & entiere exécution ».

*Prononcée & exécutée le Jeudi sezieme  
 jour de Septembre , mil cinq cents  
 soixante trois.*

» Ainsi signé P. CHENELAT ».

Vous trouverez , Monsieur , des observa-  
 tions de plus d'un genre à faire en tems &  
 lieu sur cette Piece. Quant à présent ne per-  
 dons pas notre objet de vue. Voilà com-  
 ment il fut procédé au jugement de Morelli ,  
 dont le Livre ne fut brûlé qu'à la fin du pro-  
 cès , sans qu'il fût parlé du Bourreau ni de

flétrissure , & dont la personne ne fut jamais décrétée , quoiqu'il fût opiniâtre & contumax.

Au lieu de cela , chacun fait comment le Conseil a procédé contre moi dans l'instant que l'Ouvrage a paru , & sans qu'il ait même été fait mention du Consistoire. Recevoir le Livre par la poste , le lire , l'examiner , le désérer , le brûler , me décréter , tout cela fut l'affaire de huit ou dix jours : on ne sauroit imaginer une procédure plus expéditive.

Je me suppose ici dans le cas de la Loi , dans le seul cas où je puisse être punissable. Car autrement de quel droit puniroit-on des fautes qui n'attaquent personne , & sur lesquelles les Loix n'ont rien prononcé ?

L'Edit a-t-il donc été observé dans cette affaire ? Vous autres Gens de bon sens , vous imaginerez en l'examinant qu'il a été violé comme à plaisir dans toutes ses parties. « Le » Sieur Rousseau , disent les Représentans , » n'a point été appelé au Consistoire ; mais » le magnifique Conseil a d'abord procédé » contre lui : il devoit être *supporté sans* » *scandale* ; mais ses Écrits ont été traités par

## 20 LETTRES ÉCRITES

» un jugement public , comme *téméraires* ,  
» *impies* , *scandaleux* : il devoit être *supporté*  
» *sans diffame* ; mais il a été flétri de la ma-  
» niere la plus diffamante , ses deux Livres  
» ayant été lacérés & brûlés par la main du  
» Bourreau.

» L'Édit n'a donc pas été observé , conti-  
» nuent-ils , tant à l'égard de la juridiction  
» qui appartient au Consistoire , que relati-  
» vement au Sieur Rousseau , qui devoit  
» être appelé , supporté sans scandale ni  
» diffame , admonesté par quelques fois ,  
» & qui ne pouvoit être jugé qu'en cas d'opi-  
» niâtreté obstinée ».

Voilà , sans doute , qui vous paroît plus  
clair que le jour , & à moi aussi. Hé bien  
non : vous allez voir comment ces gens ,  
qui savent montrer le Soleil à minuit , savent  
le cacher à midi.

L'adresse ordinaire aux Sophistes est d'en-  
tasser force argumens pour en couvrir la foi-  
blesse. Pour éviter des répétitions & gagner  
du tems , divisons ceux des Lettres écrites  
de la Campagne ; bornons-nous aux plus  
essentiels , laissons ceux que j'ai ci-devant  
réfutés ; & , pour ne point altérer les autres ,

rapportons-les dans les termes de l'Auteur.

*C'est d'après nos Loix*, dit-il, *que je dois examiner ce qui s'est fait à l'égard de M. Rouffeau.* Fort-bien ; voyons.

*Le premier Article du serment des Bourgeois les oblige à vivre selon la Réformation du Saint Evangile. Or, je le demande, est-ce vivre selon l'Evangile, que d'écrire contre l'Evangile ?*

Premier sophisme. Pour voir clairement si c'est-là mon cas, remettez dans la mineure de cet argument le mot *Réformation*, que l'Auteur en ôte, & qui est nécessaire pour que son raisonnement soit concluant.

Second Sophisme. Il ne s'agit pas, dans cet Article du serment, d'écrire selon la Réformation, mais de vivre selon la Réformation. Ces deux choses, comme on l'a vu ci-devant, sont distinguées dans le serment même ; & l'on a vu encore s'il est vrai que j'aie écrit ni contre la Réformation ni contre l'Evangile.

*Le premier devoir des Syndics & Conseil est de maintenir la pure Religion.*

Troisième sophisme. Leur devoir est bien de maintenir la pure Religion, mais non

## 22 LETTRES ÉCRITES

pas de prononcer sur ce qui n'est ou n'est pas la pure Religion. Le Souverain les a bien chargés de maintenir la pure Religion, mais il ne les a pas faits pour cela Juges de la doctrine. C'est un autre Corps qu'il a chargé de ce soin, & c'est ce Corps qu'ils doivent consulter sur toutes les matieres de Religion, comme ils ont toujours fait depuis que votre Gouvernement existe. En cas de délit en ces matieres, deux Tribunaux sont établis, l'un pour le constater, & l'autre pour le punir; cela est évident par les termes de l'Ordonnance : nous y reviendrons ci-après.

Suivent les imputations ci-devant examinées, & que par cette raison je ne répéterai pas; mais je ne puis m'abstenir de transcrire ici l'article qui les termine : il est curieux.

*Il est vrai que M. Rousseau & ses Partisans prétendent que ces doutes n'attaquent point réellement le Christianisme, qu'à cela près il continue d'appeller divin. Mais si un Livre caractérisé, comme l'Evangile l'est dans les Ouvrages de M. Rousseau, peut encore être appelé divin, qu'on me dise quel est donc le nouveau sens attaché à ce terme? En vérité, si c'est une contradiction, elle est choquante;*



*si c'est une plaisanterie , convenez qu'elle est bien déplacée dans un pareil sujet ( f ) ?*

J'entends. Le culte spirituel , la pureté du cœur , les œuvres de miséricorde , la confiance , l'humilité , la résignation , la tolérance , l'oubli des injures , le pardon des ennemis , l'amour du prochain , la fraternité universelle , & l'union du genre-humain par la charité , sont autant d'inventions du Diable. Seroit-ce là le sentiment de l'Auteur & de ses Amis ? On le diroit à leurs raisonnemens , & sur-tout à leurs œuvres. En vérité , si c'est une contradiction , elle est choquante. Si c'est une plaisanterie , convenez qu'elle est bien déplacée dans un pareil sujet.

Ajoutez que la plaisanterie sur un pareil sujet est si fort du goût de ces Messieurs , que , selon leurs propres maximes , elle eût dû , si je l'avois faite , me faire trouver grace devant eux ( g ).

Après l'exposition de mes crimes , écoutez les raisons pour lesquelles on a si cruellement renchéri sur la rigueur de la Loi dans la poursuite du criminel.

( f ) Page 11.

( g ) Page 23.

## 14 LETTRES ÉCRITES

*Ces deux Livres paroissent sous le nom d'un Citoyen de Geneve. L'Europe en témoigne son scandale. Le premier Parlement d'un Royaume voisin poursuit Emile & son Auteur. Que fera le Gouvernement de Geneve.*

Arrêtons un moment. Je crois appercevoir ici quelque mensonge.

Selon notre Auteur, le scandale de l'Europe força le conseil de Geneve de sévir contre le Livre & l'Auteur d'Emile, à l'exemple du Parlement de Paris : mais au contraire, ce furent les décrets de ces deux Tribunaux qui causerent le scandale de l'Europe. Il y avoit peu de jours que le Livre étoit public à Paris, lorsque le Parlement le condamna ( *h* ) ; il ne paroissoit encore en nul autre Pays, pas même en Hollande, où il étoit imprimé, & il n'y eut, entre le décret du Parlement de Paris & celui du Conseil de Geneve, que neuf jours d'intervalle ( *i* ) ; le tems à-peu-près qu'il falloit pour avoir avis de ce qui se passoit à Paris. Le vacarme affreux qui fut

( *h* ) C'étoit un arrangement pris avant que le Livre parût.

( *i* ) Le Décret du Parlement fut donné le 9 Juin, & celui du Conseil le 15.

fait en Suisse sur cette affaire , mon expulsion de chez mon ami , les tentatives faites à Neuchâtel, & même à la Cour , pour m'ôter mon dernier asyle , tout cela vint de Geneve & des environs , après le Décret. On fait quels furent les instigateurs , on fait quels furent les émissaires , leur activité fut sans exemple ; il ne tint pas à eux qu'on ne m'ôtât le feu & l'eau dans l'Europe entière , qu'il ne me restât pas une terre pour lit , pas une pierre pour chevet. Ne transposons donc point ainsi les choses , & ne donnons point , pour motif du Décret de Geneve, le scandale qui en fut l'effet.

*Le premier Parlement d'un Royaume voisin poursuit Emile & son Auteur. Que fera le Gouvernement de Geneve ?*

La réponse est simple. Il ne fera rien , il ne doit rien faire, ou plutôt il doit ne rien faire. Il renverferoit tout ordre judiciaire , il braverait le Parlement de Paris , il lui disputeroit la compétence en l'imitant. C'étoit précisément parce que j'étois décrété à Paris , que je ne pouvois l'être à Geneve. Le délit d'un criminel a certainement un lieu , & un lieu unique ; il ne peut pas plus être coupable

## 26 LETTRES ÉCRITES

à la fois du même délit en deux Etats , qu'il ne peut être en deux lieux dans le même tems ; & s'il veut purger les deux Décrets , comment voulez - vous qu'il se partage ? En effet , avez - vous jamais ouï-dire qu'on ait décrété le même homme en deux pays à la fois pour le même fait ? C'en est ici le premier exemple , & probablement ce sera le dernier. J'aurai , dans mes malheurs , le triste honneur d'être à tous égards un exemple unique.

Les crimes les plus atroces , les assassinats même ne sont pas & ne doivent pas être poursuivis par - devant d'autres Tribunaux que ceux des lieux où ils ont été commis. Si un Genevois tuoit un homme , même un autre Genevois , en pays étranger , le Conseil de Geneve ne pourroit s'attribuer la connoissance de ce crime : il pourroit livrer le coupable s'il étoit réclamé , il pourroit en solliciter le châtiment ; mais à moins qu'on ne lui remît volontairement le jugement avec les pieces de la procédure , il ne le jugeroit pas , parce qu'il ne lui appartient pas de connoître d'un délit commis chez un autre Souverain , & qu'il ne peut pas même ordonner

les informations nécessaires pour le constater. Voilà la règle , & voilà la réponse à la question ; *que fera le Gouvernement de Genève ?* Ce sont ici les plus simples notions du Droit public , qu'il seroit honteux au dernier Magistrat d'ignorer. Faudra-t-il toujours que j'enseigne à mes dépens les élémens de la Jurisprudence à mes Juges ?

*Il devoit , suivant les Auteurs des Représentations , se borner à défendre provisionnellement le débit dans la Ville ( k ).* C'est en effet tout ce qu'il pouvoit légitimement faire pour contenter son animosité ; c'est ce qu'il avoit déjà fait pour la nouvelle Héloïse ; mais voyant que le Parlement de Paris ne disoit rien , & qu'on ne faisoit nulle part une semblable défense , il en eut honte , & la retira tout doucement ( l ). *Mais une improbation si foible n'auroit-elle pas été taxée de secrète connivence ?* Mais il y a long-tems

( \*k ) Page 12.

( l ) Il faut convenir que si Emile doit être défendu , l'Héloïse doit être tout au moins brûlée. Les Nores sur-tout en font d'une hardiesse dont la profession de foi du Vicaire n'approche assurément pas.

## 28 LETTRES ÉCRITES

que , pour d'autres Ecrits , beaucoup moins tolérables , on taxe le Conseil de Geneve d'une connivence assez peu secrete , sans qu'il se mette fort en peine de ce jugement. *Personne* , dit - on , *n'auroit pu se scandaliser de la modération dont on auroit usé.* Le cri public vous apprend combien on est scandalisé du contraire. *De bonne - foi , s'il s'étoit agi d'un homme aussi désagréable au Public que Monsieur Rousseau lui étoit cher, ce qu'on appelle modération n'auroit-il pas été taxé d'indifférence , de tiédeur impardonnable ?* Ce n'auroit pas été un si grand mal que cela , & l'on ne donne pas des noms si honnêtes à la dureté qu'on exerce envers moi pour mes Ecrits , ni au support que l'on prête à ceux d'un autre.

En continuant de me supposer coupable , supposons , de plus , que le Conseil de Geneve avoit droit de me punir , que la procédure eût été conforme à la Loi , & que cependant , sans vouloir même censurer mes Livres , il m'eût reçu paisiblement arrivant de Paris ; qu'auroient dit les honnêtes gens ? le voici.

» Ils ont fermé les yeux , ils le devoient.

„ Que pouvoient - ils faire ? Ufer de rigueur  
 „ en cette occasion eût été barbarie , ingra-  
 „ titude , injustice même , puisque la véri-  
 „ table justice compense le mal par le bien.  
 „ Le coupable a tendrement aimé sa Patrie ,  
 „ il en a bien mérité ; il l'a honorée dans  
 „ l'Europe ; & tandis que ses Compatriotes  
 „ avoient honte du nom Genevois , il en a  
 „ fait gloire , il l'a réhabilité chez l'Etran-  
 „ ger. Il a donné ci - devant des conseils  
 „ utiles ; il vouloit le bien public , il s'est  
 „ trompé , mais il étoit pardonnable. Il a fait  
 „ les plus grands éloges des Magistrats , il  
 „ cherchoit à leur rendre la confiance de la  
 „ Bourgeoisie ; il a défendu la Religion des  
 „ Ministres , il méritoit quelque retour de la  
 „ part de tous. Et de quel front eussent - ils  
 „ osé sévir , pour quelques erreurs , contre  
 „ le défenseur de la Divinité , contre l'Apo-  
 „ logiste de la Religion si généralement at-  
 „ taquée , tandis qu'ils toléroient , qu'ils per-  
 „ mettoient même les Ecrits les plus odieux ,  
 „ les plus indécents , les plus insultans au  
 „ Christianisme , aux bonnes mœurs , les  
 „ plus destructifs de toute vertu , de toute

## 30 LETTRES ÉCRITES

„ morale , ceux mêmes que Rousseau a cru  
 „ devoir réfuter ? On eût cherché les motifs  
 „ secrets d'une partialité si choquante; on les  
 „ eût trouvés dans le zèle de l'Accusé pour la  
 „ liberté , & dans les projets des Juges pour  
 „ la détruire. Rousseau eût passé pour le  
 „ martyr des Loix de sa Patrie. Ses persécu-  
 „ teurs , en prenant en cette seule occasion  
 „ le masque de l'hypocrisie , eussent été taxés  
 „ de se jouer de la Religion, d'en faire l'arme  
 „ de leur vengeance & l'instrument de leur  
 „ haine. Enfin , par cet empressement de  
 „ punir un homme dont l'amour pour sa  
 „ Patrie est le plus grand crime , ils n'eussent  
 „ fait que se rendre odieux aux gens de bien ,  
 „ suspects à la Bourgeoisie & méprisables  
 „ aux Etrangers „. Voilà , Monsieur , ce  
 qu'on auroit pu dire , voilà tout le risque  
 qu'auroit couru le Conseil dans le cas sup-  
 posé du délit , en s'abstenant d'en connoître.

*Quelqu'un a eu raison de dire qu'il falloit  
 brûler l'Evangile ou les Livres de M. Rous-  
 seau.*

La commode méthode que suivent tou-  
 jours ces Messieurs contre moi ! S'il leur faut



des preuves , ils multiplient les assertions ; & s'il leur faut des témoignages , ils font parler des Quidams.

La sentence de celui-ci n'a qu'un sens qui ne soit pas extravagant , & ce sens est un blasphème.

Car quel blasphème n'est-ce pas de supposer l'Evangile & le recueil de mes Livres si semblables dans leurs maximes , qu'ils se suppléent mutuellement, & qu'on en puisse indifféremment brûler un comme superflu, pourvu que l'on conserve l'autre ? Sans doute , j'ai suivi du plus près que j'ai pu la doctrine de l'Evangile ; je l'ai aimée , je l'ai adoptée , étendue , expliquée , sans m'arrêter aux obscurités , aux difficultés , aux mystères ; sans me détourner de l'essentiel : je m'y suis attaché avec tout le zèle de mon cœur ; je me suis indigné , recrié de voir cette sainte doctrine ainsi profanée , avilie , par nos prétendus Chrétiens , & sur-tout par ceux qui font profession de nous en instruire. J'ose même croire , & je m'en vante , qu'aucun d'eux ne parla plus dignement que moi du vrai Christianisme & de son Auteur. J'ai là-dessus le témoignage , l'applaudissement même de mes

## 32 LETTRES ÉCRITES

Adversaires , non de ceux de Geneve , à la vérité , mais de ceux dont la haine n'est point une rage , & à qui la passion n'a point ôté tout sentiment d'équité. Voilà ce qui est vrai ; voilà ce que prouvent & ma Réponse au Roi de Pologne , & ma Lettre à M. d'Alembert , & l'Héloïse , & l'Emile , & tous mes Ecrits qui respirent le même amour pour l'Evangile , la même vénération pour Jésus-Christ. Mais qu'il s'ensuive de-là qu'en rien je puisse approcher de mon Maître , & que mes Livres puissent suppléer à ses leçons , c'est ce qui est faux , absurde , abominable ; je déteste ce blasphème , & désavoue cette témérité. Rien ne peut se comparer à l'Evangile ; mais sa sublime simplicité n'est pas à la portée de tout le monde. Il faut quelquefois , pour l'y mettre , l'exposer sous bien des jours. Il faut conserver ce Livre sacré comme la regle du Maître , & les miens comme les commentaires de l'Ecolier.

J'ai traité jusqu'ici la question d'une manière un peu générale ; rapprochons - la maintenant des faits , par le parallele des procédures de 1563 & 1762 , & des raisons qu'on en donne de leurs différences. Comme

c'est ici le point décisif par rapport à moi , je ne puis , sans négliger ma cause , vous épargner ces détails , peut-être ingrats en eux-mêmes , mais intéressans , à bien des égards , pour vous & pour vos Concitoyens. C'est une autre discussion qui ne peut être interrompue , & qui tiendra seule une longue Lettre. Mais , Monsieur , encore un peu de courage ; ce sera la dernière de cette espèce , dans laquelle je vous entretiendrai de moi.

## CINQUIEME LETTRE.

A PRÈS avoir établi, comme vous avez vu, la nécessité de sévir contre moi, l'Auteur des Lettres prouve, comme vous allez voir, que la procédure faite contre Jean Morelli, quoiqu'exactly conforme à l'Ordonnance, & dans un cas semblable au mien, n'étoit point un exemple à suivre à mon égard; attendu, premièrement, que le Conseil étant au-dessus de l'Ordonnance, n'est point obligé de s'y conformer; que d'ailleurs mon crime étant plus grave que le délit de Morelli, devoit être traité plus sévèrement. A ces preuves l'Auteur ajoute, qu'il n'est pas vrai qu'on m'ait jugé sans m'entendre, puisqu'il suffisoit d'entendre le Livre même, & que la flétrissure du Livre ne tombe en aucune façon sur l'Auteur; qu'enfin les ouvrages qu'on reproche au Conseil d'avoir tolérés, sont innocens & tolérables en comparaison des miens.

Quant au premier Article, vous aurez peut-être peine à croire qu'on ait osé mettre

fans façon le petit Conseil au-dessus des Loix. Je ne connois rien de plus sûr pour vous en convaincre , que de vous transcrire le passage où ce principe est établi ; & , de peur de changer le sens de ce passage en le trouquant , je le transcrirai tout entier.

» (a) L'Ordonnance a-t-elle voulu lier les  
 » mains à la puissance civile , & l'obliger à  
 » ne réprimer aucun délit contre la Religion  
 » qu'après que le Consistoire en auroit con-  
 » nu ? Si cela étoit , il en résulteroit qu'on  
 » pourroit impunément écrire contre la Reli-  
 » gion , que le Gouvernement seroit dans  
 » l'impuissance de réprimer cette licence , &  
 » de flétrir aucun Livre de cette espece ; car  
 » si l'Ordonnance veut que le délinquant  
 » paroisse d'abord au Consistoire , l'Ordon-  
 » nance ne prescrit pas moins que *s'il se*  
 » *range , on le suppose sans diffame.* Ainsi  
 » quel qu'ait été son délit contre la Reli-  
 » gion , l'Accusé , en faisant semblant de  
 » se ranger , pourra toujours échapper ; &  
 » celui qui auroit diffamé la Religion par  
 » toute la terre , au moyen d'un repentir  
 » simulé , devroit être supporté *sans diffame.*

### 36 LETTRES ÉCRITES

» Ceux qui connoissent l'esprit de sévérité ,  
 » pour ne rien dire de plus , qui régnoit ,  
 » lorsque l'Ordonnance fut compilée , pour-  
 » ront-ils croire que ce soit-là le sens de  
 » l'article 88 de l'Ordonnance.

» Si le Consistoire n'agit pas , son inaction  
 » enchaînera - t - elle le Conseil ? Ou du  
 » moins fera - t - il réduit à la fonction de  
 » délateur auprès du Consistoire ? Ce n'est  
 » pas là ce qu'a entendu l'Ordonnance , lors-  
 » qu'après avoir traité de l'établissement du  
 » devoir & du pouvoir du Consistoire , elle  
 » conclut que la puissance civile reste en son  
 » entier , en sorte qu'il ne soit en rien dé-  
 » rogé à son autorité , ni au cours de la jus-  
 » tice ordinaire , par aucunes remontrances  
 » ecclésiastiques. Cette Ordonnance ne sup-  
 » pose donc point , comme on le fait dans  
 » les Représentations , que dans cette matiere  
 » les Ministres de l'Evangile soient des Juges  
 » plus naturels que les Conseils. Tout ce qui  
 » est du ressort de l'autorité en matiere de  
 » Religion , est du ressort du Gouvernement.  
 » C'est le principe des Protestans , & c'est  
 » singulièrement le principe de notre Consti-  
 » tution , qui , en cas de dispute , attribue  
 » aux

» aux Conseils le droit de décider sur le  
 » dogme ».

Vous voyez , Monsieur , dans ces dernières lignes , le principe sur lequel est fondé ce qui les précède. Ainsi , pour procéder dans cet examen avec ordre , il convient de commencer par la fin.

*Tout ce qui est du ressort de l'autorité en matière de Religion , est du ressort du Gouvernement.*

Il y a ici dans le mot *Gouvernement* une équivoque , qu'il importe beaucoup d'éclaircir ; & je vous conseille , si vous aimez la Constitution de votre Patrie , d'être attentif à la distinction que je vais faire ; vous en sentirez bientôt l'utilité.

Le mot de *Gouvernement* n'a pas le même sens dans tous les pays , parce que la Constitution des Etats n'est pas par-tout la même.

Dans les Monarchies , où la puissance exécutive est jointe à l'exercice de la souveraineté , le Gouvernement n'est autre chose que le Souverain lui-même , agissant par ses Ministres , par son Conseil , ou par des Corps qui dépendent absolument de sa volonté. Dans les Républiques , sur-tout dans les Dé-

## 38 LETTRES ÉCRITES

mocraties , où le Souverain n'agit jamais immédiatement par lui - même , c'est autre chose. Le Gouvernement n'est alors que la puissance exécutive , & il est absolument distinct de la souveraineté.

Cette distinction est très - importante en ces matieres. Pour l'avoir bien présente à l'esprit , on doit lire avec quelque soin dans le *Contrat Social* les deux premiers Chapitres du Livre troisieme où j'ai tâché de fixer , par un sens précis , des expressions qu'on laissoit avec art incertaines , pour leur donner au besoin telle acception qu'on vouloit. En général , les Chefs des Républiques aiment extrêmement à employer le langage des Monarchies. A la faveur des termes qui semblent consacrés , ils savent amener peu - à - peu les choses que ces mots signifient. C'est ce que fait ici très-habilement l'Auteur des Lettres , en prenant le mot de *Gouvernement* , qui n'a rien d'effrayant en lui - même , pour l'exercice de la souveraineté , qui seroit révoltant , attribué sans détour au petit Conseil.

C'est ce qu'il fait encore plus ouvertement dans un autre passage ( *b* ) , où , après avoir

(*b*) Page 66.



dit que le *petit Conseil est le Gouvernement même*, ce qui est vrai en prenant ce mot de *Gouvernement* dans un sens subordonné, il ose ajouter qu'à ce titre il exerce toute l'autorité qui n'est pas attribuée aux Corps de l'Etat ; prenant ainsi le mot de *Gouvernement* dans le sens de la souveraineté, comme si tous les Corps de l'Etat, & le Conseil général lui-même, étoient institués par le petit Conseil : car ce n'est qu'à la faveur de cette supposition qu'il peut s'attribuer à lui seul tous les pouvoirs que la Loi ne donne expressément à personne. Je reprendrai ci-après cette question.

Cette équivoque éclaircie, on voit à découvert le sophisme de l'Auteur. En effet, dire que tout ce qui est du ressort de l'autorité, en matière de Religion, est du ressort du Gouvernement, est une proposition véritable, si par ce mot de *Gouvernement* on entend la puissance législative ou le Souverain : mais elle est très-fausse, si l'on entend la puissance exécutive ou le Magistrat ; & l'on ne trouvera jamais dans votre République que le Conseil général ait attribué au petit

Conseil le droit de régler en dernier ressort tout ce qui concerne la Religion.

Une seconde équivoque , plus subtile encore , vient à l'appui de la première dans ce qui suit. *C'est le principe des Protestans , & c'est singulièrement l'esprit de notre Constitution , qui , dans le cas de dispute , attribue aux Conseils le droit de décider sur le dogme.* Ce droit , soit qu'il y ait dispute ou qu'il n'y en ait pas , appartient sans contredit aux *Conseils* , mais non pas *au Conseil*.

Voyez comment , avec une lettre de plus ou de moins , on pourroit changer la constitution d'un Etat !

Dans les principes des Protestans , il n'y a point d'autre Eglise que l'Etat , & point d'autre Législateur Ecclésiastique que le Souverain. C'est ce qui est manifeste , sur - tout à Geneve , où l'Ordonnance Ecclésiastique a reçu du Souverain , dans le Conseil général , la même sanction que les Edits civils.

Le Souverain ayant donc prescrit , sous le nom de Réformation , la doctrine qui devoit être enseignée à Geneve , & la forme de Culte qu'on y devoit suivre , a partagé entre

deux Corps le soin de maintenir cette doctrine & ce culte , tels qu'ils sont fixés par la Loi. A l'un , elle a remis la matiere des enseignemens publics , la décision de ce qui est conforme ou contraire à la Religion de l'Etat , les avertissemens & admonitions convenables , & même les punitions spirituelles , telles que l'excommunication. Elle a chargé l'autre de pourvoir à l'exécution des Loix sur ce point comme sur tout autre , & de punir civilement les prévaricateurs obstinés.

Ainsi toute procédure régulière sur cette matiere doit commencer par l'examen du fait ; savoir , s'il est vrai que l'Accusé soit coupable d'un délit contre la Religion ; & par la Loi cet examen appartient au seul Consistoire.

Quand le délit est constaté , & qu'il est de nature à mériter une punition civile , c'est alors au Magistrat seul de faire droit , & de décerner cette punition. Le Tribunal Ecclésiastique dénonce le coupable au Tribunal Civil , & voilà comment s'établit , sur cette matiere , la compétence du Conseil.

Mais lorsque le Conseil veut prononcer en Théologien sur ce qui est ou n'est pas du

dogme , lorsque le Consistoire veut usurper la juridiction civile , chacun de ces Corps sort de sa compétence ; il défobéit à la Loi & au Souverain qui l'a portée , lequel n'est pas moins Législateur en matiere ecclésiastique qu'en matiere civile , & doit être reconnu tel des deux côtés.

Le Magistrat est toujours juge des Ministres en tout ce qui regarde le civil , jamais en ce qui regarde le dogme ; c'est le Consistoire. Si le Conseil prononçoit les jugemens de l'Eglise , il auroit le droit d'excommunication ; & , au contraire , les Membres y sont soumis eux-mêmes. Une contradiction bien plaisante dans cette affaire , est que je suis décrété pour mes erreurs , & que je ne suis pas excommunié ; le Conseil me poursuit comme apostat , & le Consistoire me laisse au rang des fideles ! Cela n'est-il pas singulier ?

Il est bien vrai que s'il arrive des dissensions entre les Ministres sur la doctrine , & que , par l'obstination d'une des Parties , ils ne puissent s'accorder ni entre eux ni par l'entremise des Anciens , il est dit par l'Art. 18 que la cause doit être portée au Magistrat *pour y mettre ordre.*

Mais mettre ordre à la querelle , n'est pas décider du dogme. L'Ordonnance explique elle-même le motif du recours au Magistrat ! c'est l'obstination d'une des Parties. Or la police dans tout l'Etat , l'inspection sur les querelles , le maintien de la paix & de toutes les fonctions publiques , la réduction des obstinés , sont incontestablement du ressort du Magistrat.. Il ne jugera pas pour cela de la doctrine , mais il rétablira dans l'assemblée l'ordre convenable pour qu'elle puisse en juger.

Et quand le Conseil seroit juge de la doctrine en dernier ressort , toujours ne lui seroit-il pas permis d'intervertir l'ordre établi par la Loi , qui attribue au Consistoire la premiere connoissance en ces matieres ; tout de même qu'il ne lui est pas permis , bien que Juge suprême , d'évoquer à soi les causes civiles , avant qu'elles aient passé aux premieres appellations.

L'article 18 dit bien qu'en cas que les Ministres ne puissent s'accorder , la cause doit être portée au Magistrat pour y mettre ordre ; mais il ne dit point que la premiere connoissance de la doctrine pourra être ôtée au Consistoire par le Magistrat ; & il n'y a pas

## 44 LETTRES ÉCRITES

un seul exemple de pareille usurpation depuis que la République existe ( c ). C'est de quoi l'Auteur des Lettres paroît convenir lui-

( c ) Il y eut dans le seizieme siecle beaucoup de disputes sur la prédestination dont on auroit dû faire l'amusement des Ecoliers , & dont on ne manqua pas, selon l'usage, de faire une grande affaire d'Etat. Cependant ce furent les Ministres qui la décidèrent , & même contre l'intérêt public. Jamais , que je sache , depuis les Edits , le petit Conseil ne s'est avisé de prononcer sur le dogme sans leur concours. Je ne connois qu'un jugement de cette espece , & il fut rendu par le Deux-Cent. Ce fut dans la grande querelle de 1669 sur la grace particuliere. Après de longs & de vains débats dans la Compagnie & dans le Consistoire, les Professeurs , ne pouvant s'accorder , porterent l'affaire au petit Conseil , qui ne la jugea pas. Le Deux-Cent l'évoqua & la jugea. L'importante question dont il s'agissoit , étoit de savoir si Jésus étoit mort seulement pour le salut des élus , ou s'il étoit mort aussi pour le salut des damnés. Après bien des séances & de mûres délibérations , le magnifique Conseil des Deux-Cents prononça que Jésus n'étoit mort que pour le salut des élus. On conçoit bien que ce jugement fut une affaire de faveur , & que Jésus seroit mort pour les damnés , si le Professeur Tronchin avoit eu plus de crédit que son adversaire. Tout cela sans doute est fort ridicule : on

même , en disant qu'*en cas de dispute* les Conseils ont le droit de décider sur le dogme ; car c'est dire qu'ils n'ont ce droit qu'après l'examen du Consistoire , & qu'ils ne l'ont point quand le Consistoire est d'accord.

Ces distinctions du ressort civil & du ressort ecclésiastique sont claires , & fondées , non-seulement sur la Loi , mais sur la raison , qui ne veut pas que les Juges , de qui dépend le sort des Particuliers , en puissent décider autrement que sur des faits constans , sur des corps de délit positifs , bien avérés , & non sur des imputations aussi vagues , aussi arbitraires que celles des erreurs sur la Religion ; & de quelle sûreté jouiroient les Citoyens , si , dans tant de dogmes obscurs , susceptibles peut dire toutefois qu'il ne s'agissoit pas d'un dogme de foi , mais de l'uniformité de l'instruction publique , dont l'inspection appartient sans contredit au Gouvernement. On peut ajouter que cette belle dispute avoit tellement excité l'attention , que toute la Ville étoit en rumeur. Mais n'importe ; les Conseils devoient appaiser la querelle sans prononcer sur la doctrine. La décision de toutes les questions qui n'intéressent personne & où qui que ce soit ne comprend rien , doit toujours être laissée aux Théologiens.

## 46 LETTRES ÉCRITES

de diverses interprétations , le Juge pouvoit choisir , au gré de sa passion , celui qui chargeroit ou disculperoit l'Accusé , pour le condamner ou l'absoudre ?

La preuve de ces distinctions est dans l'institution même , qui n'auroit pas établi un Tribunal inutile ; puisque si le Conseil pouvoit juger , sur - tout en premier ressort , des matieres ecclésiastiques , l'institution du Consistoire ne serviroit de rien.

Elle est encore en mille endroits de l'Ordonnance , où le Législateur distingue avec tant de soin l'autorité des deux Ordres ; distinction bien vaine , si dans l'exercice de ses fonctions l'un étoit en tout soumis à l'autre. Voyez dans les Articles XXIII & XXIV la spécification des crimes punissables par les Loix , & de ceux dont *la premiere inquisition appartient au Consistoire.*

Voyez la fin du même Article XXIV , qui veut qu'en ce dernier cas , après la conviction du coupable , le Consistoire en fasse rapport au Conseil , en y ajoutant son avis , *afin* , dit l'Ordonnance , *que le jugement concernant la punition soit toujours réservé à la Seigneurie.* Termes d'où l'on doit infé-



ter que le jugement concernant la doctrine appartient au Consistoire.

Voyez le serment des Ministres , qui jurent de se rendre pour leur part sujets & obéissans aux Loix ; & au Magistrat , en tant que leur ministère le porte : c'est-à-dire sans préjudicier à la liberté qu'ils doivent avoir d'enseigner selon que Dieu le leur commande. Mais où seroit cette liberté , s'ils étoient , par les Loix , sujets pour cette doctrine , aux décisions d'un autre Corps que le leur ?

Voyez l'article 80 , où non-seulement l'E-dit prescrit au Consistoire de veiller & pourvoir aux désordres généraux & particuliers de l'Eglise , mais où il l'institue à cet effet. Cet article a-t-il un sens , ou n'en a-t-il point ; est-il absolu , n'est il que conditionnel ; & le Consistoire établi par la Loi , n'auroit-il qu'une existence précaire , & dépendante du bon plaisir du Conseil ?

Voyez l'article 97 de la même Ordonnance , où , dans les cas qui exigent punition civile , il est dit que le Consistoire ayant ouï les Parties & fait les remontrances & censures ecclésiastiques , doit rapporter le tout au

## 48 LETTRES ÉCRITES

Conseil , lequel , *sur son rapport* , remarquez bien la répétition de ce mot , *avisera d'ordonner & faire jugement , selon l'exigence du cas*. Voyez , enfin , ce qui suit dans le même Article , & n'oubliez pas que c'est le Souverain qui parle. *Car combien que ce soient choses conjointes & inséparables que la Seigneurie & supériorité que Dieu nous a donnée , & le Gouvernement spirituel qu'il a établi dans son Eglise , elles ne doivent nullement être confuses ; puisque celui qui a tout empire de commander , & auquel nous voulons rendre toute sujétion , comme nous devons , veut être tellement reconnu Auteur du Gouvernement politique & ecclésiastique , que cependant il a expressément discerné tant les vocations que l'administration de l'un & de l'autre.*

Mais comment ces administrations peuvent-elles être distinguées sous l'autorité commune du Législateur , si l'une peut empiéter à son gré sur celle de l'autre ? S'il n'y a pas là de la contradiction , je n'en saurois voir nulle part.

A l'article 88 , qui prescrit expressément l'ordre de Procédure qu'on doit observer  
contre

contre ceux qui dogmatisent , j'en joins un autre , qui n'est pas moins important ; c'est l'article 53 , au titre *du Catéchisme* , où il est ordonné que ceux qui contreviendront au bon ordre , après avoir été remontrés suffisamment , s'ils persistent , soient appelés au Consistoire ; & si lors ils ne veulent obtempérer aux remontrances qui leur seront faites , qu'il en soit fait rapport à la Seigneurie.

De quel bon ordre est-il parlé là ? Le Titre le dit ; c'est du bon ordre en matière de doctrine , puisqu'il ne s'agit que du Catéchisme , qui en est le sommaire. D'ailleurs le maintien du bon ordre en général paroît bien plus appartenir au Magistrat qu'au Tribunal ecclésiastique. Cependant , voyez quelle gradation ! Premièrement *il faut remontrer* ; si le coupable persiste , *il faut l'appeller au Consistoire* ; enfin , s'il ne veut obtempérer , *il faut faire rapport à la Seigneurie*. En toute matière de foi , le dernier ressort est toujours attribué aux Conseils ; telle est la Loi , telles sont toutes vos Loix. J'attends de voir quelque article , quelque passage dans vos Edits , en vertu duquel le petit Conseil s'attribue aussi le premier ressort , & puisse

## 50 LETTRES ÉCRITES

faire tout d'un coup d'un pareil délit le sujet d'une procédure criminelle.

Cette marche n'est pas seulement contraire à la Loi, elle est contraire à l'équité, au bon sens, à l'usage universel. Dans tous les pays du monde la règle veut qu'en ce qui concerne une Science ou un Art, on prenne, avant que de prononcer, le jugement des Professeurs dans cette Science, ou des Experts en cet Art; pourquoi, dans la plus obscure, dans la plus difficile de toutes les Sciences; pourquoi, lorsqu'il s'agit de l'honneur & de la liberté d'un homme, d'un Citoyen, les Magistrats négligeroient-ils les précautions qu'ils prennent dans l'art le plus mécanique au sujet du plus vil intérêt?

Encore une fois, à tant d'autorités, à tant de raisons qui prouvent l'illégalité & l'irrégularité d'une telle procédure, quelle Loi, quel Edit oppose-t-on pour la justifier? Le seul passage qu'ait pu citer l'Auteur des Lettres, est celui-ci, dont encore il transpose les termes pour en altérer l'esprit.

*Que toutes les remontrances ecclésiastiques se fassent en telle sorte, que par le Consistoire ne soit en rien dérogé à l'autorité de la Seigneur-*

## DE LA MONTAGNE. 51

*rien de la Justice ordinaire ; mais que la puissance civile demeure en son entier (d).*

Or voici la conséquence qu'il en tire.

» Cette Ordonnance ne suppose donc point,  
 » comme on le fait dans les Représentations,  
 » que les Ministres de l'Evangile soient dans  
 » ces matieres des Juges plus naturels que les  
 » Conseils ». Commençons d'abord par remettre le mot Conseil au singulier , & pour cause.

Mais où est-ce que les Représentans ont supposé que les Ministres de l'Evangile fussent , dans ces matieres , des Juges plus naturels que le Conseil (e) ?

Selon l'Edit , le Consistoire & le Conseil sont juges naturels chacun dans sa partie ,

(d) Ordonnances Ecclesiastiques , Art. XCVII.

(e) *L'Examen & la discussion de cette matiere* , disent-ils , pag. 42, *appartiennent mieux aux Ministres de l'Evangile qu'au Magnifique Conseil*. Quelle est la matiere dont il s'agit dans ce passage ? C'est la question , si sous l'apparence des doutes j'ai rassemblé dans mon livre tout ce qui peut tendre à saper , ébranler , & détruire les principaux fondemens de la Religion Chrétienne. L'Auteur des Lettres part de-là pour faire dire aux Représentans que dans ces matieres les Ministres sont des juges plus naturels que les Con-

## 52 LETTRES ÉCRITES

l'un de la doctrine , & l'autre du délit. Ainsi la puissance civile & l'ecclésiastique restent chacune en son entier sous l'autorité commune du Souverain ; & que signifieroit ici ce mot même de *Puissance civile* ; s'il n'y avoit une autre *Puissance* sous-entendue ? Pour moi , je ne vois rien dans ce passage qui change le sens naturel de ceux que j'ai cités. Et bien-loin de là , les lignes qui suivent les confirment , en déterminant l'état où le Consistoire doit avoir mis la procédure avant qu'elle soit portée au Conseil. C'est précisément la conclusion contraire à celle que l'Auteur en voudroit tirer.

Mais voyez comment , n'osant attaquer l'Ordonnance par les termes , il l'attaque par les conséquences.

» L'Ordonnance a - t - elle voulu lier les  
 » mains à la puissance civile , & l'obliger à  
 » ne réprimer aucun délit contre la Religion  
 » qu'après que le Consistoire en auroit con-  
 » nu ? Si cela étoit ainsi , il en résulteroit

feils. Ils sont sans contredit des juges plus naturels de la question de Théologie , mais non pas de la peine due au délit , & c'est aussi ce que les Représentans n'ont ni dit ni fait entendre.

» qu'on pourroit impunément écrire contre  
 » la Religion : car en faisant semblant de se  
 » ranger , l'Accusé pourroit toujours écha-  
 » per ; & celui qui auroit diffamé la Reli-  
 » gion par toute la terre , devoit être sup-  
 » porté sans diffame au moyen d'un repentir  
 » simulé (f) ».

C'est donc pour éviter ce malheur affreux ,  
 cette impunité scandaleuse , que l'Auteur ne  
 veut pas qu'on suive la Loi à la lettre.  
 Toutefois , seize pages après , le même  
 Auteur vous parle ainsi :

» La Politique & la Philosophie pourront  
 » soutenir cette liberté de tout écrire , mais  
 » nos Loix l'ont réprouvée : or il s'agit de  
 » savoir si le jugement du Conseil contre les  
 » Ouvrages de M. Rousseau , & le décret  
 » contre sa personne , sont contraires à nos  
 » Loix , & non de savoir s'ils sont conformes  
 » à la Philosophie & à la Politique (g) ».

Ailleurs encore cet Auteur , convenant  
 que la flétrissure d'un Livre n'en détruit pas  
 les argumens , & peut même leur donner  
 une publicité plus grande , ajoute : » A cet

( f ) Page 14.

( g ) Page 30.

## 54 LETTRES ÉCRITES

» égard , je retrouve assez mes maximes  
 » dans celles des Représentations. Mais  
 » ces maximes ne sont pas celles de nos  
 » Loix (h) ».

En resserrant & liant tous ces passages ,  
 je leur trouve à-peu-près le sens qui suit :

*Quoique la Philosophie , la Politique &  
 la raison puissent soutenir la liberté de tout  
 écrire , on doit dans notre Etat punir cette  
 liberté , parce que nos Loix la réprouvent.  
 Mais il ne faut pourtant pas suivre nos Loix  
 à la lettre , parce qu'alors on ne puniroit  
 pas cette liberté.*

A parler vrai , j'entrevois-là je ne fais quel  
 galimathias qui me choque ; & pourtant  
 l'Auteur me paroît homme d'esprit : ainsi ,  
 dans ce résumé , je penche à croire que je  
 me trompe , sans qu'il me soit possible de  
 voir en quoi. Comparez donc vous-même  
 les pages 14 , 22 , 30 , & vous verrez si  
 j'ai tort ou raison.

Quoi qu'il en soit , en attendant que l'Au-  
 teur nous montre ces autres Loix , où les  
 préceptes de la Philosophie & de la Politique

( h ) Page 22.



sont réprouvés , reprenons l'examen de ses objections contre celle-ci.

Premièrement , loin que , de peur de laisser un délit impuni , il soit permis dans une République au Magistrat d'aggraver la Loi , il ne lui est pas même permis de l'étendre aux délits sur lesquels elle n'est pas formelle ; & l'on fait combien de coupables échapent en Angleterre à la faveur de la moindre distinction subtile dans les termes de la Loi. *Quiconque est plus sévère que les Loix, dit Vauvenargue , est un tyran ( i ).*

Mais voyons si la conséquence de l'impunité , dans l'espece dont il s'agit , est si terrible que l'a fait l'Auteur des Lettres.

( i ) Comme il n'y a point à Geneve de Loix pénales , proprement dites , le Magistrat inflige arbitrairement la peine des crimes ; ce qui est assurément un grand défaut dans la Législation , & un abus énorme dans un Etat libre. Mais cette autorité du Magistrat ne s'étend qu'aux crimes contre la Loix naturelles , & reconnus tels dans toute Société , ou aux choses spécialement défendues par la Loi positive : elle ne va pas jusqu'à forger un délit imaginaire où il n'y en a point , ni , sur quelque délit que ce puisse être , jusqu'à renverser , de peur qu'un coupable n'échape , l'ordre de la procédure fixé par la Loi.

## 56 LETTRES ÉCRITES

Il faut , pour bien juger de l'esprit de la Loi , se rappeler ce grand principe , que les meilleures Loix criminelles sont toujours celles qui tirent de la nature des crimes les châtimens qui leur sont imposés. Ainsi les assassins doivent être punis de mort , les voleurs de la perte de leur bien ; ou , s'ils n'en ont pas , de celle de leur liberté , qui est alors le seul bien qui leur reste. De même , dans les délits qui sont uniquement contre la Religion , les peines doivent être tirées uniquement de la Religion ; telle est , par exemple , la privation de la preuve par serment en choses qui l'exigent ; telle est encore l'excommunication , prescrite ici comme la plus grande de quiconque a dogmatisé contre la Religion : sauf ensuite , le renvoi au Magistrat , pour la peine civile due au délit civil , s'il y en a.

Or il faut se ressouvenir que l'Ordonnance, l'Auteur des Lettres , & moi , ne parlons ici que d'un délit simple contre la Religion. Si le délit étoit complexe , comme si , par exemple , j'avois imprimé mon Livre dans l'Etat sans permission , il est incontestable

que , pour être absous devant le Consistoire , je ne le ferois pas devant le Magistrat.

Cette distinction faite , je reviens , & je dis : Il y a cette différence entre les délits contre la Religion & les délits civils , que les derniers font aux hommes ou aux Loix un tort , un mal réel , pour lequel la fûreté publique exige nécessairement réparation & punition ; mais les autres font seulement des offenses contre la Divinité , à qui nul ne peut nuire , & qui pardonne au repentir. Quand la Divinité est apaisée , il n'y a plus de délit à punir , sauf le scandale ; & le scandale se répare en donnant au repentir la même publicité qu'a eu la faute. La charité chrétienne imite alors la clémence divine ; & ce seroit une inconséquence absurde de venger la Religion par une rigueur que la Religion réprouve. La justice humaine n'a , & ne doit avoir nul égard au repentir , je l'avoue ; mais voilà précisément pourquoi , dans une espèce de délit que le repentir peut réparer , l'Ordonnance a pris des mesures pour que le Tribunal civil n'en prît pas d'abord connoissance.

L'inconvénient terrible que l'Auteur trouve

## 58 LETTRES ÉCRITES

à laisser impunis civilement les délits contre la Religion, n'a donc pas la réalité qu'il lui donne; & la conséquence qu'il en tire pour prouver que tel n'est pas l'esprit de la Loi, n'est point juste, contre les termes formels de la Loi.

*Ainsi quel qu'ait été le délit contre la Religion, ajoute-t-il, l'Accusé, en faisant semblant de se ranger, pourra toujours échapper.* L'Ordonnance ne dit pas : *s'il fait semblant de se ranger*; elle dit : *s'il se range*; & il y a des regles aussi certaines qu'on en puisse avoir en tout autre cas pour distinguer ici la réalité de la fausse apparence, sur-tout quant aux effets extérieurs, seuls compris sous ce mot : *s'il se range*.

Si le délinquant s'étant rangé, retombe, il commet un nouveau délit plus grave, & qui mérite un traitement plus rigoureux. Il est relaps, & les voies de le ramener à son devoir sont plus sévères. Le Conseil a là-dessus pour modele, les formes judiciaires de l'Inquisition (k) : & si l'Auteur des Lettres n'approuve pas qu'il soit aussi doux qu'elle,

( k ) Voyez le Manuel des Inquisiteurs.

il doit au moins lui laisser toujours la distinction des cas ; car il n'est pas permis , de peur qu'un délinquant ne retombe , de le traiter d'avance comme s'il étoit déjà retombé.

C'est pourtant sur ces fausses conséquences que cet Auteur s'appuie pour affirmer que l'Edit , dans cet article , n'a pas eu pour objet de régler la procédure , & de fixer la compétence des Tribunaux. Qu'a donc voulu l'Edit , selon lui ? Le voici.

Il a voulu empêcher que le Consistoire ne sévît contre des gens auxquels on imputeroit ce qu'ils n'auroient peut-être point dit , ou dont on auroit exagéré les écarts ; qu'il ne sévît , dis-je , contre ces gens-là sans en avoir conféré avec eux , sans avoir essayé de les gagner.

Mais qu'est-ce que sévir , de la part du Consistoire ? C'est excommunier , & déférer au Conseil. Ainsi , de peur que le Consistoire ne défère trop légèrement un coupable au Conseil , l'Edit le livre tout-d'un-coup au Conseil. C'est une précaution d'une espèce toute nouvelle. Cela est admirable que , dans le

## 60 LETTRES ÉCRITES

même cas , la Loi prenne tant de mesures pour empêcher le Consistoire de sévir précipitamment , & qu'elle n'en prenne aucune pour empêcher le Conseil de sévir précipitamment ; qu'elle porte une attention si scrupuleuse à prévenir la diffamation , & qu'elle n'en donne aucune à prévenir le supplice ; qu'elle pourvoie à tant de choses pour qu'un homme ne soit pas excommunié mal-à-propos , & qu'elle ne pourvoie à rien pour qu'il ne soit pas brûlé mal-à-propos ; qu'elle craigne si fort la rigueur des Ministres , & si peu celle des Juges ! C'étoit bien fait assurément de compter pour beaucoup la communion des fideles ; mais ce n'étoit pas bien fait de compter pour si peu leur sûreté , leur liberté , leur vie ; & cette même Religion , qui prescrivoit tant d'indulgence à ses Gardiens , ne devoit pas donner tant de barbarie à ses Vengeurs.

Voilà toutefois , selon notre Auteur , la solide raison pourquoi l'Ordonnance n'a pas voulu dire ce qu'elle dit. Je crois que l'exposer , c'est assez y répondre. Passons maintenant à l'application ; nous ne la trouverons pas moins curieuse que l'interprétation.

L'article

L'article 88 n'a pour objet que celui qui dogmatise, qui enseigne, qui instruit. Il ne parle point d'un simple Auteur, d'un homme qui ne fait que publier un Livre, & qui, au surplus, se tient en repos. A dire la vérité, cette distinction me paroît un peu subtile; car, comme disent très-bien les Représentans, on dogmatise par écrit tout comme de vive voix. Mais admettons cette subtilité; nous y trouverons une distinction de faveur pour adoucir la Loi, non de rigueur pour l'aggraver.

Dans tous les Etats du monde la police veille avec le plus grand soin sur ceux qui instruisent, qui enseignent, qui dogmatisent: elle ne permet ces sortes de fonctions qu'à gens autorisés. Il n'est pas même permis de prêcher la bonne doctrine, si l'on n'est reçu Prédicateur. Le Peuple aveugle est facile à séduire: un homme qui dogmatise, attroupe, & bientôt il peut amener. La moindre entreprise en ce point est toujours regardée comme un attentat punissable, à cause des conséquences qui peuvent en résulter.

Il n'en est pas de même de l'Auteur d'un Livre; s'il enseigne, au moins il n'attroupe

## 62 LETTRES ÉCRITES.

point , il n'ameute point , il ne force personne à l'écouter , à le lire ; il ne vous recherche point , il ne vient que quand vous le recherchez vous - même ; il vous laisse réfléchir sur ce qu'il vous dit , il ne dispute point avec vous , ne s'obstine point , ne leve point vos doutes , ne résout point vos objections , ne vous poursuit point ; voulez-vous le quitter , il vous quitte , & , ce qui est ici l'article important , il ne parle pas au Peuple.

Aussi jamais la publication d'un Livre ne fut - elle regardée par aucun Gouvernement , du même œil que les pratiques d'un Dogmatiseur. Il y a même des pays où la liberté de la Presse est entière ; mais il n'y en a aucun où il soit permis à tout le monde de dogmatiser indifféremment. Dans les pays où il est défendu d'imprimer des Livres sans permission , ceux qui désobéissent sont punis quelquefois pour avoir désobéi ; mais la preuve qu'on ne regarde pas au fond ce que dit un Livre comme une chose fort importante , est la facilité avec laquelle on laisse entrer dans l'Etat ces mêmes Livres , que , pour n'en pas paroître approuver les maximes , on n'y laisse pas imprimer. Tout ceci est vrai , sur - tout



des Livres qui ne sont point écrits pour le Peuple , tels qu'ont toujours été les miens. Je fais que votre Conseil affirme dans ses Réponses , que, *selon l'intention de l'Auteur, l'Emile doit servir de guide aux Peres & aux Meres (1)* : mais cette assertion n'est pas excusable , puisque j'ai manifesté dans la Préface , & plusieurs fois dans le Livre , une intention toute différente. Il s'agit d'un nouveau système d'éducation , dont j'offre le plan à l'examen des Sages , & non pas d'une méthode pour les Peres & les Meres , à laquelle je n'ai jamais songé. Si quelquefois , par une figure assez commune, je parois leur adresser la parole , c'est , ou pour me faire mieux entendre , ou pour m'exprimer en moins de mots. Il est vrai que j'entrepris mon Livre à la sollicitation d'une Mere ; mais cette Mere, toute jeune & toute aimable qu'elle est , a de la Philosophie , & connoît le cœur humain ; elle est par la figure un ornement de son sexe , & par le génie une exception. C'est pour les esprits de la trempe du sien que j'ai pris la plume , non pour des

(1) Page 22 & 23 , des Représentations imprimées.

## 64 LETTRES ÉCRITES

Messieurs tel ou tel , ni pour d'autres Messieurs de pareille étoffe , qui me lisent sans m'entendre , & qui m'outragent sans me fâcher.

Il résulte de la distinction supposée , que si la procédure prescrite par l'Ordonnance contre un homme qui dogmatise , n'est pas applicable à l'Auteur d'un Livre , c'est qu'elle est trop sévère pour ce dernier. Cette conséquence si naturelle , cette conséquence que vous & tous mes Lecteurs tirez sûrement ainsi que moi , n'est point celle de l'Auteur des Lettres. Il en tire une toute contraire. Il faut l'écouter lui-même : vous ne m'en croiriez pas , si je vous parlois d'après lui.

« Il ne faut que lire cet article de l'Ordon-  
 » nance pour voir évidemment qu'elle n'a  
 » en vue que cet ordre des personnes qui ré-  
 » pandent par leurs discours des principes  
 » estimés dangereux. *Si ces personnes se ran-*  
 » *gent* , y est-il dit , *qu'on les supporte sans*  
 » *diffame*. Pourquoi ? C'est qu'alors on a  
 » une sûreté raisonnable qu'elles ne répan-  
 » dront plus cette ivraie , c'est qu'elles ne  
 » sont plus à craindre. Mais qu'importe la  
 » rétractation vraie ou simulée , de celui qui ,  
 » par la voie de l'impression , a imbu tout le

» monde de ses opinions ? Le délit est con-  
 » sommé , il subsistera toujours ; & ce délit ,  
 » aux yeux de la Loi , est de la même espece  
 » que tous les autres , où le repentir est inu-  
 » tile dès que la justice en a pris connois-  
 » sance ».

Il y a là de quoi s'émouvoir ; mais cal-  
 mons - nous , & raisonnons. Tant qu'un  
 homme dogmatise , il fait du mal continuel-  
 lement ; jusqu'à ce qu'il se soit rangé cet  
 homme est à craindre ; sa liberté même est  
 un mal , parce qu'il en use pour nuire , pour  
 continuer de dogmatiser. Que s'il se range à  
 la fin , n'importe ; les enseignemens qu'il a  
 donnés sont toujours donnés , & le délit à  
 cet égard est autant consommé qu'il peut  
 l'être. Au contraire , aussi-tôt qu'un Livre est  
 publié , l'Auteur ne fait plus de mal ; c'est le  
 Livre seul qui en fait. Que l'Auteur soit libre  
 ou soit arrêté , le Livre va toujours son train.  
 La détention de l'Auteur peut être un châti-  
 ment que la Loi prononce ; mais elle n'est  
 jamais un remède au mal qu'il a fait , ni une  
 précaution pour en arrêter le progrès.

↳ Ainsi les remèdes à ces deux maux ne sont

pas les mêmes. Pour tarir la source du mal que fait le Dogmatiseur , il n'y a nul moyen prompt & sûr de l'arrêter : mais arrêter l'Auteur , c'est ne remédier à rien du tout ; c'est au contraire augmenter la publicité du Livre , & par conséquent empirer le mal , comme le dit très-bien ailleurs l'Auteur des Lettres. Ce n'est donc pas là un préliminaire à la procédure , ce n'est pas une précaution convenable à la chose ; c'est une peine qui ne doit être infligée que par jugement ; & qui n'a d'utilité que le châtimement du coupable. A moins donc que son délit ne soit un délit civil , il faut commencer par raisonner avec lui , l'admonester , le convaincre , l'exhorter à réparer le mal qu'il a fait , à donner une rétractation publique , à la donner librement , afin qu'elle fasse son effet , & à la motiver si bien que ses derniers sentimens ramènent ceux qu'ont égaré les premiers. Si , loin de se ranger , il s'obstine , alors seulement on doit sévir contre lui. Telle est certainement la marche pour aller au bien de la chose ; tel est le but de la Loi , tel sera celui d'un sage Gouvernement , qui *doit bien moins*

*se proposer de punir l'Auteur , que d'empêcher l'effet de l'ouvrage ( m ).*

Comment ne le fetoit - ce pas pour l'Auteur d'un Livre , puisque l'Ordonnance , qui suit en tout les voies convenables à l'esprit du Christianisme , ne veut pas même qu'on arrête le Dogmatiseur avant d'avoir épuisé tous les moyens possibles pour le ramener au devoir ? elle aime mieux courir les risques du mal qu'il peut continuer de faire , que de manquer à la charité. Cherchez , de grace , comment de cela seul on peut conclure que la même Ordonnance veut qu'on débute contre l'Auteur par un décret de prise de corps.

Cependant l'Auteur des Lettres , après avoir déclaré qu'il retrouvoit assez ses maximes sur cet article dans celles des Représentans , ajoute : *mais ces maximes ne sont pas celles de nos Loix ;* & un moment après il ajoute encore , que *ceux qui inclinent à une pleine tolérance pourroient tout au plus critiquer le Conseil de n'avoir pas , dans ce cas , fait taire une Loi dont l'exercice ne leur pa-*

*roît pas convenable ( n ).* Cette conclusion doit surprendre , après tant d'efforts pour prouver que la seule Loi , qui paroît s'appliquer à mon délit , ne s'y applique pas nécessairement. Ce qu'on reproche au Conseil , n'est point de n'avoir pas fait taire une Loi qui existe , c'est d'en avoir fait parler une qui n'existe pas.

La Logique employée ici par l'Auteur , me paroît toujours nouvelle. Qu'en pensez-vous , Monsieur ? connoissez-vous beaucoup d'argumens dans la forme de celui-ci ? *La Loi force le Conseil à sévir contre l'Auteur du Livre.* Et où est-elle cette Loi qui force le Conseil à sévir contre l'Auteur du Livre ?

*Elle n'existe pas à la vérité , mais il en existe une autre , qui , ordonnant de traiter avec douceur celui qui dogmatise , ordonne par conséquent de traiter avec rigueur l'Auteur dont elle ne parle point.*

Ce raisonnement devient bien plus étrange encore pour qui fait que ce fut comme Auteur & non comme Dogmatiseur que Morelli fut poursuivi ; il avoit aussi fait un Livre , & ce fut pour ce Livre seul qu'il fut accusé.

Le corps du délit , selon la maxime de notre Auteur , étoit dans le Livre même , l'Auteur n'avoit pas besoin d'être entendu ; cependant il le fut , & non - seulement on l'entendit , mais on l'attendit ; on suivit de point en point toute la procédure prescrite par ce même article de l'Ordonnance , qu'on nous dit ne regarder ni les Livres ni les Auteurs. On ne brûla même le Livre qu'après la retraite de l'Auteur ; jamais il ne fut décrété , l'on ne parla pas du Bourreau ( o ) ; enfin

( o ) Ajoutez la circonspection du Magistrat dans toute cette affaire , sa marche lente , & graduelle dans la procédure , le rapport du Consistoire , l'appareil du jugement. Les Syndics montent sur leur tribunal public , ils invoquent le nom de Dieu , ils ont sous leurs yeux la sainte Ecriture ; après une mûre délibération , après avoir pris conseil des Citoyens , ils prononcent leur jugement devant le Peuple , afin qu'il en sache les causes ; ils le font imprimer & publier ; & tout cela pour la simple condamnation d'un Livre sans flétrissure , sans décret contre l'Auteur , opiniâtre & contumax. Ces Messieurs , depuis lors , ont appris à disposer moins cérémonieusement de l'honneur & de la liberté des hommes , & sur-tout des Citoyens : car il est à remarquer que Morelli ne l'étoit pas.

tout cela se fit sous les yeux du Législateur , par les Rédacteurs de l'Ordonnance , au moment qu'elle venoit de passer , dans le tems même où régnoit cet esprit de sévérité , qui selon notre Anonyme , l'avoit dictée , & qu'il allegue en justification très - claire de la rigueur exercée aujourd'hui contre moi.

Or écoutez là - dessus la distinction qu'il fait. Après avoir exposé toutes les voies de douceur dont on usa envers Morelli , le tems qu'on lui donna pour se ranger , la procédure lente & régulière qu'on suivit avant que son Livre fût brûlé , il ajoute : « Toute cette  
» marche est très - sage. Mais en faut-il con-  
» clure que dans tous les cas , & dans des cas  
» très - différens , il en faille absolument te-  
» nir une semblable ? Doit-on procéder contre  
» un homme absent qui attaque la Religion,  
» de la même manière qu'on procéderoit  
» contre un homme présent qui censure la  
» discipline ( p ) ? C'est-à-dire , en d'autres  
» termes , doit - on procéder contre un  
» homme qui n'attaque point les Loix , &  
» qui vit hors de leur juridiction , avec au-  
» tant de douceur que contre un homme qui



» vit sous leur juridiction , & qui les at-  
 » taque » ? Il ne sembleroit pas , en effet ,  
 que cela dût faire une question. Voici , j'en  
 suis sûr , la première fois qu'il a passé par  
 l'esprit humain d'aggraver la peine d'un cou-  
 pable , uniquement parce que le crime n'a  
 pas été commis dans l'Etat.

« A la vérité , continue - t - il , on re-  
 » marque dans les Représentations à l'avan-  
 » tage de M. Rousseau , que Morelli avoit  
 » écrit contre un point de discipline , au lieu  
 » que les Livres de M. Rousseau , au senti-  
 » ment de ses Juges , attaquent proprement  
 » la Religion. Mais cette remarque pourroit  
 » bien n'être pas généralement adoptée ; &  
 » ceux qui regardent la Religion comme l'ou-  
 » vrage de Dieu & l'appui de la constitution,  
 » pourront penser qu'il est moins permis de  
 » l'attaquer que des points de discipline , qui,  
 » n'étant que l'ouvrage des hommes , peuvent  
 » être suspects d'erreur , & du moins sus-  
 » ceptibles d'une infinité de formes & de  
 » combinaisons différentes ( 9 ) ».

Ce discours , je vous l'avoue , me paroî-  
 roit tout au plus passable dans la bouche

d'un Capucin , mais il me choqueroit fort sous la plume d'un Magistrat. Qu'importe que la remarque des Représentans ne soit pas généralement adoptée , si ceux qui la rejettent ne le font que parce qu'ils raisonnent mal ?

Attaquer la Religion , est sans contredit un plus grand péché devant Dieu que d'attaquer la discipline. Il n'en est pas de même devant les Tribunaux humains , qui sont établis pour punir les crimes , non les péchés , & qui ne sont pas les vengeurs de Dieu , mais des Loix.

La Religion ne peut jamais faire partie de la Législation , qu'en ce qui concerne les actions des hommes. La Loi ordonne de faire ou de s'abstenir , mais elle ne peut ordonner de croire. Ainsi quiconque n'attaque point la pratique de la Religion , n'attaque point la Loi.

Mais la discipline établie par la Loi fait essentiellement partie de la Législation , elle devient Loi elle-même. Quiconque l'attaque , attaque la Loi , & ne tend pas à moins qu'à troubler la constitution de l'Etat. Que cette constitution fût , avant d'être établie , susceptible de plusieurs formes & combinaisons différentes

différentes , en est - elle moins respectable & sacrée sous une de ces formes quand elle en est une fois revêtue à l'exclusion de toutes les autres ; & dès-lors la Loi politique n'est-elle pas constante & fixe ainsi que la Loi divine ?

Ceux donc qui n'adopteroient pas en cette affaire la remarque des Représentans , auroient d'autant plus de tort que cette remarque fut faite par le Conseil , même dans la sentence contre le Livre de Morelli, qu'elle accuse sur - tout de *tendre à faire schisme & trouble dans l'Etat , d'une manière séditieuse* ; imputation dont il seroit difficile de charger le mien.

Ce que les Tribunaux civils ont à défendre n'est pas l'ouvrage de Dieu , c'est l'ouvrage des hommes ; ce n'est pas des âmes qu'ils sont chargés , c'est des corps ; c'est de l'Etat , & non de l'Eglise qu'ils sont les vrais gardiens : & lorsqu'ils se mêlent des matieres de Religion , ce n'est qu'autant qu'elles sont du ressort des Loix , autant que ces matieres importent au bon ordre & à la sûreté publique. Voilà les saines maximes de la Magistrature. Ce n'est pas , si l'on veut , la doc-

## 74 LETTRES ÉCRITES

trine de la puissance absolue , mais c'est celle de la justice & de la raison. Jamais on ne s'en écartera dans les Tribunaux civils , sans donner dans les plus funestes abus , sans mettre l'Etat en combustion , sans faire des Loix & de leur autorité le plus odieux brigandage. Je suis fâché , pour le Peuple de Geneve , que le Conseil le méprise assez pour l'oser leurrer par de tels discours , dont les plus bornés & les plus superstitieux de l'Europe ne sont plus les dupes. Sur cet article vos Représentans raisonnent en hommes d'Etat , & vos Magistrats raisonnent en Moines.

Pour prouver que l'exemple de *Morelli* ne fait pas règle , l'Auteur des Lettres oppose à la procédure faite contre lui , celle qu'on fit en 1632 contre *Nicolas Antoine* , un pauvre fou , qu'à la sollicitation des Ministres le Conseil fit brûler pour le bien de son ame. Ces auto - da - fé n'étoient pas rares jadis à Geneve , & il paroît , par ce qui me regarde , que ces Messieurs ne manquent pas de gout pour les renouveler.

Commençons toujours par transcrire fidèlement les passages , pour ne pas imiter la méthode de mes persécuteurs.

« Qu'on voie le procès de Nicolas An-  
 » toine. L'Ordonnance ecclésiastique existoit;  
 » & on étoit assez près du tems où elle avoit  
 » été rédigée pour en connoître l'esprit : An-  
 » toine fut-il cité au Consistoire ? Cepen-  
 » dant , parmi tant de voix qui s'éleverent  
 » contre cet Arrêt sanguinaire , & au milieu  
 » des efforts que firent , pour le sauver , les  
 » gens humains & modérés , y eut-il quel-  
 » qu'un qui réclamât contre l'irrégularité de  
 » la procédure ? Morelli fut cité au Confis-  
 » toire , Antoine ne le fut pas ; la citation au  
 » Consistoire n'est donc pas nécessaire dans  
 » tous les cas ( r ) ».

Vous croirez là • dessus que le Conseil pro-  
 céda d'emblée contre Nicolas Antoine comme  
 il a fait contre moi , & qu'il ne fut pas seu-  
 lement question du Consistoire ni des Mi-  
 nistres : vous allez voir.

Nicolas Antoine ayant été , dans un de ses  
 accès de fureur , sur le point de se précipiter  
 dans le Rhône , le Magistrat se détermina à  
 le tirer du logis public où il étoit , pour le  
 mettre à l'Hôpital , où les Médecins le trai-  
 terent. Il y resta quelque tems , proférant

## 76 LETTRES ÉCRITES

divers blasphêmes contre la Religion Chrétienne. « Les Ministres le voyoient tous les » jours , & tâchoient , lorsque sa fureur pa- » roissoit un peu calmée , de le faire revenir » de ses erreurs , ce qui n'aboutit à rien , » Antoine ayant dit qu'il persisteroit dans ses » sentimens jusqu'à la mort qu'il étoit prêt » de souffrir pour la gloire du *grand Dieu* » *d'Israël*. N'ayant pu rien gagner sur lui , » ils en informèrent le Conseil , où ils le re- » présenterent pire que Servet , Gentilis , & » tous les autres Anti-Trinitaires . conduisant » à ce qu'il fût mis en chambre clausé ; ce » qui fut exécuté ( s ) ».

Vous voyez là d'abord pourquoi il ne fut pas cité au Consistoire ; c'est qu'étant grièvement malade , & entre les mains des Médecins , il lui étoit impossible d'y comparôître. Mais s'il n'alloit pas au Consistoire , le Consistoire ou ses Membres alloient vers lui. Les Ministres le voyoient tous les jours , l'exhortoient tous les jours. Enfin , n'ayant pu rien gagner sur lui , ils le dénoncent au Conseil , le représentent pire que d'autres qu'on avoit

( s ) Hist. de Geneve , in-12. T. 2 page 550 & suiv. à la note.

punis de mort, requierent qu'il soit mis en prison; & sur leur réquisition cela est exécuté.

En prison même les Ministres firent de leur mieux pour le ramener, entrèrent avec lui dans la discussion de divers passages de l'ancien Testament, & le conjurerent, par tout ce qu'ils purent imaginer de plus touchant, de renoncer à ses erreurs (1): mais il y demeura ferme. Il le fut aussi devant le Magistrat, qui lui fit subir les interrogatoires ordinaires. Lorsqu'il fut question de juger cette affaire, le Magistrat consulta encore les Ministres, qui comparurent en Conseil au nombre de quinze, tant Pasteurs que Professeurs. Leurs opinions furent partagées; mais l'avis du plus grand nombre fut suivi, & Nicolas exécuté. De sorte que le procès fut tout ecclésiastique, & que Nicolas

(1) S'il y eût renoncé, eût-il également été brûlé? Selon la maxime de l'Auteur des Lettres, il auroit dû l'être. Cependant il paroît qu'il ne l'auroit pas été, puisque, malgré son obstination, le Magistrat ne laissa pas de consulter les Ministres. Il le regardoit, en quelque sorte, comme étant encore sous leur juridiction.

## 78 LETTRES ÉCRITES

fut , pour ainsi dire , brûlé par la main des Ministres.

Tel fut , Monsieur , l'ordre de la procédure , dans laquelle l'Auteur des Lettres nous assure qu'Antoine ne fut pas cité au Consistoire : d'où il conclut que cette citation n'est donc pas toujours nécessaire. L'exemple vous paroît-il bien choisi ?

Supposons qu'il le soit , que s'ensuivra-t-il ? Les Représentans concluoient d'un fait en confirmation d'une Loi. L'Auteur des Lettres conclut d'un fait contre cette même Loi. Si l'autorité de chacun de ces deux faits détruit celle de l'autre , reste la Loi dans son entier. Cette Loi , quoiqu'une fois enfreinte , en est-elle moins expresse , & suffiroit-il de l'avoir violée une fois pour avoir droit de la violer toujours ?

Concluons à notre tour. Si j'ai dogmatisé , je suis certainement dans le cas de la Loi : si je n'ai pas dogmatisé , qu'a-t-on à me dire ? aucune Loi n'a parlé de moi (u). Donc on a

(u Rien de ce qui ne blesse aucune Loi naturelle ne devient criminel , que lorsqu'il est détendu par quelque Loi positive. Cette remarque a pour but de faire sentir aux raisonneurs superficiels que mon dilemme est exact.



transgressé la Loi qui existe , ou supposé celle qui n'existe pas.

Il est vrai qu'en jugeant l'Ouvrage on n'a pas jugé définitivement l'Auteur. On n'a fait encore que le décréter , & l'on compte cela pour rien. Cela me paroît dur , cependant ; mais ne soyons jamais injustes , même envers ceux qui le sont envers nous , & ne cherchons point l'iniquité où elle peut ne pas être. Je ne fais point un crime au Conseil , ni même à l'Auteur des Lettres , de la distinction qu'ils mettent entre l'Homme & le Livre , pour se disculper de m'avoir jugé sans m'entendre. Les Juges ont pu voir la chose comme ils la montrent , ainsi je ne les accuse en cela ni de supercherie ni de mauvaise foi. Je les accuse seulement de s'être trompés à mes dépens en un point très - grave : & se tromper pour absoudre , est pardonnable ; mais se tromper pour punir , est une erreur bien cruelle.

Le Conseil avancoit dans ses réponses , que , malgré la flétrissure de mon Livre , je restois , quant à ma personne , dans toutes mes exceptions & défenses.

Les Auteurs des Représentations répliquent

## SO LETTRES ÉCRITES

qu'on ne comprend pas quelles exceptions & défenses il reste à un homme déclaré impie, téméraire, scandaleux, & flétri même par la main du Bourreau, dans des Ouvrages qui portent son nom.

» Vous supposez ce qui n'est point, dit à  
» cela l'Auteur des Lettres; savoir, que le  
» jugement porte sur celui dont l'Ouvrage  
» porte le nom : mais ce jugement ne l'a pas  
» encore effleuré, ses exceptions & défenses  
» lui restent donc entières (x) ».

Vous vous trompez vous-même, dirois-je à cet Ecrivain. Il est vrai que le jugement, qui qualifie & flétrit le Livre, n'a pas encore attaqué la vie de l'Auteur; mais il a déjà tué son honneur : ses exceptions & défenses lui restent encore entières pour ce qui regarde la peine afflictive; mais il a déjà reçu la peine infamante : il est déjà flétri & déshonoré, autant qu'il dépend de ses Juges : la seule chose qui leur reste à décider, c'est s'il sera brûlé ou non.

La distinction sur ce point, entre le Livre & l'Auteur, est inepte, puisqu'un Livre n'est pas punissable. Un Livre n'est en lui-même

( x ) Page 21.

## DE LA MONTAGNE. 81

ni impie ni téméraire ; ces épithètes ne peuvent tomber que sur la doctrine qu'il contient , c'est - à - dire , sur l'Auteur de cette doctrine. Quand on brûle un Livre , que fait-là le Bourreau ? Déshonore-t-il les feuillets du Livre ? qui jamais oût dire qu'un Livre eût de l'honneur ?

Voilà l'erreur ; en voici la source : un usage mal-entendu.

On écrit beaucoup de Livres ; on en écrit peu avec un desir sincere d'aller au bien. De cent Ouvrages qui paroissent , soixante au moins ont pour objet des motifs d'intérêt ou d'ambition. Trente autres , dictés par l'esprit de parti , par la haine , vont , à la faveur de l'anonyme , porter dans le Public le poison de la calomnie & de la satyre. Dix , peut-être , & c'est beaucoup , sont écrits dans de bonnes vues : on y dit la vérité qu'on fait , on y cherche le bien qu'on aime. Oui ; mais où est l'homme à qui l'on pardonne la vérité ? Il faut donc se cacher pour la dire. Pour être utile impunément , on lâche son Livre dans le Public , & l'on fait le plongeon.

De ces divers Livres , quelques-uns des mauvais & à-peu-près tous les bons sont dé-

## 82 LETTRES ÉCRITES

noncés & prescrits dans les Tribunaux : la raison de cela se voit sans que je la dise. Ce n'est , au surplus , qu'une simple formalité , pour ne pas paroître approuver tacitement ces Livres. Du reste , pourvu que les noms des Auteurs n'y soient pas , ces Auteurs , quoique tout le monde les connoisse & les nomme , ne sont pas connus du Magistrat. Plusieurs même sont dans l'usage d'avouer ces Livres pour s'en faire honneur , & de les renier pour se mettre à couvert ; le même homme fera l'Auteur ou ne le fera pas , devant le même homme , selon qu'ils seront à l'audience ou dans un soupé. C'est alternativement oui & non , sans difficulté , sans scrupule. De cette façon la sûreté ne coûte rien à la vanité. C'est-là la prudence & l'habileté que l'Auteur des Lettres me reproche de n'avoir pas eue , & qui pourtant n'exige pas , ce me semble , que pour l'avoir on se mette en grands frais d'esprit.

Cette manière de procéder contre des Livres anonymes , dont on ne veut pas connoître les Auteurs , est devenue un usage judiciaire. Quand on veut sévir contre le Livre , on le brûle , parce qu'il n'y a per-

## DE LA MONTAGNE. 83

bonne à entendre , & qu'on voit bien que l'Auteur qui se cache n'est pas d'humeur à l'avouer ; sauf à rire le soir avec lui - même des informations qu'on vient d'ordonner le matin contre lui. Tel est l'usage.

Mais lorsqu'un auteur mal-adroit , c'est-à-dire , un Auteur qui connoît son devoir , qui le veut remplir , se croit obligé de ne rien dire au Public qu'il ne l'avoue , qu'il ne se nomme , qu'il ne se montre pour en répondre , alors l'équité , qui ne doit pas punir comme un crime la mal - adresse d'un homme d'honneur , veut qu'on procède avec lui d'une autre manière ; elle veut qu'on ne sépare point la cause du Livre de celle de l'homme , puisqu'il déclare en mettant son nom ne les vouloir point séparer ; elle veut qu'on ne juge l'Ouvrage , qui ne peut répondre , qu'après avoir ouï l'Auteur qui répond pour lui. Ainsi , bien que condamner un Livre anonyme , soit en effet ne condamner que le Livre , condamner un Livre qui porte le nom de l'Auteur , c'est condamner l'Auteur même ; & quand on ne l'a point mis à portée de répondre , c'est le juger sans l'avoir entendu.

## 84 LETTRES ÉCRITES

L'assignation préliminaire, même, si l'on veut, le décret de prise de corps, est donc indispensable en pareil cas avant de procéder au jugement du Livre ; & vainement diroit-on, avec l'Auteur des Lettres, que le délit est évident, qu'il est dans le Livre même, cela ne dispense point de suivre la forme judiciaire qu'on suit dans les plus grands crimes, dans les plus avérés, dans les mieux prouvés. Car quand toute la Ville auroit vu un homme en assassiner un autre, encore ne jugeroit-on point l'assassin sans l'entendre, ou sans l'avoir mis à portée d'être entendu.

Et pourquoi cette franchise d'un Auteur qui se nomme, tourneroit-elle ainsi contre lui ? Ne doit-elle pas, au contraire, lui mériter des égards ? Ne doit-elle pas imposer aux Juges plus de circonspection que s'il ne se fût pas nommé ? Pourquoi, quand il traite des questions hardies, s'exposeroit-il ainsi, s'il ne se sentoit rassuré contre les dangers par des raisons qu'il peut alléguer en sa faveur, & qu'on peut présumer, sur sa conduite même, valoir la peine d'être entendues ? L'Auteur des Lettres aura beau qualifier cette conduite d'imprudence & de maladresse,

adresse , elle n'en est pas moins celle d'un homme d'honneur , qui voit son devoir où d'autres voient cette imprudence , qui sent n'avoir rien à craindre de quiconque voudra procéder avec lui justement , & qui regarde comme une lâcheté punissable de publier des choses qu'on ne veut pas avouer.

S'il n'est question que de la réputation d'Auteur , a-t-on besoin de mettre son nom à son Livre ? Qui ne sait comment on s'y prend pour en avoir tout l'honneur sans rien risquer , pour s'en glorifier sans en répondre , pour prendre un air humble à force de vanité ? De quels Auteurs d'une certaine volée , ce petit tour d'adresse est-il ignoré ? Qui d'entre eux ne sait qu'il est même au-dessous de la dignité de se nommer , comme si chacun ne devoit pas , en lisant l'Ouvrage deviner le grand homme qui l'a composé ?

Mais ces Messieurs n'ont vu que l'usage ordinaire ; & loin de voir l'exception qui faisoit en ma faveur, ils l'ont fait servir contre moi. Ils devoient brûler le Livre sans faire mention de l'Auteur ; où s'ils en vouloient à l'Auteur attendre qu'il fût présent , ou contumax , pour brûler le Livre. Mais point ; ils brûlent

## 86 LETTRES ÉCRITES.

le Livre comme si l'Auteur n'étoit pas connu, & décrètent l'Auteur comme si le Livre n'étoit pas brûlé. Me décréter après m'avoir diffamé ! que me vouloient-ils donc encore ? que me réservoient-ils de pis dans la suite ? Ignoroient-ils que l'honneur d'un honnête homme lui est plus cher que la vie ? Quel mal reste-t-il à lui faire quand on a commencé par le flétrir ? Que me sert de me présenter innocent devant les Juges, quand le traitement, qu'ils me font avant de m'entendre, est la plus cruelle peine qu'ils pourroient m'imposer si j'étois jugé criminel ?

On commence par me traiter à tous égards comme un malfaiteur, qui n'a plus d'honneur à perdre, & qu'on ne peut punir désormais que dans son corps ; & puis on dit tranquillement que je reste dans toutes mes exceptions & défenses ! Mais comment ces exceptions & défenses effaceront-elles l'ignominie & le mal qu'on m'aura fait souffrir d'avance, & dans mon Livre & dans ma personne, quand j'aurai été promené dans les rues par des Archers, quand, aux maux qui m'accablent, on aura pris soin d'ajouter les rigueurs de la prison ? Quoi donc !



pour être juste, doit-on confondre dans la même classe & dans le même traitement toutes les fautes & tous les hommes ? Pour un acte de franchise, appelé mal-adresse, faut-il débiter par traîner un Citoyen sans reproche dans les prisons comme un scélérat ? Et quel avantage aura donc devant les Juges l'estime publique & l'intégrité de la vie entière, si cinquante ans d'honneur vis-à-vis du moindre indice (y) ne sauvent un homme d'aucun affront ?

» La comparaison d'Emile & du Contrat  
 » Social avec d'autres Ouvrages qui ont été  
 » tolérés, & la partialité qu'on en prend oc-

(y) Il y auroit, à l'examen, beaucoup à rabattre des présomptions que l'Auteur des Lettres affecte d'accumuler contre moi. Il dit, par exemple, que les Livres déferés paroissent sous le même format que mes autres Ouvrages. Il est vrai qu'ils étoient in-douze & in-octavo ? sous quel format sont donc ceux des autres Auteurs ? Il ajoute qu'ils étoient imprimés par le même Libraire ; voilà ce qui n'est pas. L'Emile fut imprimé par des Libraires différens du mien, & avec des caracteres qui n'avoient servi à nul autre de mes Ecrits. Ainsi l'indice qui résultoit de cette confrontation, n'étoit point contre moi, il étoit à ma décharge.

## 88 LETTRES ÉCRITES

» caſion de reprocher au Conſeil , ne me  
 » ſemblent pas fondées. Ce ne ſeroit pas  
 » bien raifonner que de prétendre qu'un  
 » Gouvernement , parce qu'il auroit une fois  
 » diſſimulé , ſeroit obligé de diſſimuler tou-  
 » jours : ſi c'eſt une négligence , on peut la  
 » redreſſer ; ſi c'eſt un ſilence forcé par les  
 » circonſtances ou par la politique , il y au-  
 » roit peu de juſtice à en faire la matière  
 » d'un reproche. Je ne prétends point juſti-  
 » fier les Ouvrages désignés dans les Repré-  
 » ſentations ; mais , en conſcience , y a-t-il  
 » parité entre des Livres où l'on trouve des  
 » traits épars & indiscrets contre la Religion,  
 » & des Livres où ſans détour , ſans ménage-  
 » ment , on l'attaque dans ſes dogmes ,  
 » dans ſa morale , dans ſon influence ſur la  
 » Société civile ? Faiſons impartialement la  
 » comparaifon de ces ouvrages , jugeons-en  
 » par l'impreſſion qu'ils ont faite dans le  
 » monde : les uns ſ'impriment & ſe débi-  
 » tent par-tout ; on ſait comment y ont été  
 » reçus les autres ( 7 ) ».

J'ai cru devoir tranſcrire d'abord ce para-

graphie en entier. Je le reprendrai maintenant par fragmens. Il mérite un peu d'analyse.

Que n'imprime-t-on pas à Geneve ; que n'y tolere-t-on pas ? Des ouvrages qu'on a peine à lire sans indignation s'y débitent publiquement ; tout le monde les lit , tout le monde les aime ; les Magistrats se taisent , les Ministres sourient ; l'air austere n'est plus du bon air. Moi seul & mes Livres avons mérité l'animadversion du Conseil ; & quelle animadversion ! L'on ne peut même l'imaginer plus violente ni plus terrible. Mon Dieu ! je n'aurois jamais cru d'être un si grand scélérat.

*La comparaison d'Emile & du Contrat Social avec d'autres Ouvrages tolérés , ne me semble pas fondée. Ah ! je l'espere.*

*Ce ne seroit pas bien raisonner de prétendre qu'un Gouvernement , parce qu'il auroit une fois dissimulé , seroit obligé de dissimuler toujours. Soit ; mais voyez les tems , les lieux , les personnes ; voyez les Ecrits sur lesquels on dissimule , & ceux qu'on choisit pour ne plus dissimuler ; voyez les Auteurs qu'on fête à Geneve , & voyez ceux qu'on y poursuit.*

*Si c'est une négligence , on peut la redresser.* On le pouvoit , on l'auroit dû ; l'a-t-on fait ? Mes Ecrits & leur Auteur ont été flétris sans avoir mérité de l'être ; & ceux qui l'ont mérité ne sont pas moins tolérés qu'auparavant. L'exception n'est que pour moi seul.

*Si c'est un silence forcé par les circonstances & par la politique , il y auroit peu de justice à en faire la matiere d'un reproche.* Si l'on vous force à tolérer des Ecrits punissables , tolérez donc aussi ceux qui ne le sont pas. La décence au moins exige qu'on cache au Peuple ces choquantes acceptions de personnes , qui punissent le foible innocent des fautes du puissant coupable. Quoi ! ces distinctions scandaleuses sont-elles donc des raisons , & feront-elles toujours des dupes ? Ne diroit-on pas que le sort de quelques satires obscenes intéresse beaucoup les Potentats , & que votre Ville va être dévastée si l'on n'y tolere , si l'on n'y imprime , si l'on n'y vend publiquement ces mêmes ouvrages qu'on proscriit dans le pays des Auteurs ? Peuples , combien on vous en fait accroire , en faisant si souvent intervenir les Puissances pour autoriser le mal qu'elles ignorent , & qu'on veut faire en leur nom !

Lorsque j'arrivai dans ce pays , on eût dit que tout le Royaume de France étoit à mes trousses. On brûle mes Livres à Geneve ; c'est pour complaire à la France. On m'y décrete ; la France le veut ainsi. L'on me fait chasser du Canon de Berne ; c'est la France qui l'a demandé. L'on me poursuit jusques dans ces Montagnes ; si l'on m'en eût pu chasser , c'eût encore été la France. Forcé par mille outrages, j'écris une Lettre apologétique. Pour le coup tout étoit perdu. J'étois entouré , surveillé ; la France envoyoit des espions pour me guetter , des Soldats pour m'enlever , des brigands pour m'assassiner ; il étoit même imprudent de sortir de ma maison. Tous les dangers me venoient toujours de la France , du Parlement , du Clergé , de la Cour même ; on ne vit de la vie un pauvre barbouilleur de papier devenir , pour son malheur , un homme aussi important. Ennuyé de tant de bêtises , je vais en France ; je connoissois les François , & j'étois malheureux. On m'accueille , on me caresse , je reçois mille honnêtetés , & il ne tient qu'à moi d'en recevoir davantage. Je retourne tranquillement chez moi. L'on tombe des

## 92 LETTRES ÉCRITES

nues ; on n'en revient pas ; on l'âme fortement mon étourderie , mais on cesse de me menacer de la France : on a raison. Si jamais des assassins daignent terminer mes souffrances , ce n'est sûrement pas de ce pays-là qu'ils viendront.

Je ne confonds point les diverses causes de mes disgraces ; je fais bien discerner celles qui sont l'effet des circonstances , l'ouvrage de la triste nécessité , de celles qui me viennent uniquement de la haine de mes ennemis. Eh ! plutôt à Dieu que je n'en eusse pas plus à Geneve qu'en France , & qu'ils n'y fussent pas plus implacables ! Chacun sait aujourd'hui d'où sont partis les coups qu'on m'a portés , & qui m'ont été les plus sensibles. Vos gens me reprochent mes malheurs comme s'ils n'étoient pas leur ouvrage. Quelle noirceur plus cruelle que de me faire un crime à Geneve des persécutions qu'on me suscitoit dans la Suisse , & de m'accuser de n'être admis nulle part , en me faisant chasser de par-tout ! Faut-il que je reproche à l'amitié qui m'appella dans ces Contrées , le voisinage de mon pays ? J'ose en attester tous les Peuples de l'Europe ; y en a-t-il un seul ,

excepté la Suisse , où je n'eusse pas été reçu , même avec honneur ? Toutefois dois - je me plaindre du choix de ma retraite ? Non , malgré tant d'acharnement & d'outrages , j'ai plus gagné que perdu ; j'ai trouvé un homme. Ame noble & grande ! ô George Keith ! mon protecteur , mon ami , mon pere ! où que vous soyez , où que j'acheve mes tristes jours , & dussé - je ne vous revoir de ma vie , non , je ne reprocherai point au Ciel mes miseres ; je leur dois votre amitié.

*En conscience , y a - t - il parité entre des Livres où l'on trouve quelques traits épars & indiscrets contre la Religion , & des Livres ou , sans détour , sans ménagement , on l'attaque dans ses dogmes , dans sa morale , dans son influence sur la Société ?*

En conscience ! . . . il ne feroit pas à un impie tel que moi d'oser parler de conscience . . . sur - tout vis - à - vis de ces bons Chrétiens . . . ainsi je me tais . . . C'est pourtant une singuliere conscience que celle qui fait dire à des Magistrats : Nous souffrons volontiers qu'on blasphème , mais nous ne souffrons pas qu'on raisonne ! Otons , Mon-

## 94 LETTRES ÉCRITES

sieur , la disparité des sujets ; c'est avec ces mêmes façons de penser que les Athéniens applaudissoient aux impiétés d'Aristophane , & firent mourir Socrate.

Une des choses qui me donnent le plus de confiance dans mes principes , est de trouver leur application toujours juste dans les cas que j'avois le moins prévus ; tel est celui qui se présente ici. Une des maximes qui découlent de l'analyse que j'ai faite de la Religion & de ce qui lui est essentiel , est que les hommes ne doivent se mêler de celle d'autrui qu'en ce qui les intéresse , d'où il suit qu'ils ne doivent jamais punir des offenses ( *aa* )

( *aa* ) Notez que je me sers de ce mot *offenser* Dieu , selon l'usage , quoique je sois très-éloigné de l'admettre dans son sens propre , & que je le trouve très-mal appliqué ; comme si quelque être que ce soit , un homme , un Ange , le Diable même pouvoit jamais offenser Dieu. Le mot que nous rendons par *offenses* est traduit comme presque tout le reste du texte sacré , c'est tout dire. Des hommes enfarinés de leur théologie ont rendu & défiguré ce Livre admirable selon leurs petites idées , & voilà de quoi l'on entretient la folie & le fanatisme du Peuple. Je trouve très-sage la circonspection de l'Eglise Romaine sur les traductions de l'Ecriture en



faites uniquement à Dieu , qui saura bien les punir lui - même. *Il faut honorer la Divinité , & ne la venger jamais* , disent , après Montesquieu , les Représentans ; ils ont raison. Cependant les ridicules outrageans , les impiétés grossières , les blasphêmes contre la Religion sont punissables, jamais les raisonnemens. Pourquoi cela ? Parce que , dans ce premier cas , on n'attaque pas seulement la Religion , mais ceux qui la professent ; on les insulte , on les outrage dans leur culte , on marque un mépris révoltant pour ce qu'ils respectent , & par conséquent pour eux. De tels outrages doivent être punis par les Loix , parce qu'ils retombent sur les hommes , & que les hommes ont droit de s'en ressentir. Mais où est le mortel sur la terre qu'un rai-

langue vulgaire , & comme il n'est pas nécessaire de proposer toujours au Peuple les méditations voluptueuses du Cantique des Cantique , ni les malédictions continuelles de David contre ses ennemis , ni les subtilités de St. Paul sur la grace , il est dangereux de lui proposer la sublime morale de l'Evangile dans des termes qui ne rendent pas exactement le sens de l'Auteur ; car pour peu qu'on s'en écarte en prenant une autre route , on va très loin.

sonnement doive offenser : Où est celui qui peut se fâcher de ce qu'on le traite en homme, & qu'on le suppose raisonnable ? si le raisonneur se trompe ou nous trompe , & que vous vous intéressiez à lui ou à nous , montrez-lui son tort , défabusez - nous , battez - le de ses propres armes. Si vous n'en voulez pas prendre la peine , ne dites rien , ne l'écoutez pas , laissez-le raisonner ou déraisonner , & tout est fini sans bruit , sans querelle , sans insulte quelconque pour qui que ce soit. Mais fut quoi peut - on fonder la maxime contraire de tolérer la raillerie , le mépris , l'outrage , & de punir la raison ? la mienne s'y perd.

Ces Messieurs voient si souvent M. de Voltaire. Comment ne leur a-t-il point inspiré cet esprit de tolérance qu'il prêche sans cesse, & dont il a quelquefois besoin. S'ils l'eussent un peu consulté dans cette affaire , il me paroît qu'il eût pu leur parler à-peu-près ainsi.

« Messieurs , ce ne sont point les raisonneurs qui font du mal , ce sont les cassards.  
 » La Philosophie peut aller son train sans  
 » risque ; le Peuple ne l'entend pas ou la laisse  
 » dire , & lui rend tout le dédain qu'elle a  
 » peut

» pour lui. RaISONNER, est de toutes les folies  
 » des hommes celle qui nuit le moins au  
 » genre - humain , & l'on voit même des  
 » gens sages entichés par fois de cette folie-  
 » là. Je ne raisonne pas , moi , cela est vrai ,  
 » mais d'autres raisonnent ; quel mal en ar-  
 » rive-t-il ? Voyez , tel , tel , & tel Ouvrage ;  
 » n'y a - t - il que des plaisanteries dans ces  
 » Livres - là ? Moi - même enfin , si je ne  
 » raisonne pas , je fais mieux , je fais raison-  
 » ner mes Lecteurs. Voyez mon chapitre des  
 » Juifs ; voyez le même chapitre plus déve-  
 » loppé dans le Sermon des Cinquante. Il y  
 » a là du raisonnement ou l'équivalent , je  
 » pense. Vous conviendrez aussi qu'il y a peu  
 » de *dérou* , & quelque chose de plus que  
 » *des traits épars & indifférents*.

» Nous avons arrangé que mon grand cré-  
 » dit à la Cour & ma toute - puissance pré-  
 » tendue vous serviroient de prétexte pour  
 » laisser courir en paix les jeux badins de  
 » mes vieux ans : cela est bon , mais ne brû-  
 » lez pas pour cela des Ecrits plus graves ; car  
 » alors cela feroit trop choquant.

» J'ai tant prêché la tolérance ! Il ne faut  
 » pas toujours l'exiger des autres , & n'en ja-

## 98 LETTRES ÉCRITES

» mais user avec eux. Ce pauvre homme croit  
 » en Dieu ? passons - lui cela , il ne fera pas  
 » secte. Il est ennuyeux ? Tous les raison-  
 » neurs le sont. Nous ne mettrons pas celui-  
 » ci de nos soupés ; du reste , que nous  
 » importe ? Si l'on brûloit tous les Livres  
 » ennuyeux , que deviendroient les Biblio-  
 » theques ? & si l'on brûloit tous les gens  
 » ennuyeux , il faudroit faire un bûcher du  
 » pays. Croyez-moi , laissons raisonner ceux  
 » qui nous laissent plaisanter ; ne brûlons ni  
 » Gens ni Livres , & restons en paix ; c'est  
 » mon avis. » Voilà , selon moi , ce  
 qu'eût pu dire d'un meilleur ton M. de  
 Voltaire , & ce n'eût pas été là ce me sem-  
 ble , le plus mauvais conseil qu'il auroit  
 donné.

*Faisons impartialement la comparaison de  
 ses Ouvrages ; jugeons-en par l'impression  
 qu'ils ont faite dans le monde. J'y consens de  
 tout mon cœur. Les uns s'impriment & se dé-  
 bitent par tout On fait comment y ont été  
 reçus les autres.*

Ces mots , *les uns & les autres* , sont  
 équivoques. Je ne dirai pas sous lesquels  
 l'Auteur entend mes Ecrits ; mais ce que je

puis dire , c'est qu'on les imprime dans tous les pays , qu'on les traduit dans toutes les Langues , qu'on a même fait à la fois deux traductions de l'Emile à Londres , honneur que n'eut jamais aucun autre Livre , excepté l'Héloïse , au moins , que je sache. Je dirai , de plus , qu'en France , en Angleterre , en Allemagne , même en Italie , on me plaint on m'aime , on voudroit m'accueillir , & qu'il n'y a par-tout qu'un cri d'indignation contre le Conseil de Geneve. Voilà ce que je fais du fort de mes Ecrits ; j'ignore celui des autres.

Il est tems de finir. Vous voyez , Monsieur, que dans cette Lettre & dans la précédente je me suis supposé coupable ; mais dans les trois premières , j'ai montré que je ne l'étois pas. Or jugez de ce qu'une procédure injuste contre un coupable doit être contre un innocent !

Cependant ces Messieurs bien déterminés à laisser subsister cette procédure , ont hautement déclaré que le bien de la Religion ne leur permettoit pas de reconnoître leur tort , ni l'honneur du Gouvernement de réparer leur injustice. Il faudroit un Ouvrage entier pour

montrer les conséquences de cette maxime, qui consacre & change en arrêt du destin toutes les iniquités des Ministres des Loix. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit encore, & je ne me suis proposé jusqu'ici que d'examiner si l'injustice avoit été commise, & non si elle devoit être réparée. Dans le cas de l'affirmative, nous verrons ci-après quelle ressource vos Loix se sont ménagée pour remédier à leur violation. En attendant, que faut-il penser de ces Juges inflexibles, qui procedent dans leurs jugemens aussi légèrement que s'ils ne tiroient point à conséquence, & qui les maintiennent avec autant d'obstination que s'ils y avoient apporté le plus mûr examen ?

Quelques longues qu'aient été ces discussions, j'ai cru que leur objet vous donneroit la patience de les suivre ; j'ose même dire que vous le deviez, puisqu'elles sont autant l'apologie de vos Loix que la mienne. Dans un pays libre & dans une Religion raisonnable, la Loi qui rendroit criminel un Livre pareil au mien seroit une Loi funeste, qu'il faudroit se hâter d'abroger pour l'honneur & le bien de l'Etat. Mais, graces au

Ciel , il n'existe rien de tel parmi vous , comme je viens de le prouver , & il vaut mieux que l'injustice dont je suis la victime soit l'ouvrage du Magistrat que des Loix ; car les erreurs des hommes sont passagères , mais celles des Loix durent autant qu'elles. Loin que l'ostracisme qui m'exile à jamais de mon pays soit l'ouvrage de mes fautes , je n'ai jamais mieux rempli mon devoir de Citoyen qu'au moment que je cesse de l'être , & j'en aurois mérité le titre par l'acte qui m'y fait renoncer.

Rappelez - vous ce qui venoit de se passer , il y avoit peu d'années , au sujet de l'Article *Geneve* de M. d'Alembert. Loin de calmer les murmures excités par cet Article , l'Ecrit publié par les Pasteurs l'avoit augmenté , & il n'y a personne qui ne sache que mon Ouvrage leur fit plus de bien que le leur. Le parti Protestant , mécontent d'eux , n'éclatoit pas , mais il pouvoit éclater d'un moment à l'autre ; & malheureusement les Gouvernemens s'alarment de si peu de chose en ces matieres , que les querelles des Théologiens , faites pour tomber dans l'oubli d'el-

les-mêmes , prennent toujours de l'importance par celle qu'on leur veut donner.

Pour moi je regardois comme la gloire & le bonheur de la Patrie d'avoir un Clergé animé d'un esprit si rare dans son ordre , & qui , sans s'attacher à la doctrine purement spéculative , rapportoit tout à la morale & aux devoirs de l'homme & du Citoyen. Je pensois que , sans faire directement son apologie , justifier les maximes que je lui supposois & prévenir les censures qu'on en pourroit faire , étoit un service à rendre à l'Etat. En montrant que ce qu'il négligeoit n'étoit ni certain ni utile , j'espérois contenir ceux qui voudroient lui en faire un crime : sans le nommer , sans le désigner , sans compromettre son orthodoxie , c'étoit le donner en exemple aux autres Théologiens.

L'entreprise étoit hardie , mais elle n'étoit pas téméraire ; & sans des circonstances qu'il étoit difficile de prévoir , elle devoit naturellement réussir. Je n'étois pas seul de ce sentiment ; des gens très-éclairés , d'illustres Magistrats même pensoient comme moi. Considérez l'état religieux de l'Europe au mœ-



ment où je publiai mon Livre , & vous verrez qu'il étoit plus que probable qu'il seroit par-tout accueilli. La Religion décréditée en tout lieu par la Philosophie , avoit perdu son ascendant jusques sur le Peuple. Les Gens d'Eglise , obstinés à l'étayer par son côté foible , avoient laissé miner tout le reste , & l'édifice entier portant à faux , étoit prêt à s'écrouler. Les controverses avoient cessé parce qu'elles n'intéressoient plus personne , & la paix régnoit entre les différens partis , parce que nul ne se soucioit plus du sien. Pour ôter les mauvaises branches, on avoit abattu l'arbre; pour le replanter , il falloit n'y laisser que le tronc.

Quel moment plus heureux pour établir solidement la paix universelle , que celui où l'animosité des partis suspendue laissoit tout le monde en état d'écouter la raison ? A qui pouvoit déplaire un Ouvrage , où sans blâmer , du moins sans exclure personne , on faisoit voir qu'au fond tous étoient d'accord ; que tant de dissensions ne s'étoient élevées , que tant de sang n'avoit été versé que pour des mal-entendus ; que chacun devoit rester en repos dans son culte , sans troubler celui des autres ; que par - tout on devoit servir

Dieu , aimer son Prôchain , obéir aux Loix , & qu'en cela seul confistoit l'essence de toute bonne Religion ? C'étoit établir à la fois la liberté philosophique & la piété religieuse ; c'étoit concilier l'amour de l'ordre , & les égards pour les préjugés d'autrui ; c'étoit , sans détruire les divers partis , les ramener tous au terme commun de l'humanité & de la raison ; loin d'exciter des querelles , c'étoit couper la racine à celles qui germent encore , & qui renaîtront infailliblement d'un jour à l'autre , lorsque le zèle du fanatisme , qui n'est qu'assoupi , se réveillera : c'étoit , en un mot , dans ce siècle pacifique par indifférence , donner à chacun des raisons très-fortes d'être toujours ce qu'il est maintenant sans savoir pourquoi.

Que de maux tous prêts à naître n'étoient point prevenus si l'on m'eût écouté ! Quels inconvéniens étoient attachés à cet avantage ? Pas un , non , pas un. Je défie qu'on m'en montre un seul probable & même possible , si ce n'est l'impunité des erreurs innocentes , & l'impuissance des persécuteurs. Eh ! comment se peut-il qu'après tant de tristes expériences , & dans un

siècle si éclairé, les Gouvernemens n'aient pas encore appris à jeter & briser cette arme terrible, qu'on ne peut manier avec tant d'adresse qu'elle ne coupe la main qui s'en veut servir ? L'Abbé de Saint - Pierre vouloit qu'on ôtât les Écoles de Théologie, & qu'on soutînt la Religion. Quel parti prendre pour parvenir sans bruit à ce double objet, qui, bien vu, se confond en un ? Le parti que j'avois pris.

Une circonstance malheureuse, en arrêtant l'effet de mes bons desseins, a rassemblé sur ma tête tous les maux dont je voulois délivrer le genre-humain. Renaîtra-t-il jamais un autre ami de la vérité, que mon sort n'effraie pas ? je l'ignore. Qu'il soit plus sage, s'il a le même zèle ; en fera-t-il plus heureux ? J'en doute. Le moment que j'avois saisi, puisqu'il est manqué, ne reviendra plus. Je souhaite de tout mon cœur que le Parlement de Paris ne se repente pas un jour lui-même d'avoir remis dans la main de la superstition, le poignard que j'en faisois tomber.

Mais laissons les lieux & les tems éloignés, & retournons à Geneve. C'est là que

je veux vous ramener par une dernière observation , que vous êtes bien à portée de faire , & qui doit certainement vous frapper. Jetez les yeux sur ce qui se passe autour de vous. Quels sont ceux qui me poursuivent , quels sont ceux qui me défendent ? Voyez parmi les Représentans l'élite de vos Citoyens , Geneve en a-t-elle de plus estimables ? Je ne veux point parler de mes persécuteurs ; à Dieu ne plaise que je souille jamais ma plume & ma cause des traits de la satire ; je laisse sans regret cette arme à mes ennemis ; mais comparez & jugez vous-même. De quel côté sont les mœurs , les vertus , la solide piété , le plus vrai patriotisme ? Quoi ! j'offense les Loix , & leurs plus zélés défenseurs sont les miens ! J'attaque le Gouvernement , & les meilleurs Citoyens m'approuvent ! J'attaque la Religion , & j'ai pour moi ceux qui ont le plus de Religion ! Cette seule observation dit tout ; elle seule montre mon vrai crime , & le vrai sujet de mes disgraces. Ceux qui me haïssent & m'outragent , font mon éloge en dépit d'eux. Leur haine s'explique d'elle-même. Un Genevois peut-il s'y tromper ?

## SIXIEME LETTRE.

ENCORE une Lettre, Monsieur, & vous êtes délivré de moi. Mais je me trouve, en la commençant, dans une situation bien bizarre; obligé de l'écrire, & ne sachant de quoi la remplir. Concevez-vous qu'on ait à se justifier d'un crime qu'on ignore, & qu'il faille se défendre sans savoir de quoi l'on est accusé? C'est pourtant ce que j'ai à faire au sujet des Gouvernemens. Je suis, non pas accusé, mais jugé, mais flétri pour avoir publié deux Ouvrages *téméraires, scandaleux, impies, tendans à détruire la Religion Chrétienne & tous les Gouvernemens*. Quant à la Religion, nous avons eu du moins quelque prise pour trouver ce qu'on a voulu dire, & nous l'avons examiné. Mais quant aux Gouvernemens, rien ne peut nous fournir le moindre indice. On a toujours évité toute espece d'explication sur ce point: on n'a jamais voulu dire en quel lieu j'entreprendois ainsi de les détruire, ni comment, ni pourquoi, ni rien de ce qui peut

## 108 LETTRES ÉCRITES

constater que le délit n'est pas imaginaire. C'est comme si l'on jugeoit quelqu'un pour avoir tué un homme sans dire ni où, ni qui, ni quant, pour un meurtre abstrait. A l'Inquisition l'on force bien l'accusé de deviner de quoi on l'accuse, mais on ne le juge pas sans dire sur quoi.

L'Auteur des Lettres écrites de la Campagne, évite avec le même soin de s'expliquer sur ce prétendu délit, il joint également la Religion & les Gouvernemens dans la même accusation générale : puis, entrant en matière sur la Religion, il déclare vouloir s'y borner, & il tient parole. Comment parviendrons-nous à vérifier l'accusation qui regarde les Gouvernemens, si ceux qui l'intentent refusent de dire sur quoi elle porte ?

Remarquez même comment d'un trait de plume cet Auteur change l'état de la question. Le Conseil prononce que mes Livres tendent à détruire tous les Gouvernemens : l'Auteur des Lettres dit seulement que les Gouvernemens y sont livrés à la plus audacieuse critique. Cela est fort différent. Une critique, quelque audacieuse qu'elle puisse être, n'est point une conspiration. Critiquer

ou

ou blâmer quelques Loix , n'est pas renverser toutes les Loix. Autant vaudroit accuser quelqu'un d'assassiner les malades , lorsqu'il montre les fautes des Médecins.

Encore une fois , que répondre à des raisons qu'on ne veut pas dire ? Comment se justifier contre un jugement porté sans motifs ? Que , sans preuve de part ni d'autre , ces Messieurs disent que je veux renverser tous les Gouvernemens , & que je dise , moi , que je ne veux pas renverser tous les Gouvernemens , il y a dans ces assertions parité exacte , excepté que le préjugé est pour moi ; car il est à présumer que je fais mieux que personne ce que je veux faire.

Mais où la parité manque , c'est dans l'effet de l'assertion. Sur la leur mon Livre est brûlé , ma personne est décrétée ; & ce que j'affirme ne rétablit rien. Seulement , si je prouve que l'accusation est fautive & le jugement inique , l'affront qu'ils m'ont fait retourne à eux-mêmes : le decret , le Bourreau , tout y devrait retourner ; puisque nul ne détruit si radicalement le Gouvernement , que celui qui en tira un usage directement contraire à la fin pour laquelle il est institué.

## 110 LETTRES ÉCRITES

Il ne suffit pas que j'affirme , il faut que je prouve ; & c'est ici qu'on voit combien est déplorable le sort d'un Particulier soumis à d'injustes Magistrats , quand ils n'ont rien à craindre du Souverain , & qu'ils se mettent au - dessus des Loix. D'une affirmation sans preuve , ils font une démonstration ; voilà l'innocent puni. Bien plus , de sa défense même ils lui font un nouveau crime , & il ne tiendrait pas à eux de le punir encore d'avoir prouvé qu'il étoit innocent.

Comment m'y prendre pour montrer qu'ils n'ont pas dit vrai ; pour prouver que je ne détruis point les Gouvernemens ? Quelque endroit de mes Ecrits que je défende , ils diront que ce n'est pas celui-là qu'ils ont condamné , quoiqu'ils aient condamné tout , le bon comme le mauvais , sans nulle distinction. Pour ne leur laisser aucune défaite , il faudroit donc tout reprendre , tout suivre d'un bout à l'autre , Livre à Livre , page à page , ligne à ligne , & presque enfin , mot à mot. Il faudroit , de plus , examiner tous les Gouvernemens du monde , puisqu'ils disent que je les détruis tous. Quelle entreprise ! Que d'années y faudroit-il employer ?



## DÉ LA MONTAGNE. III

Que d'*in-folios* faudroit-il écrire : & après cela , qui les liroit ?

Exigez de moi ce qui est faisable. Tout homme sensé doit se contenter de ce que j'ai à vous dire : vous ne voulez sûrement rien de plus.

De mes deux Livres , brûlés à la fois sous des imputations communes , il n'y en a qu'un qui traite du Droit politique & des matieres de Gouvernement. Si l'autre en traite , ce n'est que dans un extrait du premier. Ainsi je suppose que c'est sur celui-ci seulement que tombe l'accusation. Si cette accusation portoit sur quelque passage particulier , on l'auroit cité , sans doute ; en en auroit du moins extrait quelque maxime fidelle ou infidelle , comme on a fait sur les points concernant la Religion.

C'est donc le système établi dans le corps de l'Ouvrage , qui détruit les Gouvernemens : il ne s'agit donc que d'exposer ce système ou de faire une analyse du Livre ; & si nous n'y voyons évidemment les principes destructifs dont il s'agit , nous saurons du moins où les chercher dans l'Ouvrage , en suivant la méthode de l'Auteur.

Mais , Monsieur , si durant cette analyse , qui sera courte , vous trouvez quelque conséquence à tirer , de grace , ne vous pressez pas. Attendez que nous en raisonnions ensemble. Après cela vous y reviendrez si vous voulez.

Qu'est ce qui fait que l'Etat est un ? C'est l'union de ses membres. Et d'où naît l'union de ses membres ? De l'obligation qui les lie. Tout est d'accord jusqu'ici.

Mais quel est le fondement de cette obligation ? Voilà où les Auteurs se divisent. Selon les uns , c'est la force ; selon d'autres , l'autorité paternelle : selon d'autres , la volonté de Dieu. Chacun établit son principe & attaque celui des autres : je n'ai pas moi-même fait autrement ; & , suivant la plus saine partie de ceux qui ont discuté ces matieres , j'ai posé pour fondement du corps politique , la convention de ses membres , j'ai réfuté les principes différens du mien.

Indépendamment de la vérité de ce principe , il l'emporte sur tous les autres par la solidité du fondement qu'il établit ; car quel fondement plus sûr peut avoir l'obligation parmi les hommes , que le libre engagement

de celui qui s'oblige. On peut disputer tout autre principe (a); on ne sauroit disputer celui-là.

Mais par cette condition de la liberté, qui en renferme d'autres, toutes sortes d'engagemens ne sont pas valides, même devant les Tribunaux humains. Ainsi, pour déterminer celui-ci, l'on doit en expliquer la nature, on doit en trouver l'usage & la fin, on doit prouver qu'il est convenable à des hommes, & qu'il n'a rien de contraire aux Loix naturelles: car il n'est pas plus permis d'enfreindre les Loix naturelles par le Contrat Social, qu'il n'est permis d'enfreindre les Loix positives par les Contrats des particuliers, & ce n'est que par ces Loix mêmes qu'existe la liberté qui donne force à l'engagement.

J'ai pour résultat de cet examen, que l'établissement du Contrat Social est un pacte

(a) Même celui de la volonté de Dieu, du moins quand à l'application. Car bien qu'il soit clair que ce que Dieu veut, l'homme doit le vouloir, il n'est pas clair que Dieu veuille qu'on préfère tel Gouvernement à tel autre, ni qu'on obéisse à Jaques plutôt qu'à Guillaume. Or voilà de quoi il s'agit.

d'une espece particuliere , par lequel chacun s'engage envers tous , d'où s'ensuit l'engagement réciproque de tous envers chacun , qui est l'objet immédiat de l'union.

Je dis que cet engagement est d'une espece particuliere , en ce qu'étant absolu sans condition , sans réserve , il ne peut toutefois être injuste ni susceptible d'abus ; puisqu'il n'est pas possible que le Corps se veuille nuire à lui-même , tant que le tout ne veut que pour tous.

Il est encore d'une espece particuliere , en ce qu'il lie les contractans sans les assujettir à personne , & qu'en leur donnant leur seule volonté pour règle , il les laisse aussi libres qu'auparavant.

La volonté de tous est donc l'ordre , la règle suprême , & cette règle générale & personifiée est ce que j'appelle le Souverain.

Il suit de - là que la Souveraineté est indivisible , inaliénable , & qu'elle réside essentiellement dans tous les membres du Corps.

Mais comment agit cet être abstrait & collectif ? Il agit par des Loix , & il ne sauroit agir autrement.

Et qu'est-ce qu'une Loi ? C'est une déclai-

ration publique & solennelle de la volonté générale , sur un objet d'intérêt commun.

Je dis , sur un objet d'intérêt commun ; parce que la Loi perdrait sa force & cesseroit d'être légitime , si l'objet n'en importoit à tous.

La Loi ne peut par sa nature avoir un objet particulier & individuel : mais l'application de la Loi tombe sur des objets particuliers & individuels.

Le pouvoir législatif , qui est le Souverain , a donc besoin d'un autre pouvoir qui exécute , c'est à-dire , qui réduise la Loi en actes particuliers. Ce second pouvoir doit être établi de manière qu'il exécute toujours la Loi , & qu'il n'exécute jamais que la Loi. Ici vient l'institution du Gouvernement.

Qu'est-ce que le Gouvernement ? C'est un Corps intermédiaire établi entre les Sujets & le Souverain pour leur mutuelle correspondance , chargé de l'exécution des Loix & du maintien de la Liberté , tant civile que politique.

Le Gouvernement , comme partie intégrante du Corps politique , participe à la volonté générale qui le constitue ; comme Corps

lui-même, il a sa volonté propre. Ces deux volontés quelquefois s'accordent, & quelquefois se combattent. C'est de l'effet combiné de ce concours & de ce conflit, que résulte le jeu de toute la machine.

Le principe qui constitue les diverses formes du Gouvernement consiste dans le nombre des membres qui le composent. Plus ce nombre est petit, plus le Gouvernement a de force; plus le nombre est grand, plus le Gouvernement est foible; & comme la Souveraineté tend toujours au relâchement, le Gouvernement tend toujours à se renforcer. Ainsi le Corps exécutif doit l'emporter à la longue sur le Corps législatif; & quand la Loi est enfin soumise aux hommes, il ne reste que des esclaves & des maîtres; l'Etat est détruit.

Avant cette destruction, le Gouvernement doit, par son progrès naturel, changer de forme & passer par degrés du grand nombre au moindre.

Les diverses formes dont le Gouvernement est susceptible, se réduisent à trois principales. Après les avoir comparées par leurs avantages & par leurs inconvéniens, je donne la préférence à celle qui est intermédiaire

entre les deux extrêmes, & qui porte le nom d'Aristocratie. On doit se souvenir ici que la constitution de l'État & celle du Gouvernement sont deux choses très-distinctes, & que je ne les ai pas confondues. Le meilleur des Gouvernemens est l'Aristocratique; la pire des Souverainetés est l'Aristocratique.

Ces discussions en amènent d'autres sur la manière dont le Gouvernement dégénère, & sur les moyens de retarder la destruction du Corps politique.

Enfin, dans le dernier Livre, j'examine, par voie de comparaison avec le meilleur Gouvernement qui ait existé, savoir celui de Rome, la police la plus favorable à la bonne constitution de l'État; puis je termine ce Livre & tout l'Ouvrage par des recherches sur la manière dont la Religion peut & doit entrer comme partie constitutive dans la composition du Corps politique.

Que pensez-vous, Monsieur, en lisant cette analyse courte & fidelle de mon Livre? Je le devine. Vous disiez en vous-même; voilà l'histoire du Gouvernement de Geneve. C'est ce qu'ont dit à la lecture du même Ou-

## I. 8 LETTRES ÉCRITES

vrage tous ceux qui connoissent votre Constitution.

Et en effet , ce Contrat primitif , cette essence de la Souveraineté, cet empire des Loix , cette institution du Gouvernement , cette manière de le resserrer à divers degrés pour compenser l'autorité par la force , cette tendance à l'usurpation , ces assemblées périodiques , cette adresse à les ôter , cette destruction prochaine , enfin , qui vous menace & que je voulois prévenir , n'est-ce pas trait pour trait l'image de votre République , depuis sa naissance jusqu'à ce jour ?

J'ai donc pris votre Constitution , que je trouvois belle , pour modele des institutions politiques ; & vous proposant en exemple à l'Europe , loin de chercher à vous détruire , j'exposois les moyens de vous conserver. Cette Constitution , toute bonne qu'elle est , n'est pas sans défaut ; on pouvoit prévenir les altérations qu'elle a souffertes , la garantir du danger qu'elle court aujourd'hui. J'ai prévu ce danger , je l'ai fait entendre , j'indiquois des préervatifs ; étoit-ce la vouloir détruire , que de montrer ce qu'il falloit faire pour la



maintenir ? C'étoit par mon attachement pour elle , que j'aurois voulu que rien ne pût l'altérer. Voilà tout mon crime, j'avois tort , peut-être ; mais si l'amour de la Patrie m'a-veugla sur cet article , étoit-ce à elle de m'en punir ?

Comment pouvois-je rendre à renverser tous les Gouvernemens , en posant en principes tous ceux du vôtre ? Le fait seul détruit l'accusation. Puisqu'il y avoit un Gouvernement existant sur mon modele , je ne tenois donc pas à détruire tous ceux qui existoient. Eh ! Monsieur ; si je n'avois fait qu'un système , vous êtes bien sûr qu'on n'auroit rien dit. On se fût contenté de reléguer le Contrat Social avec la République de Platon , l'Utopie & les Sévarambes dans le pays des chimères. Mais je peignois un objet existant , & l'on vouloit que cet objet changeât de face. Mon Livre portoit témoignage contre l'attentat qu'on alloit faire. Voilà ce qu'on ne m'a pas pardonné.

Mais voici qui vous paroîtra bizarre. Mon Livre attaque tous les Gouvernemens , & il n'est pros crit dans aucun ! Il en établit un seul , il le propose en exemple , & c'est dans

celui-là qu'il est brûlé ! N'est-il pas singulier que les Gouvernemens attaqués se taisent, & que le Gouvernement respecté sévisse ? Quoi ! Le Magistrat de Geneve se fait le protecteur des autres Gouvernemens contre le sien même ! Il punit son propre Citoyen d'avoir préféré les Loix de son pays à toutes les autres ! Cela est-il concevable , & le croiriez-vous si vous ne l'eussiez vu ? Dans tout le reste de l'Europe quelqu'un s'est-il avisé de flétrir l'Ouvrage ? Non ; pas même l'Etat où il a été imprimé ( *b* ). Pas même la France , où les Magistrats sont là-dessus si sévères. Y a-t-on défendu le Livre ? Rien de semblable ; on n'a pas laissé d'abord entrer l'édition de Hollande , mais on l'a contrefaite en France , & l'Ouvrage y court sans difficulté. C'étoit donc une affaire de commerce & non de police : on préféroit le profit du Libraire de France au profit du Libraire étranger. Voilà tout.

( *b* ) Dans le fort des premières clameurs , causées par les procédures de Paris & de Geneve , le Magistrat surpris défendit les deux Livres ; mais sur son propre examen , le sage Magistrat a bien changé de sentiment , sur-tout quand au Contrat social.

Le

Le Contrat Social n'a été brûlé nulle part qu'à Geneve , où il n'a pas été imprimé ; le seul Magistrat de Geneve y a trouvé des principes destructifs de tous les Gouvernemens. A la vérité , ce Magistrat n'a point dit quels étoient ces principes ; en cela je crois qu'il a fort prudemment fait.

L'effet des défenses indiscrettes est de n'être point observées & d'énervier la force de l'autorité. Mon Livre est dans les mains de tout le monde à Geneve , & que n'est-il également dans tous les cœurs ! Lisez-le , Monsieur , ce Livre si décrié , mais si nécessaire ; vous y verrez par-tout la Loi mise au-dessus des hommes ; vous y verrez par-tout la liberté réclamée , mais toujours sous l'autorité des Loix sans lesquelles la liberté ne peut exister , & sous lesquelles on est toujours libre , de quelque façon qu'on soit gouverné. Par-là je ne fais pas , dit-on , ma cour aux Puissances : tant pis pour elles ; car je fais leurs vrais intérêts , si elles savoient les voir & les suivre. Mais les passions aveuglent les hommes sur leur propre bien. Ceux qui soumettent les Loix aux passions humaines , sont

les vrais destructeurs des Gouvernemens : voilà les gens qu'il faudroit punir.

Les fondemens de l'Etat sont les mêmes dans tous les Gouvernemens ; & ces fondemens sont mieux posés dans mon Livre que dans aucun autre. Quand il s'agit ensuite de comparer les diverses formes de Gouvernement , on ne peut éviter de peser séparément les avantages & les inconvéniens de chacun : c'est ce que je crois avoir fait avec impartialité. Tout balancé , j'ai donné la préférence au Gouvernement de mon pays. Cela étoit naturel & raisonnable ; on m'auroit blâmé si je ne l'eusse pas fait. Mais je n'ai point donné d'exclusion aux autres Gouvernemens ; au contraire : j'ai montré que chacun avoit sa raison qui pouvoit le rendre préférable à tout autre , selon les hommes , les tems & les lieux. Ainsi , loin de détruire tous les Gouvernemens , je les ai tous établis.

En parlant du Gouvernement Monarchique en particulier , j'en ai bien fait valoir l'avantage , & je n'en ai pas non plus déguisé les défauts. Cela est , je pense , du droit d'un homme qui raisonne ; & quand je lui

aurois donné l'exclusion, ce qu'assurément je n'ai pas fait, s'ensuivroit-il qu'on dût m'en punir à Geneve ? Hobbes a-t-il été décrété dans quelque Monarchie, parce que ses principes sont destructifs de tout Gouvernement Républicain, & fait-on le procès chez les Rois aux Auteurs qui rejettent & dépriment les Républiques ? Le droit n'est-il pas réciproque, & les Républicains ne sont-ils pas Souverains dans leurs pays comme les Rois le sont dans le leur ? Pour moi, je n'ai rejeté aucun Gouvernement, je n'en ai méprisé aucun. En les examinant, en les comparant, j'ai tenu la balance, & j'ai calculé les poids : je n'ai rien fait de plus.

On ne doit punir la raison nulle part, ni même le raisonnement ; cette punition prouveroit trop contre ceux qui l'infligeroient. Les Représentans ont très-bien établi que mon Livre, où je ne fors pas de la these générale, n'attaquant point le Gouvernement de Geneve, & imprimé hors du territoire, ne peut être considéré que dans le nombre de ceux qui traitent du Droit naturel & politique, sur lesquels les Loix ne donnent au Conseil aucun pouvoir, & qui se font tou-

jours vendus publiquement dans la Ville , quelque principe qu'on y avance , & quelque sentiment qu'on y soutienne. Je ne suis pas le seul qui , discutant par abstraction des questions de politique , ait pu les traiter avec quelque hardiesse ; chacun ne le fait pas , mais tout homme a droit de le faire ; plusieurs usent de ce droit , & je suis le seul qu'on punisse pour en avoir usé. L'infortuné Sydenham pensoit comme moi , mais il agissoit ; c'est pour son fait , & non pour son Livre , qu'il eut l'honneur de verser son sang. Althusius , en Allemagne , s'attira des ennemis , mais on ne s'avisa pas de le poursuivre criminellement. Locke , Montesquieu , l'Abbé de Saint-Pierre , ont traité les mêmes matières , & souvent avec la même liberté tout au moins. Locke , en particulier , les a traitées exactement dans les mêmes principes que moi. Tous trois sont nés sous des Rois , ont vécu tranquilles , & sont morts honorés dans leurs pays. Vous savez comment j'ai été traité dans le mien.

Aussi soyez sûr que , loin de rougir de ces flétrissures , je m'en glorifie , puisqu'elles ne servent qu'à mettre en évidence le motif qui

me les attire , & que ce motif n'est que d'avoir bien mérité de mon pays. La conduite de Conseil envers moi m'afflige , sans doute , en rompant des nœuds qui m'étoient si chers ; mais peut-elle m'avilir ? Non , elle m'élève , elle me met au rang de ceux qui ont souffert pour la liberté. Mes Livres , quoi qu'on fasse , porteront toujours témoignage d'eux-mêmes , & le traitement qu'ils ont reçu ne fera que sauver de l'opprobre ceux qui auront l'honneur d'être brûlés après eux.

## SEPTIEME LETTRE.

VOUS m'aurez trouvé diffus , Monsieur ; mais il falloit l'être , & les sujets que j'avois à traiter ne se discutent pas par des épigrammes. D'ailleurs ces sujets m'éloignent moins qu'il ne semble de celui qui vous intéresse. En parlant de moi , je pensois à vous ; & votre question tenoit si bien à la mienne , que l'une est déjà résolue avec l'autre ; il ne me reste que la conséquence à tirer. Par-tout où l'innocence n'est pas en sûreté , rien n'y peut être ; par-tout où les Loix sont violées impunément , il n'y a plus de liberté.

Cependant comme on peut séparer l'intérêt d'un particulier de celui du public , vos idées sur ce point sont encore incertaines ; vous persistez à vouloir que je vous aide à les fixer. Vous demandez quel est l'état présent de votre République , & ce que doivent faire ses Citoyens ? Il est plus aisé de répondre à la première question qu'à l'autre.

Cette première question vous embarrasse sûrement moins par elle - même que par les



solutions contradictoires qu'on lui donne autour de vous. Des gens de très-bon sens vous disent : nous sommes le plus libre de tous les Peuples ; & d'autres gens de très-bon sens vous disent : nous vivons sous le plus dur esclavage. Lesquels ont raison , me demandez-vous ? Tous , Monsieur ; mais à différens égards : une distinction très-simple les concilie. Rien n'est plus libre que votre état légitime ; rien n'est plus servile que votre état actuel.

Vos loix ne tiennent leur autorité que de vous ; vous ne reconnoissez que celles que vous faites ; vous ne payez que les droits que vous imposez ; vous élisez les Chefs qui vous gouvernent ; ils n'ont droit de vous juger que par des formes prescrites. En Conseil général vous êtes Législateurs , Souverains , indépendans de toute puissance humaine ; vous ratifiez les traités , vous décidez de la paix & de la guerre ; vos Magistrats eux-mêmes vous traitent de *Magnifiques , très-honorés & souverains Seigneurs*. Voilà votre liberté : voici votre servitude.

Le Corps chargé de l'exécution de vos Loix en est l'interprete & l'arbitre suprême ; il les

## 128 LETTRES ÉCRITES

fait parler comme il lui plaît ; il peut les faire taire ; il peut même les violer sans que vous puissiez y mettre ordre ; il est au - dessus des Loix.

Les Chefs que vous élisez ont , indépendamment de votre choix , d'autres pouvoirs qu'ils ne tiennent pas de vous , & qu'ils étendent aux dépens de ceux qu'ils en tiennent. Limités dans vos élections à un petit nombre d'hommes , tous dans les mêmes principes & tous animés du même intérêt , vous faites avec un grand appareil un choix de peu d'importance. Ce qui importeroit dans cette affaire , seroit de pouvoir rejeter tous ceux entre lesquels on vous force de choisir. Dans une élection libre en apparence , vous êtes si gênés de toutes parts , que vous ne pouvez pas même élire un premier Syndic ni un Syndic de la Garde : le Chef de la République & le Commandant de la Place ne sont pas à votre choix.

Si l'on n'a pas le droit de mettre sur vous de nouveaux impôts , vous n'avez pas celui de rejeter les vieux. Les finances de l'Etat sont sur un tel pied , que sans votre concours elles peuvent suffire à tout. On n'a donc ja-

mais besoin de vous ménager dans cette vue, & vos droits à cet égard se réduisent à être exempts en partie & à n'être jamais nécessaires.

Les procédures qu'on doit suivre en vous jugeant, sont prescrites ; mais quand le Conseil veut ne les pas suivre , personne ne peut l'y contraindre, ni l'obliger à réparer les irrégularités qu'il commet. Là - dessus je suis qualifié pour faire preuve , & vous savez si je suis le seul.

En Conseil général votre Souveraine puissance est enchaînée : vous ne pouvez agir que quand il plaît à vos Magistrats, ni parler que quand ils vous interrogent. S'ils veulent même ne point assembler de Conseil général, votre autorité , votre existence est anéantie , sans que vous puissiez leur opposer que de vains murmures qu'ils sont en possession de mépriser.

Enfin , si vous êtes Souverains Seigneurs dans l'Assemblée , en sortant de - là vous n'êtes plus rien. Quatre heures par an Souverains subordonnés , vous êtes Sujets le reste de la vie , & livrés sans réserve à la discrétion d'autrui.

Il vous est arrivé, Messieurs, ce qu'il arrive à tous les Gouvernemens semblables au vôtre. D'abord la puissance législative & la puissance exécutive qui constituent la Souveraineté, n'en sont pas distinctes. Le Peuple Souverain veut par lui-même, & par lui-même il fait ce qu'il veut. Bientôt l'incommodité de ce concours de tous à toute chose, force le Peuple Souverain de charger quelques-uns de ses membres d'exécuter ses volontés. Ces Officiers, après avoir rempli leur commission, en rendent compte, & rentrent dans la commune égalité. Peu-à-peu ces commissions deviennent fréquentes, enfin permanentes. Insensiblement il se forme un corps qui agit toujours. Un corps qui agit toujours ne peut pas rendre compte de chaque acte; il ne rend plus compte que des principaux; bientôt il vient à bout de n'en rendre d'aucun. Plus la puissance qui agit est active, plus elle énerve la puissance qui veut. La volonté d'hier est censée être aussi celle d'aujourd'hui; au lieu que l'acte d'hier ne dispense pas d'agir aujourd'hui. Enfin l'inaction de la puissance qui veut, la soumet à la puissance qui exécute: celle-ci rend peu-à-peu ses actions

indépendantes , bientôt ses volontés : au lieu d'agir pour la puissance qui veut , elle agit sur elle. Il ne reste alors dans l'Etat qu'une puissance agissante, c'est l'exécutive. La puissance exécutive n'est que la force , & où regne la seule force l'Etat est dissous. Voilà , Monsieur , comment périssent à la fin tous les Etats Démocratiques.

Parcourez les annales du vôtre , depuis le tems où vos Syndics , simples Procureurs établis par la Communauté pour vaquer à telle ou telle affaire , lui rendoient compte de leur commission le chapeau bas , & rentroient à l'instant dans l'ordre des Particuliers , jusqu'à celui où ces mêmes Syndics , dédaignant les droits de Chefs & de Juges qu'ils tiennent de leur élection , leur préférèrent le pouvoir arbitraire d'un corps dont la Communauté n'élit point les membres , & qui s'établit au-dessus d'elle contre les Loix : suivez les progrès qui séparent ces deux termes ; vous connoîtrez à quel point vous en êtes , & par quels degres vous y êtes parvenus.

Il y a deux siècles qu'un Politique auroit pu prévoir ce qui vous arrive. Il auroit dit : l'Institution que vous formez est bonne pour

le présent , & mauvaise pour l'avenir ; elle est bonne pour établir la liberté publique , mauvaise pour la conserver ; & ce qui fait maintenant votre sûreté , sera dans peu la matière de vos chaînes. Ces trois corps qui rentrent tellement l'un dans l'autre , que du moindre dépend l'activité du plus grand , sont en équilibre tant que l'action du plus grand est nécessaire & que la Législation ne peut se passer du Législateur. Mais quand une fois l'établissement sera fait , le corps qui l'a formé manquant de pouvoir pour le maintenir , il faudra qu'il tombe en ruine , & ce seront vos Loix mêmes qui causeront votre destruction. Voilà précisément ce qui vous est arrivé. C'est , sauf la disproportion , la chute du Gouvernement Polonois par l'extrémité contraire. La constitution de la République de Pologne n'est bonne que pour un Gouvernement où il n'y a plus rien à faire. La vôtre , au contraire , n'est bonne qu'autant que le Corps législatif agit toujours.

Vos Magistrats ont travaillé de tous les tems , & sans relâche , à faire passer le pouvoir suprême du Conseil général au petit Conseil par la gradation du Deux - Cent ; mais  
leurs

leurs efforts ont eu des effets différens , selon la manière dont ils s'y sont pris. Presque toutes leurs entreprises d'éclat ont échoué , parce qu'alors ils ont trouvé de la résistance , & que , dans un Etat tel que le vôtre , la résistance publique est toujours sûre, quand elle est fondée sur les Loix.

La raison de ceci est évidente. Dans tout Etat la Loi parle où parle le Souverain. Or dans une Démocratie où le Peuple est Souverain, quand les divisions intestines suspendent toutes les formes & font taire toutes les autorités , la sienne seule demeure ; & où se porte alors le plus grand nombre , là réside la Loi & l'Autorité.

Que si les Citoyens & Bourgeois réunis ne font pas le Souverain , les Conseils sans les Citoyens & Bourgeois le font beaucoup moins encore , puisqu'ils n'en font que la moindre partie en quantité. Sitôt qu'il s'agit de l'autorité suprême , tout rentre à Genève dans l'égalité , selon les termes de l'Edit. *Que tous soient contents en degré de Citoyens & Bourgeois , sans vouloir se préférer & s'attribuer quelque autorité & Seigneurie par - dessus les autres.* Hors du Conseil général, il n'y a point

## 134 LETTRES ÉCRITES

d'autre Souverain que la Loi ; mais quand la Loi même est attaquée par les Ministres , c'est au Législateur à la soutenir. Voilà ce qui fait que par - tout où regne une véritable liberté, dans les entreprises marquées le Peuple a presque toujours l'avantage.

Mais ce n'est pas par des entreprises marquées que vos Magistrats ont amené les choses au point où elles sont ; c'est par des efforts modérés & continus , par des changemens presque insensibles dont vous ne pouviez prévoir la conséquence , & qu'à peine même pouviez-vous remarquer. Il n'est pas possible au Peuple de se tenir sans cesse en garde contre tout ce qui se fait , & cette vigilance lui tourneroit même à reproche. On l'accuseroit d'être inquiet & remuant, toujours prêt à s'alarmer sur des riens. Mais de ces riens - là sur lesquels on se tait , le Conseil fait avec le tems faire quelque chose. Ce qui se passe actuellement sous vos yeux en est la preuve.

Toute l'autorité de la République réside dans les Syndics qui sont élus dans le Conseil général. Ils y prêtent serment parce qu'il est leur seul Supérieur , & ils ne le prêtent que dans ce Conseil , parce que c'est à lui seul



qu'ils doivent compte de leur conduite , de leur fidélité à remplir le serment qu'ils y ont fait. Ils jurent de rendre bonne & droite justice ; ils sont les seuls Magistrats qui jurent cela dans cette assemblée , parce qu'ils sont les seuls à qui ce droit soit conféré par le Souverain ( *a* ) , & qui l'exercent sous sa seule autorité. Dans le jugement public des criminels ils jurent encore seuls devant le Peuple , en se levant ( *b* ) & haussant leurs bâtons , *d'avoir fait droit jugement , sans haine ni faveur , priant Dieu de les punir s'ils ont fait*

( *a* ) Il n'est confé à leur Lieutenant qu'en sous-ordre & c'est pour cela qu'il ne prête point serment en Conseil général. *Mais , dit l'Auteur des Lettres , le serment que prêtent les membres du Conseil est-il moins obligatoire , & l'exécution des engagements contractés avec la Divinité même dépend-elle du lieu dans lequel on les contracte ?* Non , sans doute , mais s'ensuit-il qu'il soit indifférent dans quels lieux & dans quelles mains le serment soit prêté , & ce choix ne marque-t-il pas ou par qui l'autorité est conférée , ou à qui l'on doit compte de l'usage qu'on en fait ? A quels hommes d'Etat avons-nous à faire , s'il faut leur dire ces choses-là ? Les ignorent-ils , ou s'il feignent de les ignorer ?

( *b* ) Le Conseil est présent aussi , mais ses membres ne jurent point & demeurent assis.

## 136 LETTRES ÉCRITES

*au contraire; & jadis les sentences criminelles se rendoient en leur nom seul , sans qu'il fût fait mention d'autre Conseil que de celui des Citoyens , comme on le voit par la sentence de Morelli ci-devant transférée , & par celle de Valentin Gentil rapportée dans les Opuscules de Calvin.*

Or vous sentez bien que cette puissance exclusive , ainsi reçue immédiatement du Peuple , gêne beaucoup les prétentions du Conseil. Il est donc naturel que pour se délivrer de cette dépendance il tâche d'affoiblir peu-à-peu l'autorité des Syndics , de fondre dans le Conseil la juridiction qu'ils ont reçue , & de transmettre insensiblement à ce Corps permanent , dont le Peuple n'élit point les membres , le pouvoir grand , mais passager , des Magistrats qu'il élit. Les Syndics eux-mêmes, loin de s'opposer à ce changement , doivent aussi le favoriser , parce qu'ils sont Syndics seulement tous les quatre ans , & qu'ils peuvent même ne pas l'être ; au lieu que , quoi qu'il arrive , ils sont Conseillers toute leur vie , le Grabeau n'étant plus qu'un vain cérémonial ( c ).

( c ) Dans la première institution , les quatre

Cela gagné , l'élection des Syndics deviendra de même une cérémonie tout aussi vaine que l'est déjà la tenue des Conseils gé-

Syndics nouvellement élus & les quatre anciens Syndics rejetoient tous les ans huit membres des seize restans du petit Conseil , & en propofoient huit nouveaux , lesquels passaient ensuite aux suffrages des Deux Cents , pour être admis ou rejetés. Mais insensiblement on ne rejetta des vieux Conseillers que ceux dont la conduite avoit donné prise au blâme , & lorsqu'ils avoient commis quelque faute grave , on n'attendoit pas les élections pour les punir ; mais on les mettoit d'abord en prison , & on leur faisoit leur procès comme au dernier particulier. Par cette règle d'anticiper le châtimement & de le rendre sévère , les Conseillers restés étant tous irréprochables ne donnoient aucune prise à l'exclusion , ce qui changea cet usage en la formalité cérémonieuse & vaine qui porte aujourd'hui le nom de *Grabeau*. Admirables effets des Gouvernemens libres , où les usurpations mêmes ne peuvent s'établir qu'à l'appui de la vertu !

Au reste le droit réciproque des deux Conseils empêcheroit seul aucun des deux d'oser s'en servir sur l'autre , sinon de concert avec lui , de peur de s'exposer aux représailles. Le Grabeau ne sert proprement qu'à les tenir bien unis contre la Bourgeoisie , & à faire sauter l'un par l'autre les membres qui n'auroient pas l'esprit du Corps.

## 138 LETTRES ÉCRITES

néraux , & le petit Conseil verra fort paisiblement les exclusions ou préférences que le Peuple peut donner pour le Syndicat à ses membres , lorsque tout cela ne décidera plus de rien.

Il a d'abord , pour parvenir à cette fin , un grand moyen dont le Peuple ne peut cournoître , c'est la police intérieure du Conseil , dont , quoique réglée par les Edits , il peut diriger la forme à son gré ( *d* ) , n'ayant aucun surveillant qui l'en empêche ; car , quant au Procureur - Général , on doit en ceci le compter pour rien ( *e* ). Mais cela ne suffit

( *d* ) C'est ainsi que dès l'année 1655 , le petit Conseil & le Deux-Cent établirent dans leurs Corps la ballotte & les billets , contre l'Edit.

( *e* ) Le Procureur-Général , établi pour être l'homme de la Loi , n'est que l'homme du Conseil. Deux causes font presque toujours exercer cette charge contre l'esprit de son institution. L'une est le vice de l'institution même , qui fait de cette Magistrature un degré pour parvenir au Conseil : au lieu qu'un Procureur-Général ne devoit rien voir au-dessus de sa place , & qu'il devoit lui être interdit par la loi d'aspirer à nulle autre. La seconde cause est l'imprudence du Peuple , qui confie cette charge à des hommes apparentés dans le Conseil , ou qui sont de

pas encore : il faut accoutumer le Peuple même à ce transport de juridiction. Pour cela on ne commence pas par ériger dans d'importantes affaires des Tribunaux composés de seuls Conseillers , mais on en érige d'abord de moins remarquables sur des objets peu intéressans. On fait ordinairement présider ces Tribunaux par un Syndic auquel on substitue quelquefois un ancien Syndic , puis un Conseiller , sans que personne y fasse attention : on répète sans bruit cette manœuvre jusqu'à ce qu'elle fasse usage : on la transporte au criminel. Dans une occasion plus importante on érige un Tribunal pour juger des Citoyens. A la faveur de la Loi des récusations , on fait présider ce Tribunal par un Conseiller. Alors le Peuple ouvre les yeux & familles en possession d'y entrer , sans considérer qu'ils ne manqueraient pas ainsi d'employer contre lui les armes qu'ils leur donnent pour sa défense. J'ai oui des Genevois distinguer l'homme du peuple d'avec l'homme de la Loi , comme si ce n'étoit pas la même chose. Les Procureurs-Généraux devroient être durant leurs six ans les Chefs de la Bourgeoisie , & devenir son conseil après cela : mais ne la voilà-t-il pas bien protégée & bien conseillée , & n'a-t-elle pas fort à se féliciter de son choix ?

murmure. On lui dit : de quoi vous plaignez-vous ? voyez les exemples ; nous n'innovons rien.

Voilà , Monsieur , la politique de vos Magistrats. Ils font leurs innovations peu-à-peu, lentement, sans que personne en voie la conséquence ; & quand enfin l'on s'en apperçoit & qu'on y veut porter remède , ils crient qu'on veut innover.

Et voyez , en effet , sans sortir de cet exemple , ce qu'ils ont dit à cette occasion. Ils s'appuyoient sur la Loi des récusations ; on leur répond : la Loi fondamentale de l'Etat veut que les Citoyens ne soient jugés que par leurs Syndics. Dans la concurrence de ces deux Loix celle-ci doit exclure l'autre ; en pareil cas pour les observer toutes deux on devoit plutôt élire un Syndic *ad actum*. A ce mot , tout est perdu ! Un Syndic *ad actum* ! innovation ! Pour moi, je ne vois rien-là de si nouveau qu'ils disent : si c'est le mot , on s'en sert tous les ans aux élections ; & si c'est la chose , elle est encore moins nouvelle , puisque les premiers Syndics qu'aient eu la ville n'ont été Syndics qu'*ad actum*. Lorsque le Procureur-Général est récusable , n'ex

faut-il pas un autre *ad actum* pour faire ses fonctions ; & les adjoints tirés du Deux-Cent pour remplir les Tribunaux , que font-ils autre chose que des Confédérés *ad actum* ? Quand un nouvel abus s'introduit , ce n'est point innover que d'y proposer un nouveau remède ; au contraire , c'est chercher à rétablir les choses sur l'ancien pied. Mais ces Messieurs n'aiment point qu'on fouille ainsi dans les antiquités de leur Ville : ce n'est que dans celles de Carthage & de Rome qu'ils permettent de chercher l'explication de vos Loix.

Je n'entreprendrai point le parallèle de celles de leurs entreprises qui ont manqué & de celles qui ont réussi : quand il y auroit compensation dans le nombre , il n'y en auroit point dans l'effet total. Dans une entreprise exécutée ils gagnent des forces ; dans une entreprise manquée ils ne perdent que du tems. Vous , au contraire , qui ne cherchez & ne pouvez chercher qu'à maintenir votre constitution , quand vous perdez , vos pertes sont réelles , & quand vous gagnez , vous ne gagnez rien. Dans un progrès de cette espèce , comment espérer de rester au même point ?

De toutes les époques qu'offre à méditer l'histoire instructive de votre Gouvernement, la plus remarquable par sa cause & la plus importante par son effet, est celle qui a produit le réglemant de la Médiation. Ce qui donna lieu primitivement à cette célèbre époque, fut une entreprise indiscrete, faite hors de tems par vos Magistrats. Ils avoient doucement usurpé le droit de mettre des impôts. Avant d'avoir assez affermi leur puissance, ils voulurent abuser de ce droit. Au lieu de réserver ce coup pour le dernier, l'avidité le leur fit porter avant les autres, & précisément après une commotion qui n'étoit pas bien assoupie. Cette faute en attira de plus grandes, difficiles à réparer. Comment de si fins politiques ignoroient-ils une maxime aussi simple que celle qu'ils choquerent en cette occasion ? Par tout pays le peuple ne s'apperoit qu'on attente à sa liberté, que lorsqu'on attente à sa bourse ; ce qu'aussi les usurpateurs adroits se gardent bien de faire, que tout le reste ne soit fait. Ils voulurent renverser cet ordre, & s'en trouverent mal (f).

(f) L'objet des impôts établis en 1716, étoit la dépense des nouvelles fortifications. Le plan



Les suites de cette affaire produisirent les mouvemens de 1734, & l'affreux complot qui en fut le fruit.

Ce fut une seconde faute pire que la première. Tous les avantages du tems sont pour eux, ils se les ôtent dans les entreprises brusques, & mettent la machine dans le cas de se remonter tout d'un coup : c'est ce qui faillit arriver dans cette affaire. Les événemens qui précéderent la Médiation, leur firent perdre un siècle, & produisirent un autre effet défavorable pour eux. Ce fut d'apprendre à l'Europe que cette Bourgeoisie qu'ils avoient voulu détruire, & qu'ils peignoient comme une populace effrénée, savoit garder dans ses avantages la modération qu'ils ne connurent jamais dans les leurs.

Je ne dirai pas si ce recours à la Médiation de ces nouvelles fortifications étoit immense, & il a été exécuté en partie. De si vastes fortifications rendoient nécessaire une grosse garnison, & cette grosse garnison avoit pour but de tenir les Citoyens & Bourgeois sous le joug. On parvenoit par cette voie à former à leurs dépens les fers qu'on leur préparoit. Le projet étoit bien lié mais il marchoit dans un ordre rétrograde. Aussi n'a-t-il pu réussir.

doit être compté comme une troisième faute. Cette Médiation fut ou parut offerte ; si cette offre fut réelle ou sollicitée , c'est ce que je ne puis ni ne veux pénétrer : je fais seulement que tandis que vous couriez le plus grand danger tout garda le silence , & que ce silence ne fut rompu que quand le danger passa dans l'autre parti. Du reste, je veux d'autant moins imputer à vos Magistrats d'avoir imploré la Médiation, qu'oser même en parler est à leurs yeux le plus grand des crimes.

Un Citoyen se plaignant d'un emprisonnement illégal , injuste & déshonorant , demandoit comment il falloit s'y prendre pour recourir à la garantie. Le Magistrat auquel il s'adressoit osa lui répondre que cette seule proposition méritoit la mort. Or , vis - à - vis du Souverain , le crime seroit aussi grand , & plus grand , peut - être , de la part du Conseil que de la part d'un simple particulier ; & je ne vois pas où l'on en peut trouver un digne de mort dans un second recours, rendu légitime par la garantie qui fut l'effet du premier.

Encore un coup , je n'entreprends point de discuter une question si délicate à traiter

&

& si difficile à résoudre. J'entreprends simplement d'examiner , sur l'objet qui nous occupe , l'état de votre Gouvernement , fixé ci-devant par le règlement des Plénipotentiaires, mais dénaturé maintenant par les nouvelles entreprises de vos Magistrats. Je suis obligé de faire un long circuit pour aller à mon but; mais daignez me suivre, & nous nous retrouverons bien.

Je n'ai point la témérité de vouloir critiquer ce règlement ; au contraire , j'en admire la sagesse , & j'en respecte l'impartialité. J'y crois voir les intentions les plus droites & les dispositions les plus judicieuses. Quand on fait combien de choses étoient contre vous dans ce moment critique , combien vous aviez de préjugés à vaincre , quel crédit à surmonter , que de faux exposés à détruire , quand on se rappelle avec quelle confiance vos adversaires comptoient vous écraser par les mains d'autrui , l'on ne peut qu'honorer le zèle , la constance & les talens de vos défenseurs, l'équité des Puissances médiatrices, & l'intégrité des Plénipotentiaires qui ont consommé cet ouvrage de paix.

Quoi qu'on en puisse dire, l'Edit de la

Médiation a été le salut de la République ; & quand on ne l'enfreindra pas , il en fera la conservation. Si cet Ouvrage n'est pas parfait en lui-même , il l'est relativement ; il l'est quant aux tems , aux lieux , aux circonstances ; il est le meilleur qui vous pût convenir. Il doit vous être inviolable & sacré par prudence , quand il ne le seroit pas par nécessité , & vous n'en devriez pas ôter une ligne , quand vous seriez les maîtres de l'anéantir. Bien plus , la raison même qui le rend nécessaire , le rend nécessaire dans son entier. Comme tous les articles balancés forment l'équilibre , un seul article altéré le détruit. Plus le règlement est utile , plus il seroit nuisible ainsi mutilé. Rien ne seroit plus dangereux que plusieurs articles pris séparément & détachés du corps qu'ils affermissent. Il vaudroit mieux que l'édifice fût rasé qu'ébranlé. Laissez ôter une seule pierre de la voûte , & vous serez écrasés sous ses ruines.

Rien n'est plus facile à sentir par l'examen des articles dont le Conseil se prévaut , & de ceux qu'il veut éluder. Souvenez-vous , Monsieur , de l'esprit dans lequel j'entreprends cet examen. Loin de vous conseiller de toucher

à l'Edit de la Médiation , je veux vous faire sentir combien il vous importe de n'y laisser porter nulle atteinte. Si je paroiss critiquer quelques articles, c'est pour montrer de quelle conséquence il seroit d'ôter ceux qui les rectifient. Si je paroiss proposer des expédiens qui ne s'y rapportent pas , c'est pour montrer la mauvaise foi de ceux qui trouvent des difficultés insurmontables où rien n'est plus aisé que de lever ces difficultés. Après cette explication j'entre en matière sans scrupule , bien persuadé que je parle à un homme trop équitable pour me prêter un dessein tout contraire au mien.

Je sens bien que si je m'adressois aux étrangers, il conviendrait, pour me faire entendre, de commencer par un tableau de votre constitution ; mais ce tableau se trouve déjà tracé suffisamment pour eux dans l'article Geneve de M. d'Alembert , & un exposé plus détaillé seroit superflu pour vous qui connoissez vos Loix politiques mieux que moi-même , ou qui du moins en avez vu le jeu de plus près. Je me borne donc à parcourir les articles du règlement qui tiennent à la question

présente , & qui peuvent le mieux en fournir la solution.

Dès le premier je vois votre Gouvernement composé de cinq ordres subordonnés , mais indépendans , c'est à-dire , existans nécessairement , dont aucun ne peut donner atteinte aux droits & attributs d'un autre ; & dazs ces cinq ordres je vois compris le Conseil général. Dès-là je vois dans chacun des cinq une portion particuliere du Gouvernement ; mais je n'y vois point la Puissance constitutive qui les établit, qui les lie , & de laquelle ils dépendent tous : je n'y vois point le Souverain. Or dans tout Etat politique il faut une Puissance suprême , un centre où tout se rapporte , un principe d'où tout dérive , un Souverain qui puisse tout.

Figurez-vous , Monsieur , que quelqu'un vous rendant compte de la constitution de l'Angleterre vous parle ainsi : « Le Gouvernement de la Grande - Bretagne est composé de quatre Ordres dont aucun ne peut » attenter aux droits & attributions des autres ; » savoir , le Roi , la Chambre haute , la » Chambre basse , & le Parlement ». Ne di-

riez-vous pas à l'instant ? vous vous trompez : il n'y a que trois Ordres. Le Parlement qui , lorsque le Roi y siège , les comprend tous , n'en est pas un quatrième : il est le tout ; il est le pouvoir unique & suprême duquel chacun tire son existence & ses droits. Revêtu de l'autorité législative, il peut changer même la Loi fondamentale en vertu de laquelle chacun de ces ordres existe ; il le peut , & , de plus , il l'a fait.

Cette réponse est juste : l'application en est claire ; & cependant il y a encore cette différence , que le Parlement d'Angleterre n'est Souverain qu'en vertu de la Loi & seulement par attribution & députation : au lieu que le Conseil général de Geneve n'est établi ni député de personne ; il est Souverain de son propre chef ; il est la Loi vivante & fondamentale qui donne vie & force à tout le reste , & qui ne connoît d'autres droits que les siens. Le Conseil général n'est pas un ordre dans l'Etat , il est l'Etat même.

L'Article second porte que les Syndics ne pourront être pris que dans le Conseil des Vingt - cinq. Or les Syndics sont des Magistrats annuels que le peuple élit & choisit ,

non - seulement pour être les Juges , mais pour être les Protecteurs au besoin contre les Membres perpétuels des Conseils , qu'il ne choisît pas ( g ).

L'effet de cette restriction dépend de la différence qu'il y a entre l'autorité des Membres du Conseil & celle des Syndics. Car si la différence n'est très-grande, & qu'un Syndic n'estime pas plus son autorité annuelle , comme Syndic, que son autorité perpétuelle , comme Conseiller , cette élection lui sera presque indifférente ; il fera peu pour l'obtenir , & ne

( g ) En attribuant la nomination des membres du petit Conseil au Deux-Cent , rien n'étoit plus aisé que d'ordonner cette attribution selon la Loi fondamentale. Il suffisoit pour cela , d'ajouter qu'on ne pourroit entrer au Conseil qu'après avoir été Auditeur. De cette manière la gradation des charges étoit mieux observée , & les trois Conseils concouroient au choix de celui qui fait tout mouvoir ; ce qui étoit non-seulement important , mais indispensable pour maintenir l'utilité de la constitution. Les Genevois pourront ne pas sentir l'avantage de cette clause , vu que le choix des Auditeurs est aujourd'hui de peu d'effet ; mais on l'eût considéré bien différemment , quand cette charge fut devenue la seule porte du Conseil.



fera rien pour la justifier. Quand tous les Membres du Conseil animés du même esprit suivront les mêmes maximes , le peuple , sur une conduite commune à tous ne pouvant donner d'exclusion à personne , ni choisir que des Syndics déjà Conseillers, loin de s'assurer , par cette élection , des Patrons contre les attentats du Conseil , ne fera que donner au Conseil de nouvelles forces pour opprimer la liberté.

Quoique ce même choix eût lieu pour l'ordinaire dans l'origine de l'institution , tant qu'il fut libre il n'eut pas la même conséquence. Quand le Peuple nommoit les Conseillers lui-même , ou quand il les nommoit indirectement par les Syndics qu'il avoit nommés , il lui étoit indifférent , & même avantageux , de choisir ses Syndics parmi des Conseillers déjà de son choix (*h*) , & il étoit

( *h* ) Le petit Conseil dans son origine n'étoit qu'un choix fait entre le peuple , par les Syndics , de quelques Notables ou Prudhommes pour leur servir d'Assesseur. Chaque Syndic en choisissoit quatre ou cinq dont les fonctions finissoient avec les siennes : quelquefois même il les changeoit durant le cours de son Syndicat. *Henri* dit l'*Es-pagne* fut le premier Conseiller à vie en 1477 ,

sage alors de préférer des Chefs déjà versés dans les affaires : mais une considération plus importante eût dû l'emporter aujourd'hui sur celle - là ; tant il est vrai qu'un même usage a des effets différens par les changemens des usages qui s'y rapportent , & qu'en cas pareil , c'est innover que n'innover pas !

L'article III. du Règlement est plus considérable. Il traite du Conseil général légitimement assemblé : il en traite pour fixer les droits & attributions qui lui sont propres , & il lui en rend plusieurs que les Conseils inférieurs avoient usurpés. Ces droits en totalité sont grands & beaux , sans doute : mais premièrement ils sont spécifiés , & par cela seul limités , ce qu'on pose exclut ce qu'on ne

& il fut établi par le Conseil général. Il n'étoit pas même nécessaire d'être Citoyen pour remplir ce poste. La Loi n'en fut faite qu'à l'occasion d'un certain Michel Guillet de Thonon , qui , ayant été mis du Conseil étroit , s'en fit chasser pour avoir usé de mille finesse ultramontaines qu'il apportoit de Rome où il avoit été nourri. Les Magistrats de la Ville , alors vrais Genevois & peres du peuple , avoient toutes ces subtilités en horreur.

pose pas , & même le mot *limites* est dans l'article. Or il est de l'essence de la Puissance Souveraine de ne pouvoir être limitée : elle peut tout , ou elle n'est rien. Comme elle contient éminemment toutes les Puissances actives de l'Etat & qu'il n'existe que par elle, elle n'y peut reconnoître d'autres droits que les siens & ceux qu'elle communique. Autrement les Possesseurs de ces droits ne feroient point partie du corps politique ; ils lui seroient étrangers par ces droits qui ne feroient pas en lui , & la personne morale manquant d'unité , s'évanouiroit.

Cette limitation même est positive en ce qui concerne les Impôts. Le Conseil Souverain lui-même n'a pas le droit d'abolir ceux qui étoient établis avant 1714. Le voilà donc à cet égard soumis à une Puissance supérieure. Quelle est cette Puissance ?

Le pouvoir législatif consiste en deux choses inséparables : faire les Loix & les maintenir ; c'est-à-dire , avoir inspection sur le pouvoir exécutif. Il n'y a point d'Etat au monde où le Souverain n'ait cette inspection. Sans cela toute liaison , toute subordination manquant entre ces deux pouvoirs , le dernier ne dé-

pendroit point de l'autre ; l'exécution n'auroit aucun rapport nécessaire aux Loix ; la *Loi* ne feroit qu'un mot , & ce mot ne signifieroit rien. Le Conseil général eut de tout rems ce droit de protection sur son propre ouvrage , il l'a toujours exercé. Cependant il n'en est point parlé dans cet article , & s'il n'y étoit suppléé dans un autre, par ce seul silence votre Etat seroit renversé. Ce point est important , & j'y reviendrai ci - après.

Si vos droits sont bornés d'un côté dans cet article , ils y sont étendus de l'autre par les paragraphes 3 & 4 : mais cela fait-il compensation ? Par les principes établis dans le Contrat Social , on voit que , malgré l'opinion commune , les alliances d'Etat à Etat , les déclarations de guerre & les traités de paix ne sont pas des actes de Souveraineté , mais de Gouvernement , & ce sentiment est conforme à l'usage des Nations qui ont le mieux connu les vrais principes du Droit politique. L'exercice extérieur de la Puissance ne convient point au Peuple ; les grandes maximes d'Etat ne sont pas à sa portée ; il doit s'en rapporter là-dessus à ses chefs qui , toujours plus éclairés que lui sur ce point , n'ont

gueres intérêt à faire au - dehors des traités défavantageux à la Patrie ; l'ordre veut qu'il leur laisse tout l'éclat extérieur , & qu'il s'attache uniquement au solide. Ce qui importe essentiellement à chaque Citoyen , c'est l'observation des Loix au dedans , la propriété des biens , la sûreté des particuliers. Tant que tout ira bien sur ces trois points , laissez les Conseils négocier & traiter avec l'étranger ; ce n'est pas de-là que viendront vos dangers les plus à craindre. C'est autour des individus qu'il faut rassembler les droits du Peuple ; & quand on peut l'attaquer séparément , on le subjuge toujours. Je pourrois alléguer la sagesse des Romains , qui , laissant au Sénat un grand pouvoir au-dehors , le forçoient dans la Ville à respecter le dernier Citoyen ; mais n'allons pas si loin chercher des modeles. Les Bourgeois de Neuchâtel se sont conduits bien plus sagement sous leurs Princes que vous sous vos Magistrats (i). Ils ne font ni la paix ni la guerre , ils ne ratifient point les traités , mais ils jouissent en sûreté de leurs franchises ; & comme la Loi

(i) Ceci soit dit en mettant à part les abus qu'assurément je suis bien éloigné d'approuver.

## 156 LETTRES ÉCRITES

n'a point présumé que dans une petite Ville un petit nombre d'honnêtes Bourgeois feroient des scélérats, on ne réclame point dans leurs murs, on n'y connoît pas même l'odieux droit d'emprisonner sans formalités. Chez vous on s'est toujours laissé séduire à l'apparence, & l'on a négligé l'essentiel. On s'est trop occupé du Conseil général, & pas assez de ses membres : il falloit moins songer à l'autorité, & plus à la liberté. Revenons aux Conseils généraux.

Outre les limitations de l'article III, les articles V & VI en offrent de bien plus étranges : un Corps souverain qui ne peut, ni se former, ni former aucune opération de lui-même, & soumis absolument quant à son activité & quant aux matières qu'il traite, à des tribunaux subalternes ; comme ces Tribunaux n'approuveront certainement pas des propositions qui leur seroient en particulier préjudiciables, si l'intérêt de l'Etat se trouve en conflit avec le leur, le dernier a toujours la préférence, parce qu'il n'est permis au Législateur de connoître que de ce qu'ils ont approuvé.

A force de tout soumettre à la règle, on dénuie

détruire la première des règles, qui est la justice & le bien public. Quand les hommes sentiraient-ils qu'il n'y a point de désordre aussi funeste que le pouvoir arbitraire, avec lequel ils pensent y remédier ? Ce pouvoir est lui-même le pire de tous les désordres : employer un tel moyen pour les prévenir, c'est tuer les gens afin qu'ils n'aient pas la fièvre.

Une grande Troupe formée en tumulte peut faire beaucoup de mal. Dans une assemblée nombreuse, quoique régulière, si chacun peut dire & proposer ce qu'il veut, on perd bien du tems à écouter des folies, & l'on peut être en danger d'en faire. Voilà des vérités incontestables ; mais est-ce prévenir l'abus d'une manière raisonnable, que de faire dépendre cette assemblée uniquement de ceux qui voudroient l'anéantir, & que nul n'y puisse rien proposer que ceux qui ont le plus grand intérêt de lui nuire ? Car, Monsieur, n'est-ce pas exactement-là l'état des choses, & y a-t-il un seul Genevois qui puisse douter que si l'existence du Conseil général dépendoit tout-à-fait du petit Conseil, le Conseil général ne fût pour jamais supprimé ?

Voilà pourtant le Corps qui seul convo-

que ces assemblées & qui seul y propose ce qu'il lui plaît : car pour le Deux-Cent , il ne fait que répéter les ordres du petit Conseil , & quand une fois celui-ci fera délivré du Conseil général , le Deux-Cent ne l'embarassera gueres ; il ne fera que suivre avec lui la route qu'il a frayée avec vous.

Or , qu'ai-je à craindre d'un supérieur incommode dont je n'ai jamais besoin , qui ne peut se montrer que quand je le lui permets , ni répondre que quand je l'interroge ? Quand je l'ai réduit à ce point , ne puis-je pas m'en regarder comme délivré ?

Si l'on dit que la Loi de l'Etat a prévenu l'abolition des Conseils généraux en les rendant nécessaires à l'élection des Magistrats & à la sanction des nouveaux Edits , je réponds , quant au premier point , que toute la force du Gouvernement étant passée des mains des Magistrats élus par le Peuple dans celles du petit Conseil qu'il n'élit point & d'où se tirent les principaux de ces Magistrats , l'élection & l'assemblée où elle se fait ne sont plus qu'une vaine formalité sans consistance , & que des Conseils généraux tenus pour cet unique objet peuvent être re-



gardés comme nuls. Je réponds encore que par le tour que prennent les choses , il seroit même aisé d'éluder cette Loi sans que le cours des affaires en fût arrêté : car supposons que , soit par la réjection de tous les sujets présentés , soit sous d'autres prétextes , on ne procede point à l'élection des Syndics , le Conseil , dans lequel leur juridiction se fond insensiblement , ne l'exercera-t-il pas à leur défaut , comme il l'exerce dès à-présent indépendamment d'eux ? N'ose-t-on pas déjà vous dire que le petit Conseil , même sans les Syndics , est le Gouvernement ? Donc , sans les Syndics , l'Etat n'en sera pas moins gouverné. Et quant aux nouveaux Edits , je réponds qu'ils ne feront jamais assez nécessaires pour qu'à l'aide des anciens & de ses usurpations , ce même Conseil ne trouve aisément le moyen d'y suppléer. Qui se met au-dessus des anciennes Loix , peut bien se passer des nouvelles.

Toutes les mesures sont prises pour que vos Assemblées générales ne soient jamais nécessaires. Non - seulement le Conseil périodique institué ou plutôt rétabli (i) l'an

(i) Ces Conseils périodiques sont aussi anciens

## 160 LETTRES ÉCRITES

1707, n'a jamais été tenu qu'une fois & seulement pour l'abolir (k) ; mais par le paragraphe 5 du troisieme article du Règlement, il a été pourvu sans vous & pour toujours aux frais de l'administration. Il n'y a que le seul cas chimérique d'une guerre indispensable, où le Conseil général doive absolument être convoqué.

Le petit Conseil pourroit donc supprimer absolument les Conseils généraux sans autre inconvénient que de s'attirer quelques représentations qu'il est en possession de rebuter, ou d'exciter quelques vains murmures qu'il que la Législation, comme on le voit par le dernier article de l'Ordonnance ecclésiastique. Dans celle de 1576, imprimée en 1735, ces Conseils sont fixés de cinq ans en cinq ans ; mais dans l'Ordonnance de 1561, imprimée en 1562, ils étoient fixés de trois en trois ans. Il n'est pas raisonnable de dire que ces Conseils n'avoient pour objet que la lecture de cette Ordonnance, puisque l'impression qui en fut faite en même-tems donnoit à chacun la facilité de la lire à toute heure à son aise, sans qu'on eût besoin pour cela seul de l'appareil d'un Conseil général. Malheureusement on a pris grand soin d'effacer bien des traditions anciennes qui seroient maintenant d'un grand usage pour l'éclaircissement des Edits.

(k) J'examinerai ci-après cet Edit d'abolition.

peut mépriser sans risque ; car , par les articles VII , XXIII , XXIV , XXV , XLIII , toute espece de résistance est défendue en quelque cas que ce puisse être , & les ressources qui sont hors de la constitution n'en font pas partie & n'en corrigent pas les défauts.

Il ne le fait pas toutefois , parce qu'au fond cela lui est très-indifférent , & qu'un simulacre de liberté fait endurer plus patiemment la servitude. Il vous amuse à peu de frais , soit par des élections sans conséquence , quand au pouvoir qu'elles conferent & quand au choix des sujets élus , soit par des Loix qui paroissent importantes , mais qu'il a soin de rendre veines , en ne les observant qu'autant qu'il lui plaît.

D'ailleurs on ne peut rien proposer dans ces assemblées , on n'y peut rien discuter , on n'y peut délibérer sur rien. Le petit Conseil y préside , & par lui même , & par les Syndics qui n'y portent que l'esprit du Corps. Là même il est Magistrat encore & maître de son Souverain. N'est-il pas contre toute raison que le corps exécutif regle la police du corps législatif , qu'il lui prescrive les matieres dont il doit connoître , qu'il lui interdise le

droit d'opiner , & qu'il exerce sa puissance absolue jusques dans les actes faits pour la contenir ?

Qu'un corps si nombreux (1) ait besoin

(1) Les Conseils généraux étoient autrefois très-fréquens à Geneve , & tout ce qui se faisoit de quelque importance y étoit porté. En 1707 M. le Syndic Chouet disoit dans une harangue devenue célèbre , que de cette fréquence venoit jadis la foiblesse & le malheur de l'Etat ; nous verrons bientôt ce qu'il en faut croire. Il insiste aussi sur l'extrême augmentation du nombre des membres , qui rendroit aujourd'hui cette fréquence impossible , affirmant qu'autrefois cette assemblée ne passoit pas deux à trois cents , & qu'elle est à présent de treize à quatorze cents. Il y a des deux côtés beaucoup d'exagérations.

Les plus anciens Conseils généraux étoient au moins de cinq à six cents membres ; on seroit peut-être bien embarrassé d'en citer un seul qui n'ait été que de deux ou trois cents. En 1429 on y en compta 720 stipulans pour tous les autres , & peu de tems après on reçut encore plus de deux cents Bourgeois.

Queique la ville de Geneve soit devenue plus commerçante & plus riche , elle n'a pu devenir beaucoup plus peuplée , les fortifications n'ayant pas permis d'agrandir l'enceinte de ses murs & ayant fait raser ses fauxbourgs. D'ailleurs , pres-

de police & d'ordre , je l'accorde : mais que cette police & cet ordre ne renversent pas le but de son institution. Est-ce donc une chose

que sans territoire & à la merci de ses voisins pour sa subsistance , elle n'auroit pu s'agrandir sans s'affoiblir. En 1404 on y compta treize cents feux faisant au moins treize mille ames. Il n'y en a gueres plus de vingt mille aujourd'hui : rapport bien éloigné de celui de 3 à 14. Or de ce nombre il faut déduire celui des natifs , habitans , étrangers , qui n'entrent pas au Conseil général ; nombre fort augmenté relativement à celui des Bourgeois depuis le refuge des François & le progrès de l'industrie. Quelques Conseils généraux sont allés de nos jours à quatorze & même à quinze cents ; mais communément ils n'approchent pas de ce nombre ; si quelques-uns même vont à treize , ce n'est que dans des occasions critiques où tous les bons Citoyens croiroient manquer à leurs sermens de s'absenter , & où les Magistrats , de leur côté font venir du dehors leurs cliens pour favoriser leurs manœuvres : or ces manœuvres , inconnues au quinzieme siècle , n'exigeoient point alors de parails expédiens. Généralement le nombre ordinaire roule entre huit à neuf cents , quelquefois il reste au-dessous de celui de l'an 1420 , fut-tout lorsque l'assemblée se tient en Été & qu'il s'agit de choses peu importantes. J'ai moi-même assisté en 1754 à un Conseil général qui n'étoit certainement pas de sept cents membres.

plus difficile d'établir la règle sans servitude entre quelques centaines d'hommes naturellement graves & froids , qu'elle ne l'étoit à Athenes , dont on nous parle , dans l'assemblée de plusieurs milliers de Citoyens emportés , bouillans , & presque effrénés ; qu'elle ne l'étoit dans la Capitale du monde , où le Peuple en corps exerçoit en partie la puissance exécutive ; & qu'elle ne l'est aujourd'hui même dans le grand Conseil de Venise , aussi nombreux que votre Conseil général ? On se plaint de l'impolice qui regne dans le Parlement d'Angleterre ; & toutefois dans ce Corps composé de plus de sept cents membres , où se traitent de si grandes affaires , où tant d'intérêts se croisent , où tant de cabales se forment , où tant de têtes s'échauffent ,

Il résulte de ces diverses considérations , que tout balancé , le Conseil général est à-peu-près aujourd'hui , quant au nombre , ce qu'il étoit il y a deux ou trois siècles , ou du moins que la différence est peu considérable. Cependant tout le monde y parloit alors ; la police & la décence qu'on y voit régner aujourd'hui n'étoit pas établie. On crioit quelquefois ; mais le peuple étoit libre , le Magistrat respecté , & le Conseil s'assembloit fréquemment. Donc M. le Syndic Chouet accusois faux & raisennoit mal.

où chaque membre a le droit de parler , tout se fait , tout s'expédie , cette grande Monarchie va son train : & chez vous où les intérêts sont si simples , si peu compliqués , où l'on n'a , pour ainsi dire , à régler que les affaires d'une famille , on vous fait peur des orages comme si tout alloit renverser ! Monsieur , la police de votre Conseil général est la chose du monde la plus facile ; qu'on veuille sincèrement l'établir pour le bien public , alors tout y sera libre & tout s'y passera plus tranquillement qu'aujourd'hui.

Supposons que dans le Règlement on eût pris la méthode opposée à celle qu'on a suivie ; qu'au lieu de fixer les Droits du Conseil général , on eût fixé ceux des autres Conseils , ce qui par-là même eût montré les siens ; convenez qu'on eût trouvé dans le seul petit Conseil un assemblage de pouvoirs bien étrange pour un Etat libre & démocratique , dans des chefs que le Peuple ne choisit point & qui restent en place toute leur vie.

D'abord l'union de deux choses , par-tout ailleurs incompatibles ; savoir , l'administration des affaires de l'Etat , & l'exercice suprême de la justice sur les biens , la vie & l'honneur des Citoyens.

## 166 LETTRES ÉCRITES

Un ordre , le dernier de tous par son rang & le premier par sa puissance.

Un Conseil inférieur , sans lequel tout est mort dans la République , qui propose seul , qui décide le premier , & dont la seule voix , même dans son propre fait , permet à ses Supérieurs d'en avoir une.

Un Corps qui reconnoît l'autorité d'un autre , & qui seul a la nomination des membres de ce Corps auquel il est subordonné.

Un Tribunal suprême duquel on appelle ; ou bien , au contraire , un Juge inférieur qui préside dans les Tribunaux supérieurs au sien.

Qui , après avoir siégé comme Juge inférieur dans le Tribunal dont on appelle , non-seulement va siéger comme Juge suprême dans le Tribunal où il est appelé , mais n'a dans ce Tribunal suprême que les collègues qu'il s'est lui-même choisis.

Un Ordre , enfin , qui seul a son activité propre , qui donne à tous les autres la leur , & qui dans tous soutenant les résolutions qu'il a prises , opine deux fois & vote trois ( *m* ).

( *m* ) Dans un Etat qui se gouverne en République & où l'on parle la langue française , il



L'appel du petit Conseil au Deux-Cent est un véritable jeu d'enfant. C'est une farce en politique, s'il en fut jamais. Aussi n'appellent-on pas proprement cet appel un appel ; c'est une grace qu'on implore en justice, un recours en cassation d'arrêt : on ne comprend pas ce que c'est. Croit-on que si le petit Conseil n'eût bien senti que ce dernier recours étoit sans conséquence, il s'en fût volontairement dépouillé comme il fit ? Ce délinquement n'est pas dans ses maximes.

faudroit se faire un langage à part pour le gouvernement. Par exemple, *Délibérer*, *Opiner*, *Voter*, sont trois choses très-différentes & que les François ne distinguent pas assez. *Délibérer*, c'est peser le pour & le contre ! *Opiner*, c'est dire son avis & le motiver ; *Voter*, c'est donner son suffrage, quand il ne reste plus qu'à recueillir les voix. On met d'abord la matière en délibération. Au premier tour on opine ; on vote au dernier. Les Tribunaux ont par-tout à-peu-près les memes formes ; mais comme dans les Monarchies le public n'a pas besoin d'en apprendre les termes, ils restent consacrés au Barreau. C'est par une autre inexactitude de la Langue en ces matières, que M. de Montesquieu qui la savoit si bien, n'a pas laissé de dire toujours *la Puissance exécutrice*, blessant ainsi l'analogie, & faisant adjectif le mot *exécuteur* qui est substantif. C'est la même faute que s'il eût dit ; *le Pouvoir législateur*.

Si les jugemens du petit Conseil ne sont pas toujours confirmés en Deux-Cent, c'est dans les affaires particulieres & contradictoires, où il n'importe gueres au Magistrat laquelle des deux Parties perde ou gagne son procès. Mais dans les affaires qu'on poursuit d'office, dans toute affaire où le Conseil lui-même prend intérêt, les Deux-Cent répare-t-il jamais ses injustices, protege-t-il jamais l'opprimé, ose-t-il ne pas confirmer tout ce qu'a fait le Conseil, usa-t-il jamais une seule fois avec honneur de son droit de faire grace ? Je rappelle à regret des tems dont la mémoire est terrible & nécessaire. Un Citoyen que le Conseil immole à sa vengeance, a recours au Deux-Cent : l'infortuné s'avilit jusqu'à demander grace ; son innocence n'est ignorée de personne ; toutes les regles ont été violées dans son procès : la grace est refusée, & l'innocent périt. Fatio sentit si bien l'inutilité du recours au Deux-Cent, qu'il ne daigna pas s'en servir.

Je vois clairement ce qu'est le Deux-Cent à Zurich, à Berne, à Fribourg, & dans les autres Etats aristocratiques ; mais je ne saurois voir ce qu'il est dans votre Constitution,

tion , ni quelle place il y tient. Est-ce un Tribunal supérieur ? En ce cas , il est absurde que le Tribunal inférieur y siége. Est-ce un Corps qui représente le Souverain ? En ce cas , c'est au Représenté de nommer son Représentant. L'établissement du Deux-Cent ne peut avoir d'autre fin que de modérer le pouvoir énorme du petit Conseil ; & au contraire , il ne fait que donner plus de poids à ce même pouvoir. Or , tout Corps qui agit constamment contre l'esprit de son Institution , est mal institué.

Que sert d'appuyer ici sur des choses notoires qui ne sont ignorées d'aucun Genevois ? Le Deux - Cent n'est rien par lui-même ; il n'est que le petit Conseil qui reparoit sous une autre forme. Une seule fois il voulut tâcher de secouer le joug de ses Maîtres , & se donner une existence indépendante , & par cet unique effort l'État faillit être renversé. Ce n'est qu'au seul Conseil général , que le Deux-Cent doit encore une apparence d'autorité. Cela se vit bien clairement dans l'époque dont je parle , & cela se verra bien mieux dans la suite , si le petit Conseil parvient à son but : ainsi ,

quand de concert avec ce dernier , le Deux-Cent travaille à déprimer le Conseil général , il travaille à sa propre ruine ; & s'il croit suivre les brisées du Deux-Cent de Berne , il prend bien grossièrement le change : mais on a presque toujours vu dans ce Corps peu de lumieres & moins de courage , & cela ne peut gueres être autrement par la maniere dont il est rempli (n).

Vous voyez , Monsieur , combien , au

( n ) Ceci s'entend en général & seulement de l'esprit du Corps : car je fais qu'il y a dans le Deux-Cent des membres très-éclairés & qui ne manquent pas de zele : mais incessamment sous les yeux du petit Conseil , livrés à sa merci , sans appui , sans ressource , & sentant bien qu'ils seroient abandonnés de leur Corps , ils s'abstiennent de tenter des démarches inutiles qui ne feroient que les compromettre & les perdre. La vile tourbe bourdonne & triomphe : le sage se tait & gémit tous bas.

Au reste le Deux-Cent n'a pas toujours été dans le discredit où il est tombé. Jadis il jouit de la considération publique & de la confiance des Citoyens : aussi lui laissoient-ils sans inquiétude exercer les droits du Conseil général, que le petit Conseil tâcha dès-lors d'attirer à lui par cette voie indirecte. Nouvelle preuve de ce qui sera dit plus bas , que la Bourgeoisie de Geneve est peu remuante & ne cherche gueres à s'intriguer des affaires d'Etat,

lieu de spécifier les droits du Conseil Souverain , il eût été plus utile de spécifier les attributions des Corps qui lui sont subordonnés ; & , sans aller plus loin , vous voyez plus évidemment encore que , par la force de certains articles pris séparément , le petit Conseil est l'arbitre suprême des Loix , & par elles du sort de tous les particuliers. Quand on considère les droits des Citoyens & Bourgeois assemblés en Conseil général , rien n'est plus brillant : mais considérez hors de-là ces mêmes Citoyens & Bourgeois comme individus , que font-ils , que deviennent-ils ? Esclaves d'un pouvoir arbitraire , ils sont livrés sans défense à la merci de vingt-cinq Despotes ; les Athéniens du moins en avoient trente. Et que dis-je , vingt-cinq ? Neuf suffisoient pour un jugement civil , treize pour un jugement criminel (o). Sept ou huit d'accord dans ce nombre vont être pour vous autant de Décemvirs : encore les Décemvirs furent-ils élus par le Peuple ; au lieu qu'aucun de ces Juges n'est de votre choix : & l'on appelle cela être libres !

( o ) Edits civils, Tit. I. Art. XXXVI.

## HUITIEME LETTRE.

J'AI tiré, Monsieur, l'examen de votre Gouvernement présent du Règlement de la Médiation par lequel ce Gouvernement est fixé ; mais loin d'imputer aux Méditateurs d'avoir voulu vous réduire en servitude , je prouverois aisément , au contraire , qu'ils ont rendu votre situation meilleure à plusieurs égards qu'elle n'étoit avant les troubles qui vous forcèrent d'accepter leurs bons offices. Ils ont trouvé une Ville en armes ; tout étoit à leur arrivée dans un état de crise & de confusion qui ne leur permettoit pas de tirer de cet état la règle de leur ouvrage. Ils sont remontés aux tems pacifiques , ils ont étudié la constitution primitive de votre Gouvernement ? dans les progrès qu'il avoit déjà fait , pour le remonter , il eût fallu le refondre ; la raison , l'équité , ne permettoient pas qu'ils vous en donnaissent un autre , & vous ne l'auriez pas accepté. N'en pouvant donc ôter les défauts , ils ont borné leurs soins à l'affermir tel que l'avoient laissé

vos peres ; ils l'ont corrigé même en divers points , & des abus que je viens de remarquer , il n'y en a pas un qui n'existât dans la République long-tems avant que les Médiateurs en eussent pris connoissance. Le seul tort qu'ils semblent vous avoir fait , a été d'ôter au Législateur tout exercice du pouvoir exécutif & l'usage de la force à l'appui de la justice : mais en vous donnant une ressource aussi sûre & plus légitime , ils ont changé ce mal apparent en un vrai bienfait ; en se rendant garans de vos droits , ils vous ont dispensés de les défendre vous-mêmes. Eh ! dans la misere des choses humaines , quel bien vaut la peine d'être acheté du sang de nos freres : la liberté même est trop chere à ce prix.

Les Médiateurs ont pu se tromper ; ils étoient hommes ; mais ils n'ont point voulu vous tromper ; ils ont voulu être justes. Cela se voit , même cela se prouve ; & tout montre , en effet , que ce qui est équivoque ou défectueux dans leur ouvrage , vient souvent de nécessité , quelquefois d'erreur , jamais de mauvaise volonté. Ils avoient à concilier des choses presque incompatibles ;

les droits du Peuple & les prétentions du Conseil, l'empire des Loix & la puissance des hommes, l'indépendance de l'État & la garantie du Règlement. Tout cela ne pouvoit se faire sans un peu de contradiction, & c'est de cette contradiction que votre Magistrat tire avantage, en tournant tout en sa faveur, & faisant servir la moitié de vos Loix à violer l'autre.

Il est clair d'abord que le Règlement lui-même n'est point une Loi que les Médiateurs aient voulu imposer à la République, mais seulement un accord qu'ils ont établi entre ses membres, & qu'ils n'ont par conséquent porté nulle atteinte à sa souveraineté. Cela est clair, dis-je, par l'article XLIV, qui laisse au Conseil général, légitimement assemblé, le droit de faire aux articles du Règlement tel changement qu'il lui plaît. Ainsi les Médiateurs ne mettent point leur volonté au-dessus de la sienne, ils n'interviennent qu'en cas de division. C'est le sens de l'article XV.

Mais de-là résulte aussi la nullité des réserves & limitations données dans l'article III, aux droits & attributions du Conseil général; car si le Conseil général décide que ces ré-



serves & limitations ne borneront plus sa puissance, elles ne la borneront plus; & quand tous les membres d'un État souverain reglent son pouvoir sur eux-mêmes, qui est-ce qui a droit de s'y opposer? Les exclusions qu'on peut inférer de l'article III, ne signifient donc autre chose, sinon que le Conseil général se renferme dans leurs limites jusqu'à ce qu'il trouve à propos de les passer.

C'est ici l'une des contradictions dont j'ai parlé, & l'on en démêle aisément la cause. Il étoit d'ailleurs bien difficile aux Plénipotentiaires, pleins des maximes de Gouvernemens tout différens, d'approfondir assez les vrais principes du vôtre. La Constitution démocratique a, jusqu'à présent, été mal examinée. Tous ceux qui en ont parlé, ou ne la connoissoient pas, ou y prenoient trop peu d'intérêt, ou avoient intérêt de la présenter sous un faux jour. Aucun d'eux n'a suffisamment distingué le Souverain du Gouvernement, la puissance législative de l'exécutive. Il n'y a point d'État où ces deux pouvoirs soient si séparés, & où l'on ait tant affecté de les confondre. Les uns s'imaginent qu'une Démocratie est un Gouvernement où

## 176 LETTRES ÉCRITES

tout le Peuple est Magistrat & Juge : d'autres ne voient la liberté que dans le droit d'élire ses Chefs, & n'étant soumis qu'à des Princes, croient que celui qui commande est toujours le Souverain. La Constitution démocratique est certainement le chef-d'œuvre de l'art politique : mais plus l'artifice en est admirable, moins ils appartiennent à tous les yeux de le pénétrer. N'est-il pas vrai, Monsieur, que la première précaution de n'admettre aucun Conseil général légitime que sous la convocation du petit Conseil, & la seconde précaution de n'y souffrir aucune proposition qu'avec l'approbation du petit Conseil, suffisoient seules pour maintenir le Conseil général dans la plus entière dépendance ? La troisième précaution d'y régler la compétence des matieres, étoit donc la chose du monde la plus superflue ; & quel eût été l'inconvénient de laisser au Conseil général la plénitude des droits suprêmes, puisqu'il n'en peut faire aucun usage qu'autant que le petit Conseil le lui permet ? En ne bornant pas les droits de la puissance souveraine, on ne la rendoit pas dans le fait moins dépendante, & l'on évitoit une contradiction : ce qui

prouve que c'est pour n'avoir pas bien connu votre Constitution , qu'on a pris des précautions vaines en elles-mêmes , & contradictoires dans leur objet.

On dira que ces limitations avoient seulement pour fin de marquer les cas où les Conseils inférieurs feroient obligés d'assembler le Conseil général. J'entends bien cela ; mais n'étoit-il pas plus naturel & plus simple de marquer les droits qui leur étoient attribués à eux-mêmes , & qu'ils pouvoient exercer sans le concours du Conseil général ? Les bornes étoient-elles moins fixées par ce qui est au-deçà que par ce qui est au-delà ; & lorsque les Conseils inférieurs vouloient passer ces bornes , n'est-il pas clair qu'ils avoient besoin d'être autorisés ? Par-là , je l'avoue , on mettoit plus en vue tant de pouvoirs réunis dans les mêmes mains , mais on présentait les objets dans leur jour véritable ; on tiroit de la nature de la chose le moyen de fixer les droits respectifs des divers Corps , & l'on fauvoit toute contradiction.

A la vérité , l'Auteur des Lettres prétend que le petit Conseil étant le Gouvernement même , doit exercer à ce titre toute l'auto-

## 178 LETTRES ÉCRITES

rité qui n'est pas attribuée aux autres Corps de l'État ; mais c'est supposer la sienne antérieure aux Édits ; c'est supposer que le petit Conseil , source primitive de la puissance , garde ainsi tous les droits qu'il n'a pas aliénés. Reconnoissez-vous, Monsieur, dans ce principe , celui de votre constitution ? Une preuve si curieuse mérite de nous arrêter un moment.

Remarquez d'abord qu'il s'agit-là (p) du pouvoir du petit Conseil , mis en opposition avec celui des Syndics , c'est-à-dire , de chacun de ces deux pouvoirs séparé de l'autre. L'Édit parle du pouvoir des Syndics sans le Conseil ; il ne parle point du pouvoir du Conseil sans les Syndics : pourquoi cela ? Parce que le Conseil sans les Syndics , est le Gouvernement. Donc le silence même des Édits sur le pouvoir du Conseil , loin de prouver la nullité de ce pouvoir , en prouve l'étendue. Voilà , sans doute , une conclusion bien neuve. Admettons-la toutefois , pourvu que l'antécédent soit prouvé.

Si c'est parce que le petit Conseil est le Gouvernement , que les Édits ne parlent

(p) Lettres écrites de la Campagne.

point de son pouvoir , ils diront , du moins , que le petit Conseil est le Gouvernement ; à moins que de preuve en preuve leur silence n'établisse toujours le contraire de ce qu'ils ont dit.

Or je demande qu'on me montre dans vos Édits où il est dit que le petit Conseil est le Gouvernement , & en attendant je vais vous montrer , moi , où il est dit tout le contraire. Dans l'Édit politique de 1568 , je trouve le préambule conçu dans ces termes : *Pour ce que le Gouvernement & Estat de cette Ville consiste par quatre Syndicques , le Conseil des vingt-cinq , le Conseil des soixante , des Deux-Cents , du Général , & un Lieutenant en la justice ordinaire , avec autres offices , selon que bonne police le requiert , tant pour l'administration du bien public que de la justice , nous avons recueilli l'ordre qui jusqu'ici a été observé... afin qu'il soit gardé à l'avenir... comme s'ensuit.*

Dès l'article premier de l'Édit de 1738 , je vois encore que *cinq Ordres composent le Gouvernement de Geneve*. Or , de ces cinq Ordres , les quatre Syndics tous seuls en font un ; le Conseil des Vingt-cinq , où sont

certainement compris les quatre Syndics, en fait un autre; & les Syndics entrent encore dans les trois suivans. Le petit Conseil, sans les Syndics, n'est donc pas le Gouvernement.

J'ouvre l'Édit de 1707, & j'y vois à l'article V, en propres termes, que *Messieurs les Syndics ont la direction & le Gouvernement de l'Etat*. A l'instant je ferme le Livre, & je dis : Certainement selon les Édits, le petit Conseil, sans les Syndics, n'est pas le Gouvernement, quoique l'Auteur des Lettres affirme qu'il l'est.

On dira que moi-même j'attribue souvent dans ces Lettres le Gouvernement au petit Conseil. J'en conviens; mais c'est au petit Conseil présidé par les Syndics; & alors il est certain que le Gouvernement provisionnel y réside dans le sens que je donne à ce mot : mais ce sens n'est pas celui de l'Auteur des Lettres, puisque dans le mien le Gouvernement n'a que les pouvoirs qui lui sont donnés par la Loi, & que dans le sien, au contraire, le Gouvernement a tous les pouvoirs que la Loi ne lui ôte pas.

Reste donc dans toute sa force l'objection  
des

## DE LA MONTAGNE. 181

des Représentans , que , quand l'Édit parle des Syndics , il parle de leur puissance ; & que , quand il parle du Conseil , il ne parle que de son devoir. Je dis que cette objection reste dans toute sa force ; car l'Auteur des Lettres n'y répond que par une assertion démentie par tous les Édits. Vous me ferez plaisir , Monsieur , si je me trompe , de m'apprendre en quoi pêche mon raisonnement.

Cependant cet Auteur , très-content de sien , demande comment , *si le Législateur n'avoit pas considéré de cet œil le petit Conseil , on pourroit concevoir que dans aucun endroit de l'Édit il n'en réglât l'autorité ; qu'il la supposât par-tout , & qu'il ne la déterminât nulle part* (1) ?

J'oserais tenter d'éclaircir ce profond mystère. Le Législateur ne règle point la puissance du Conseil , parce qu'il ne lui en donne aucune indépendamment des Syndics ; & lorsqu'il la suppose , c'est en le supposant aussi présidé par eux. Il a déterminé la leur , par conséquent il est superflu de déterminer la sienne. Les Syndics ne peuvent pas tout

(1) Ibid. page 67.

sans le Conseil, mais le Conseil ne peut rien sans les Syndics ; il n'est rien sans eux, il est moins que n'étoit le Deux-Cent, même lorsqu'il fut présidé par l'Auditeur Sarrazin.

Voilà, je crois, la seule maniere raisonnable d'expliquer le silence des Édits sur le pouvoir du Conseil ; mais ce n'est pas celle qu'il convient aux Magistrats d'adopter. On eût prévenu dans le Reglement leurs singulieres interprétations, si l'on eût pris une méthode contraire, & qu'au lieu de marquer les droits du Conseil général, on eût déterminé les leurs. Mais pour n'avoir pas voulu dire ce que n'ont pas dit les Édits, on a fait entendre ce qu'ils n'ont jamais supposé.

Que de choses contraires à la liberté publique & aux droits des Citoyens & Bourgeois, & combien n'en pourrois-je pas ajouter encore ? Cependant tous ces défavantages qui naissoient ou sembloient naître de votre Constitution, & qu'on n'auroit pu détruire sans l'ébranler, ont été balancés & réparés avec la plus grande sagesse par des compensations qui en naissoient aussi ; & telle étoit précisément l'intention des Média-



teurs , qui , selon leur propre déclaration , fut de *conserver à chacun ses droits, ses attributions particulieres , provenant de la Loi fondamentale de l'Etat*. M. Micheli Du Cret, aigri par ses malheurs contre cet ouvrage dans lequel il fut oublié, l'accuse de renverser l'institution fondamentale du Gouvernement , & de dépouiller les Citoyens & Bourgeois de leurs droits ; sans vouloir voir combien de ces droits , tant publics que particuliers , ont été conservés ou rétablis par cet Edit , dans les articles III , IV , X , XI , XII , XXII , XXX , XXXI , XXXII , XXXIV , XLII , & XLIV ; sans songer sur-tout que la force de tous ces articles dépend d'un seul qui vous a aussi été conservé. Article essentiel , article équipondérant à tous ceux qui vous sont contraires , & si nécessaire à l'effet de ceux qui vous sont favorables , qu'ils seroient tous inutiles si l'on venoit à bout d'éluder celui-là , ainsi qu'on l'a entrepris. Nous voici parvenus au point important ; mais pour en bien sentir l'importance , il falloit peser tout ce que je viens d'exposer.

On a beau vouloir confondre l'indépendance & la liberté. Ces deux choses sont si

différentes , que même elles s'excluent mutuellement. Quand chacun fait ce qui lui plaît , on fait souvent ce qui déplaît à d'autres , & cela ne s'appelle pas un état libre. La liberté consiste moins à faire sa volonté qu'à n'être pas soumis à celle d'autrui ; elle consiste encore à ne pas soumettre la volonté d'autrui à la nôtre. Quiconque est maître , ne peut être libre ; & régner , c'est obéir. Vos Magistrats savent cela mieux que personne , eux qui comme Othon n'omettent rien de servile pour commander (r). Je ne connois de volonté vraiment libre que celle à laquelle nul n'a droit d'opposer de la résistance ; dans la liberté commune , nul n'a droit de faire ce que la liberté d'un autre lui interdit , & la

(r) *En général*, dit l'Auteur des Lettres, *les hommes craignent encore plus d'obéir qu'ils n'aiment à commander*. Tacite en jugeoit autrement , & connoissoit le cœur humain. Si la maxime étoit vraie , les Valets des Grands seroient moins insolens avec les Bourgeois ; & l'on verroit moins de fainéans ramper dans les Cours des Princes. Il y a peu d'hommes d'un cœur assez sain pour savoir aimer la liberté. Tous veulent commander ; à ce prix , nul ne craint d'obéir. Un petit parvenu se donne cent maîtres pour acquiescer dix

vraie liberté n'est jamais destructive d'elle-même. Ainsi la liberté sans la justice est une véritable contradiction ; car , comme qu'on s'y prenne , tout gêne dans l'exécution d'une volonté défordonnée.

Il n'y a donc point de liberté sans Loix , ni où quelqu'un est au-dessus des Loix : dans l'état même de nature , l'homme n'est libre qu'à la faveur de la Loi naturelle qui commande à tous. Un peuple libre obéir , mais il ne sert pas ; il a des chefs , & non pas des maîtres ; il obéit aux Loix , mais il n'obéit qu'aux Loix , & c'est par la force des Loix qu'il n'obéit pas aux hommes. Toutes les barrières qu'on donne dans les Républiques au pouvoir des Magistrats , ne sont établies que pour garantir de leurs atteintes l'enceinte sacrée des Loix : ils en sont les Ministres , non les arbitres ; ils doivent les garder , non

valets. Il n'y a qu'à voir la fierté des nobles dans les Monarchies : avec quelle emphase ils prononcent ces mots de *service* & de *servir* ; combien ils s'estiment grands & respectables quand ils peuvent avoir l'honneur de dire , *le Roi mon maître* ; combien ils méprisent des Républicains qui ne sont que libres , & qui certainement sont plus nobles qu'eux.

les enfreindre. Un Peuple est libre , quelque forme qu'ait son Gouvernement , quand , dans celui qui le gouverne , il ne voit point l'homme , mais l'organe de la Loi. En un mot , la liberté suit toujours le sort des Loix , elle regne ou périt avec elles ; je ne sache rien de plus certain.

Vous avez des Loix bonnes & sages , soit en elles-mêmes , soit par cela seul que ce sont des Loix. Toute condition imposée à chacun par tous ne peut être onéreuse à personne , & la pire des Loix vaut encore mieux que le meilleur maître ; car tout maître a des préférences , & la Loi n'en a jamais.

Depuis que la Constitution de votre Etat a pris une forme fixe & stable , vos fonctions de Législateur sont finies. La sûreté de l'édifice veut qu'on trouve à présent autant d'obstacles pour y toucher , qu'il falloit d'abord de facilités pour le construire. Le droit négatif des Conseils pris en ce sens est l'appui de la République : l'article VI du Règlement est clair & précis ; je me rends sur ce point aux raisonnemens de l'Auteur des Lettres , je les trouve sans réplique ; & quand ce droit si justement réclamé par vos Magistrats seroit

contraire à vos intérêts , il faudroit souffrir & vous taire. Des hommes droits ne doivent jamais fermer les yeux à l'évidence , ni disputer contre la vérité.

L'ouvrage est consommé , il ne s'agit plus que de le rendre inaltérable. Or l'ouvrage du Législateur ne s'altère & ne se détruit jamais que d'une manière ; c'est quand les dépositaires de cet ouvrage abusent de leur dépôt , & se font obéir au nom des Loix en leur désobéissant eux-mêmes ( s ). Alors la pire chose naît de la meilleure , & la Loi qui sert de

( s ) Jamais le Peuple ne s'est rebellé contre les Loix , que les Chefs n'aient commencé par les enfreindre en quelque chose. C'est sur ce principe certain qu'à la Chine, quand il y a quelque révolte dans une Province , on commence toujours par punir le Gouverneur. En Europe les Rois suivent constamment la maxime contraire ; aussi voyez comment prospèrent leurs Etats ! La population diminue par-tout d'un dixième tous les trente ans ; elle ne diminue point à la Chine. Le Despotisme oriental se soutient , parce qu'il est plus sévère sur les Grands que sur le Peuple ; il tire ainsi de lui-même son propre remède. J'entends dire qu'on commence à prendre à la Porte la maxime Chrétienne. Si cela est , on verra dans peu ce qu'il en résultera.

saue-garde à la Tyrannie est plus funeste que la Tyrannie elle-même. Voilà précisément ce que prévient le droit de Représentation stipulé dans vos Edits , & restreint , mais confirmé par la Médiation. Ce droit vous donne inspection, non plus sur la Législation comme auparavant, mais sur l'administration ; & vos Magistrats , tout-puissans au nom des Loix , seuls maîtres d'en proposer au Législateur de nouvelles , sont soumis à ses jugemens s'ils s'écartent de celles qui sont établies. Par cet article seul votre Gouvernement , sujet d'ailleurs à plusieurs défauts considérables, devient le meilleur qui jamais ait existé : car quel meilleur Gouvernement que celui dont toutes les parties se balancent dans un parfait équilibre , où les particuliers ne peuvent transgresser les Loix , parce qu'ils sont soumis à des Juges , & où ces Juges ne peuvent pas non plus les transgresser , parce qu'ils sont surveillés par le Peuple ?

Il est vrai que pour trouver quelque réalité dans cet avantage , il ne faut pas le fonder sur un vain droit : mais qui dit un droit , ne dit pas une chose vaine. Dire à celui qui a transgressé la Loi , qu'il a transgressé la Loi ,

c'est prendre une peine bien ridicule : c'est lui apprendre une chose qu'il fait aussi - bien que vous.

Le droit est , selon Puffendorf , une qualité morale par laquelle il nous est dû quelque chose. La simple liberté de se plaindre n'est donc pas un droit , ou du moins c'est un droit que la nature accorde à tous , & que la Loi d'aucun pays n'ôte à personne. S'avisa-t-on jamais de stipuler dans des Loix que celui qui perdrait un procès auroit la liberté de se plaindre ? S'avisa-t-on jamais de punir quelqu'un pour l'avoir fait ? Où est le Gouvernement , quelque absolu qu'il puisse être , où tout Citoyen n'ait pas le droit de donner des mémoires au Prince ou à son Ministre sur ce qu'il croit utile à l'Etat , & quelle risée n'exciteroit pas un Edit public par lequel on accorderoit formellement aux sujets le droit de donner de pareils mémoires ? Ce n'est pourtant pas dans un Etat despotique , c'est dans une République , c'est dans une Démocratie , qu'on donne authentiquement aux Citoyens , aux Membres du Souverain , la permission d'user auprès de leur Magistrat de

ce même droit que nul Despote n'ôta jamais au dernier de ses esclaves.

Quoi ! ce droit de Représentation consisteroit uniquement à remettre un papier qu'on est même dispensé de lire , au moyen d'une réponse séchement négative ( 1 ) ? Ce droit si solennellement stipulé en compensation de tant de sacrifices , se borneroit à la rare prérogative de demander & ne rien obtenir ? Oser avancer une telle proposition , c'est accuser les Médiateurs d'avoir usé avec la Bourgeoisie de Geneve de la plus indigne supercherie ; c'est offenser la probité des Plénipotentiaires, l'équité des Puissances médiatrices ; c'est blesser toute bienséance, c'est outrager même le bon sens.

Mais enfin quel est ce droit ? jusqu'où s'étend - il ? comment peut - il être exercé ? Pourquoi rien de tout cela n'est - il spécifié dans l'article VII ? Voilà des questions raisonnables ; elles offrent des difficultés qui méritent examen.

( 1 ) Telle , par exemple , que celle que fit le Conseil le 10 Août 1763 , aux Représentations remises le 8 à M. le premier Syndic par un grand nombre de Citoyens & Bourgeois.



La solution d'une seule nous donnera celle de toutes les autres , & nous dévoilera le véritable esprit de cette institution.

Dans un Etat tel que le vôtre , où la souveraineté est entre les mains du Peuple , le Législateur existe toujours , quoiqu'il ne se montre pas toujours. Il n'est rassemblé & ne parle authentiquement que dans le Conseil général ; mais hors du Conseil général , il n'est pas anéanti ; ses Membres sont épars , mais ils ne sont pas morts ; ils ne peuvent parler par des Loix , mais ils peuvent toujours veiller sur l'administration des Loix ; c'est un droit , c'est même un devoir attaché à leurs personnes , & qui ne peut leur être ôté dans aucun tems. De - là le droit de Représentation. Ainsi la Représentation d'un Citoyen , d'un Bourgeois ou de plusieurs , n'est que la déclaration de leur avis sur une matière de leur compétence. Ceci est le sens clair & nécessaire de l'Edit de 1707 , dans l'article V qui concerne les Représentations.

Dans cet article on proscriit avec raison la voie des signatures , parce que cette voie est une manière de donner son suffrage , de voter par tête comme si déjà l'on étoit en Conseil

général , & que la forme du Conseil général ne doit être suivie que lorsqu'il est légitimement assemblé. La voie des Représentations a le même avantage, sans avoir le même inconvénient. Ce n'est pas voter en Conseil général , c'est opiner sur les matieres qui doivent y être portées ; puisqu'on ne compte pas les voix, ce n'est pas donner son suffrage, c'est seulement dire son avis. Cet avis n'est , à la vérité , que celui d'un particulier ou de plusieurs ; mais ces particuliers étant Membres du Souverain, & pouvant le représenter quelquefois par leur multitude , la raison veut qu'alors on ait égard à leur avis, non comme à une décision , mais comme à une proposition qui la demande , & qui la rend quelquefois nécessaire.

Ces Représentations peuvent rouler sur deux objets principaux , & la différence de ces objets décide de la diverse maniere dont le Conseil doit faire droit sur ces mêmes Représentations. De ces deux objets , l'un de faire quelque changement à la Loi , l'autre de réparer quelque transgression de la Loi. Cette division est complète & comprend toute la matiere sur laquelle peuvent rouler les Représentations.

sentations. Elle est fondée sur l'Edit même qui, distinguant les termes selon ces objets, impose au Procureur général de faire des *instances* ou des *remontrances*, selon que les Citoyens lui ont fait des *plaintes* ou des *requisitions* (u).

Cette distinction une fois établie, le Conseil auquel ces Représentations sont adressées, doit les envisager bien différemment selon celui de ces deux objets auquel elles se rapportent. Dans les Etats où le Gouvernement & les Loix ont déjà leur assiette, on doit, autant qu'il se peut, éviter d'y toucher, & sur-tout dans les petites Républiques, où le moindre ébranlement désunit tout. L'averfion

(u) *Requérir* n'est pas seulement demander, mais demander en vertu d'un droit qu'on a d'obtenir. Cette acception est établie par toutes les formules judiciaires dans lesquelles ce terme de Palais est employé. On dit, *requérir justice*, on n'a jamais dit *requérir grace*. Ainsi, dans les deux cas, les Citoyens avoient également droit d'exiger que leurs *requisitions* ou leurs *plaintes*, rejetées par les Conseils inférieurs, fussent portées en Conseil général. Mais, par le mot ajouté dans l'article VI de l'Edit de 1738, ce droit est restreint seulement au cas de la plainte, comme il sera dit dans le texte.

des nouveautés est donc généralement bien fondée ; elle l'est sur - tout pour vous qui ne pouvez qu'y perdre , & le Gouvernement ne peut apporter un trop grand obstacle à leur établissement : car quelque utiles que fussent des Loix nouvelles , les avantages en sont presque toujours moins sûrs que les dangers n'en sont grands. A cet égard quand le Citoyen , quand le Bourgeois a proposé son avis , il a fait son devoir , il doit au surplus avoir assez de confiance en son Magistrat pour le juger capable de peser l'avantage de ce qu'il lui propose & porté à l'approuver s'il le croit utile au bien public. La Loi a donc très - sagement pourvu à ce que l'établissement & même la proposition de pareilles nouveautés ne passât pas sans l'aveu des Conseils ; & voilà en quoi doit consister le droit négatif qu'ils réclament , & qui , selon moi , leur appartient incontestablement.

Mais le second objet ayant un principe tout opposé , doit être envisagé bien différemment. Il ne s'agit pas ici d'innover ; il s'agit , au contraire , d'empêcher qu'on innove ; il s'agit non d'établir de nouvelles Loix , mais de maintenir les anciennes. Quand les choses

tendent au changement par leur pente, il faut sans cesse de nouveaux soins pour les arrêter. Voilà ce que les Citoyens & Bourgeois, qui ont un si grand intérêt à prévenir tout changement, se proposent dans les plaintes dont parle l'Edit. Le Législateur existant toujours voit l'effet ou l'abus de ses Loix : il voit si elles sont suivies ou transgressées, interprétées de bonne ou de mauvaise foi ; il y veille, il y doit veiller ; cela est de son droit, de son devoir, même de son serment. C'est ce devoir qu'il remplit dans les Représentations ; c'est ce droit, alors, qu'il exerce ; & il seroit contre toute raison, il seroit même indécent, de vouloir étendre le droit négatif du Conseil à cet objet-là.

Cela seroit contre toute raison quant au Législateur ; parce qu'alors toute la solennité des Loix seroit vaine & ridicule, & que réellement l'Etat n'auroit point d'autre Loi que la volonté du petit Conseil, maître absolu de négliger, mépriser, violer, tourner à sa mode les regles qui lui seroient prescrites, & de prononcer *noir* où la Loi disoit *blanc*, sans en répondre à personne. A quoi bon s'assembler solennellement dans le Temple de

Saint Pierre , pour donner aux Edits une sanction sans effet ; pour dire au petit Conseil : *Messieurs , voilà le Corps des Loix que nous établissons dans l'Etat , & dont nous vous rendons les dépositaires , pour vous y conformer quand vous le jugerez à propos , & pour le transgresser quand il vous plaira ?*

Cela seroit contre la raison quant aux Représentations ; parce qu'alors le droit stipulé par un article exprès de l'Edit de 1707 , & confirmé par un article exprès de l'Edit de 1738 , seroit un droit illusoire & fallacieux , qui ne signifieroit que la liberté de se plaindre inutilement quand on est vexé ; liberté qui , n'ayant jamais été disputée à personne , est ridicule à établir par la Loi.

Enfin cela seroit indécent en ce que par une telle supposition la probité des Médiateurs seroit outragée , que ce seroit prendre vos Magistrats pour des fourbes & vos Bourgeois pour des dupes d'avoir négocié , traité , transigé avec tant d'appareil pour mettre une des Parties à l'entière discrétion de l'autre , & d'avoir compensé les concessions les plus fortes par des sûretés qui ne signifieroient rien.

Mais , disent ces Messieurs , les termes de

*L'Edit font formels : Il ne sera rien porté au Conseil général qu'il n'ait été traité & approuvé , d'abord dans le Conseil des Vingt-cinq , puis dans celui des Deux - Cents.*

Premièrement , qu'est - ce que cela prouve autre chose dans la question présente , si ce n'est une marche réglée & conforme à l'Ordre , & l'obligation dans les Conseils inférieurs de traiter & approuver préalablement ce qui doit être porté au Conseil général ? Les Conseils ne sont - ils pas tenus d'approuver ce qui est prescrit par la Loi ? Quoi ! si les Conseils n'approuvoient pas qu'on procédât à l'élection des Syndics , n'y devroit - on plus procéder ; & si les sujets qu'ils proposent sont rejetés , ne sont-ils pas contraints d'approuver qu'il en soit proposé d'autres ?

D'ailleurs , qui ne voit que ce droit d'approuver & de rejeter , pris dans son sens absolu , s'applique seulement aux propositions qui renferment des nouveautés , & non à celles qui n'ont pour objet que le maintien de ce qui est établi ? Trouvez - vous du bon sens à supposer qu'il faille une approbation nouvelle pour réparer les transgressions d'une ancienne Loi ? Dans l'approbation donnée à

cette Loi lorsqu'elle fut promulguée, sont contenues toutes celles qui se rapportent à son exécution. Quand les Conseils approuverent que cette Loi seroit établie, ils approuverent qu'elle seroit observée, par conséquent qu'on en puniroit les transgresseurs; & quand les Bourgeois dans leurs plaintes se bornent à demander réparation sans punition, l'on veut qu'une telle proposition ait de nouveau besoin d'être approuvée? Monsieur, si ce n'est pas - là se moquer des gens, dites-moi comment on peut s'en moquer?

Toute la difficulté consiste donc ici dans la seule question de fait. La Loi a - t - elle été transgressée, ou ne l'a - t - elle pas été? Les Citoyens & Bourgeois disent qu'elle l'a été; les Magistrats le nient. Or voyez, je vous prie, si l'on peut rien concevoir de moins raisonnable en pareil cas que ce droit négatif qu'ils s'attribuent? On leur dit, vous avez transgressé la Loi: ils répondent, nous ne l'avons pas transgressée; &, devenus ainsi Juges suprêmes dans leur propre cause, les voilà justifiés contre l'évidence par leur seule affirmation.

Vous me demanderez si je prétends que



l'affirmation contraire soit toujours l'évidence ? Je ne dis pas cela ; je dis que quand elle le feroit , vos Magistrats ne s'en tiendroient pas moins contre l'évidence à leur prétendu droit négatif. Le cas est actuellement sous vos yeux ; & pour qui doit être ici le préjugé le plus légitime ? Est - il croyable , est - il naturel que des particuliers sans pouvoir , sans autorité , viennent dire à leurs Magistrats qui peuvent être demain leurs Juges ; *vous avez fait une injustice* , lorsque cela n'est pas vrai ? Que peuvent espérer ces particuliers d'une démarche aussi folle , quand même ils seroient sûrs de l'impunité ? Peuvent-ils penser que des Magistrats si hautains jusques dans leurs torts , iront convenir fortement des torts mêmes qu'ils n'auroient pas ? Au contraire , y a - t - il rien de plus naturel que de nier les fautes qu'on a faites ? N'a-t-on pas intérêt de les soutenir , & n'est - on pas toujours tenté de le faire lorsqu'on le peut impunément & qu'on a la force en main ? Quand le foible & le fort ont ensemble quelque dispute , ce qui n'arrive gueres qu'au détriment du premier , le sentiment par cela

seul le plus probable est toujours que c'est le plus fort qui a tort.

Les probabilités, je le fais, ne sont pas des preuves; mais dans des faits notoires comparés aux Loix, lorsque nombre de Citoyens affirment qu'il y a injustice, & que le Magistrat accusé de cette injustice affirme qu'il n'y en a pas, qui peut être Juge, si ce n'est le Public instruit; & où trouver ce Public instruit à Geneve, si ce n'est dans le Conseil général composé des deux partis?

Il n'y a point d'Etat au monde où le sujet lésé par un Magistrat injuste ne puisse, par quelque voie, porter sa plainte au Souverain, & la crainte que cette ressource inspire est un frein qui contient beaucoup d'iniquités. En France même, où l'attachement des Parlemens aux Loix est extrême, la voie judiciaire est ouverte contre eux en plusieurs cas par des requêtes en cassation d'Arrêt. Les Genevois sont privés d'un pareil avantage; la Partie condamnée par les Conseils ne peut plus, en quelque cas que ce puisse être, avoir aucun recours au Souverain: mais ce qu'un particulier ne peut faire pour son intérêt privé,

tous peuvent le faire pour l'intérêt commun : car toute transgression des Loix étant une atteinte portée à la liberté , devient une affaire publique ; & quand la voix publique s'élève , la plainte doit être portée au Souverain. Il n'y auroit sans cela ni Parlement , ni Sénat , ni Tribunal sur la terre qui fût armé du funeste pouvoir qu'ose usurper votre Magistrat , il n'y auroit point dans aucun état de sort aussi dur que le vôtre. Vous m'avouerez que ce seroit-là une étrange liberté !

Le droit de Représentation est intimement lié à votre constitution : il est le seul moyen possible d'unir la liberté à la subordination , & de maintenir le Magistrat dans la dépendance des Loix sans altérer son autorité sur le Peuple. Si les plaintes sont clairement fondées , si les raisons sont palpables , on doit présumer le Conseil assez équitable pour y déférer. S'il ne l'étoit pas , ou que les griefs n'eussent pas ce degré d'évidence qui les met au-dessus du doute , le cas changeroit , & ce seroit alors à la volonté générale de décider ; car dans votre Etat cette volonté est le Juge suprême & l'unique Souverain. Or comme , dès le commencement de la République ,

cette volonté avoit toujours des moyens de se faire entendre , & que ces moyens tenoient à votre Constitution , il s'ensuit que l'Edit de 1707 , fondé d'ailleurs sur un droit immémorial & sur l'usage constant de ce droit , n'avoit pas besoin de plus grande explication.

Les Médiateurs ayant eu pour maxime fondamentale de s'écarter des anciens Edits le moins qu'il étoit possible , ont laissé cet article tel qu'il étoit auparavant , & même y ont renvoyé. Ainsi , par le Règlement de la Médiation , votre droit sur ce point est demeuré parfaitement le même , puisque l'article qui le pose est rappelé tout entier.

Mais les Médiateurs n'ont pas vu que les changemens qu'ils étoient forcés de faire à d'autres articles les obligeoient , pour être conséquens , d'éclaircir celui-ci , & d'y ajouter de nouvelles explications que leur travail rendoit nécessaires. L'effet des Représentations des particuliers négligées est de devenir enfin la voix du Public , & d'obvier ainsi au déni de justice. Cette transformation étoit alors légitime & conforme à la Loi fonda-

mentale , qui , par tout pays , arme en dernier ressort le Souverain de la force publique pour l'exécution de ses volontés.

Les Médiateurs n'ont pas supposé ce déni de justice. L'événement prouve qu'ils l'ont dû supposer. Pour assurer la tranquillité publique , ils ont jugé à propos de séparer du droit la puissance , & de supprimer même les assemblées & députations pacifiques de la Bourgeoisie ; mais puisqu'ils lui ont d'ailleurs confirmé son droit , ils devoient lui fournir dans la forme de l'institution d'autres moyens de le faire valoir , à la place de ceux qu'ils lui ôtoient : ils ne l'ont pas fait. Leur ouvrage , à cet égard , est donc resté défectueux ; car le droit étant demeuré le même , doit toujours avoir les mêmes effets.

Aussi voyez avec quel art vos Magistrats se prévalent de l'oubli des Médiateurs ! En quel que nombre que vous puissiez être , ils ne voient plus en vous que des particuliers ; & depuis qu'il vous a été interdit de vous montrer en corps , ils regardent ce corps comme anéanti : il ne l'est pas toutefois , puisqu'il conserve tous ses droits , tous ses privilèges , qu'il fait toujours la principale partie de l'Etat

& du Législateur. Ils partent de cette supposition fautive , pour vous faire mille difficultés chimériques sur l'autorité qui peut les obliger d'assembler le Conseil général. Il n'y a point d'autorité qui le puisse hors celle des Loix , quand ils les observent : mais l'autorité de la Loi qu'ils transgressent retourne au Législateur ; & n'osant nier tout-à-fait qu'en pareil cas cette autorité ne soit dans le plus grand nombre , ils rassemblent leurs objections sur les moyens de le constater. Ces moyens seront toujours faciles , sitôt qu'ils seront permis , & ils seront sans inconvénient , puisqu'il est aisé d'en prévenir les abus.

Il ne s'agissoit-là ni de tumultes ni de violence : il ne s'agissoit point de ces ressources quelquefois nécessaires , mais toujours terribles , qu'on vous a très-sagement interdites ; non que vous en ayez jamais abusé , puisqu'au contraire vous n'en usâtes jamais qu'à la dernière extrémité , seulement pour votre défense , & toujours avec une modération qui peut-être eût dû vous conserver le droit des armes , si quelque Peuple eût pu l'avoir sans danger. Toutefois je bénirai le Ciel , quoi qu'il arrive , de ce qu'on n'en verra plus  
l'affreux

l'affreux appareil au milieu de vous. *Tout est permis dans les maux extrêmes*, dit plusieurs fois l'Auteur des Lettres. Cela fût-il vrai, tout ne feroit pas expédient. Quand l'excès de la Tyrannie met celui qui la souffre au-dessus des Loix, encore faut-il que ce qu'il tente pour la détruire lui laisse quelque espoir d'y réussir. Voudroit-on vous réduire à cette extrémité ? je ne puis le croire ; & quand vous y seriez, je pense encore moins qu'aucune voie de fait pût jamais vous en tirer. Dans votre position toute fausse démarche est fatale, tout ce qui vous induit à la faire est un piège ; & fussiez-vous un instant les maîtres, en moins de quinze jours vous seriez écrasés pour jamais. Quoi que fassent vos Magistrats, quoi que dise l'Auteur des Lettres, les moyens violens ne conviennent point à la cause juste : sans croire qu'on veuille vous forcer à les prendre, je crois qu'on vous les verroit prendre avec plaisir ; & je crois qu'on ne doit pas vous faire envisager comme une ressource ce qui ne peut que vous ôter toutes les autres. La justice & les Loix sont pour vous : ces appuis, je le fais, sont bien foibles contre le crédit & l'intrigue ;

## 206 LETTRES ÉCRITES

mais ils sont les seuls qui vous restent : tenez-vous-y jusqu'à la fin.

Eh ! comment approuverois-je qu'on voulût troubler la paix civile pour quelque intérêt que ce fût , moi qui lui sacrifiai le plus cher de tous les miens ? Vous le savez , Monsieur , j'étois désiré , sollicité ; je n'avois qu'à paroître ; mes droits étoient soutenus , peut-être mes affronts réparés. Ma présence eût du moins intrigué mes persécuteurs , & j'étois dans une de ces positions enviées , dont quiconque aime à faire un rôle se prévaut toujours avidement. J'ai préféré l'exil perpétuel de ma Patrie ; j'ai renoncé à tout , même à l'espérance , plutôt que d'exposer la tranquillité publique : j'ai mérité d'être cru sincère , lorsque je parle en sa faveur.

Mais pourquoi supprimer des assemblées paisibles & purement civiles , qui ne pouvoient avoir qu'un objet légitime , puisqu'elles restoient toujours dans la subordination due au Magistrat ? Pourquoi , laissant à la Bourgeoisie le droit de faire des Représentations , ne les lui pas laisser faire avec l'ordre & l'authenticité convenables ? Pourquoi lui ôter les moyens d'en délibérer entr'elle , & ,



pour éviter des assemblées trop nombreuses, au moins par ses Députés ? Peut-on rien imaginer de mieux réglé, de plus décent, de plus convenable que les assemblées par compagnies, & la forme de traiter qu'a suivi la Bourgeoisie pendant qu'elle a été la maîtresse de l'Etat ? n'est-il pas d'une police mieux entendue de voir monter à l'Hôtel-de-Ville une trentaine de Députés au nom de tous leurs Concitoyens, que de voir toute une Bourgeoisie y monter en foule, chacun ayant sa déclaration à faire, & nul ne pouvant parler que pour soi ? Vous avez vu, Monsieur, les Représentans en grand nombre, forcés de se diviser par pelotons pour ne pas faire tumulte & cohue, venir séparément par bandes de trente ou quarante, & mettre dans leur démarche encore plus de bienséance & de modestie qu'il ne leur en étoit prescrit par la Loi. Mais tel est l'esprit de la Bourgeoisie de Genève ; toujours plutôt en-deçà qu'en - delà de ses droits, elle est ferme quelquefois, elle n'est jamais séditieuse. Toujours la Loi dans le cœur, toujours le respect du Magistrat sous les yeux, dans le tems même où la plus vive indignation devoit animer sa co-

lere, & où rien ne l'empêchoit de la conter, elle ne s'y livra jamais. Elle fut juste étant la plus forte ; même elle fut pardonner. En eût-on pu dire autant de ses oppresseurs ? On fait le sort qu'ils lui firent éprouver autrefois ; on fait celui qu'ils lui préparoient encore.

Tels sont les hommes vraiment dignes de la liberté, parce qu'ils n'en abusent jamais, qu'on charge pourtant de liens & d'entraves comme la plus vile populace. Tels sont les Citoyens, les membres du Souverain qu'on traite en sujets, & plus mal que des sujets même ; puisque, dans les Gouvernemens les plus absolus, on permet des assemblées de Communautés qui ne sont présidées d'aucun Magistrat.

Jamais, comme qu'on s'y prenne, des réglemens contradictoires ne pourront être observés à la fois. On permet, on autorise le droit de Représentation ; & l'on reproche aux représentans de manquer de consistance, en les empêchant d'en avoir ! Cela n'est pas juste, & quand on vous met hors d'état de faire en corps vos démarches, il ne faut pas vous objecter que vous n'êtes que des parti-

culiers. Comment ne voit-on point que si le poids des Représentations dépend du nombre des Représentans , quand elles sont générales , il est impossible de les faire un à un ; & quel ne seroit pas l'embarras du Magistrat , s'il avoit à lire successivement les Mémoires ou à écouter les discours d'un millier d'hommes , comme il y est obligé par la Loi ?

Voici donc la facile solution de cette grande difficulté que l'Auteur des lettres fait valoir comme insoluble (x). Que lorsque le Magistrat n'aura eu nul égard aux plaintes des particuliers portées en Représentations , il permette l'assemblée des Compagnies bourgeoises ; qu'il la permette séparément en des lieux , en des tems différens ; que celles de ces Compagnies qui voudront à la pluralité des suffrages appuyer les Représentations , le fassent par leurs Députés. Qu'alors le nombre des Députés représentans se compte ; leur nombre total est fixe ; on verra bientôt si leurs vœux sont ou ne sont pas ceux de l'Etat.

Ceci ne signifie pas , prenez-y bien garde , que ces assemblées partielles puissent avoir

(x) Page 88

aucune autorité , si ce n'est de faire entendre leur sentiment sur la matière des Représentations. Elles n'auront , comme assemblées autorisées pour ce seul cas , nul autre droit que celui des particuliers : leur objet n'est pas de changer la Loi , mais de juger si elle est suivie ; ni de redresser des griefs , mais de montrer le besoin d'y pourvoir : leur avis , fût-il unanime , ne sera jamais qu'une Représentation. On saura seulement par-là si cette Représentation mérite qu'on y défère , soit pour assembler le Conseil général , si les Magistrats l'approuvent , soit pour s'en dispenser , s'ils l'aiment mieux , en faisant droit par eux-mêmes sur les justes plaintes des Citoyens & Bourgeois.

Cette voie est simple , naturelle , sûre , elle est sans inconvénient. Ce n'est pas même une Loi nouvelle à faire , c'est seulement un article à révoquer pour ce seul cas. Cependant si elle effraie encore trop vos Magistrats , il en reste une autre non moins facile , & qui n'est pas plus nouvelle : c'est de rétablir les Conseils généraux périodiques , & d'en borner l'objet aux plaintes mises en Représentations durant l'intervalle écoulé de l'un à l'autre.

tre , sans qu'il soit permis d'y porter aucune autre question. Ces assemblées , qui , par une distinction très-importante ( y ) , n'auroient pas l'autorité du Souverain , mais du Magistrat suprême , loin de pouvoir rien innover , ne pourroient qu'empêcher toute innovation de la part des Conseils , & remettre toutes choses dans l'ordre de la Législation , dont le Corps dépositaire de la force publique peut maintenant s'écarter sans gêne , autant qu'il lui plaît. En sorte que , pour faire tomber ces assemblées d'elles - mêmes , les Magistrats n'auroient qu'à suivre exactement les Loix : car la convocation d'un Conseil général seroit inutile , & ridicule lorsqu'on n'auroit rien à y porter ; & il y a grande apparence que c'est ainsi que se perdit l'usage des Conseils généraux périodiques au seizième siècle , comme il a été dit ci-devant.

Ce fut dans la vue que je viens d'exposer , qu'on les rétablit en 1707 , & cette vieille question renouvelée aujourd'hui fut décidée alors par le fait même de trois Conseils généraux consécutifs , au dernier desquels passa

( y ) Voyez le Contrat Social. L. III. Chap. 17.

l'article concernant le droit de Représentation. Ce droit n'étoit pas contesté , mais éludé : les Magistrats n'osoient disconvenir que lorsqu'ils refusoient de satisfaire aux plaintes de la Bourgeoisie, la question ne dût être portée en Conseil général ; mais comme il appartient à eux seuls de le convoquer , ils prétendoient sous ce prétexte , pouvoir en différer la tenue à leur volonté , & comptoient laisser , à force de délais , la constance de la Bourgeoisie. Toutefois son droit fut enfin si bien reconnu , qu'on fit , dès le 9 Avril , convoquer l'assemblée générale pour le 5 Mai, *afin* , dit le Placard , *de lever , par ce moyen , les insinuations qui ont été répandues ; que la convocation en pourroit être éludée & renvoyée encore loin*

Et qu'on ne dise pas que cette convocation fut forcée par quelque acte de violence ou par quelque tumulte tendant à sédition , puisque tout se traitoit alors par députation , comme le Conseil l'avoit désiré , & que jamais les Citoyens & Bourgeois ne furent plus paisibles dans leurs assemblées , évitant de les faire trop nombreuses , & de leur donner un air imposant. Ils poussèrent même si loin la

décence , & j'ose dire la dignité , que ceux d'entre eux qui portoient habituellement l'épée , la posèrent toujours pour y assister ( 2 ). Ce ne fut qu'après que tout fut fait , c'est-à-dire à la fin du troisième Conseil général , qu'il y eut un cri d'armes causé par la faute du Conseil , qui eut l'imprudence d'envoyer trois Compagnies de la garnison , la baïonnette au bout du fusil , pour forcer deux ou trois cents Citoyens encore assemblés à Saint Pierre.

Ces Conseils periodiques rétablis en 1707, furent révoqués cinq ans après; mais par quels moyens & dans quelles circonstances ? Un court examen de cet Edit de 1712 nous fera juger de sa validité.

Premièrement , le Peuple effrayé par les exécutions & proscriptions récentes , n'avoit

( 2 ) Ils eurent la même attention en 1734, dans leurs Représentations du 4 Mars, appuyées de mille ou de douze cents Citoyens ou Bourgeois en personne , dont pas un seul n'avoit l'épée au côté. Ces soins , qui paroîtroient minutieux dans tout autre état , ne le sont pas dans une Démocratie , & caractérisent peut-être mieux un peuple que des traits plus éclatans.

ni liberté , ni sûreté ; il ne pouvoit plus compter sur rien , après la frauduleuse amnistie qu'on employa pour le surprendre. Il croyoit à chaque instant revoir à ses portes les Suisses qui servirent d'archers à ces sanglantes exécutions. Mal revenu d'un effroi que le début de l'Edit étoit très-propre à réveiller , il sentoît bien qu'on ne l'assembloit pas pour donner la Loi , mais pour la recevoir.

Les motifs de cette révocation , fondés sur les dangers des Conseils généraux périodiques , sont d'une absurdité palpable à qui connoît le moins du monde l'esprit de votre Constitution & celui de votre Bourgeoisie. On allègue les tems de peste , de famine & de guerre , comme si la famine ou la guerre étoit un obstacle à la tenue d'un Conseil ; & quant à la peste , vous m'avouerez que c'est prendre ses précautions de loin. On s'effraie de l'ennemi , des mal-intentionnés , des cabales ; jamais on ne vit des gens si timides : l'expérience du passé devoit les rassurer. Les fréquens Conseils généraux ont été , dans les tems les plus orageux , le salut de la République , comme il sera montré ci - après , &



jamais on n'y a pris que des résolutions sages & courageuses. On soutient ces assemblées contraires à la Constitution , dont elles sont le plus ferme appui ; on les dit contraires aux Edits , & elles sont établies par les Edits ; on les accuse de nouveauté , & elles sont aussi anciennes que la Législation : il n'y a pas une ligne dans ce préambule , qui ne soit une fausseté ou une extravagance ; & c'est sur ce bel exposé que la révocation passe , sans programme antérieur qui ait instruit les Membres de l'assemblée de la proposition qu'on leur vouloit faire , sans leur donner le loisir d'en délibérer entre eux , même d'y penser , & dans un tems où la Bourgeoisie mal instruite de l'histoire de son Gouvernement s'en faisoit aisément imposer par le Magistrat.

Mais un moyen de nullité plus grave encore , est la violation de l'Edit dans sa partie à cet égard la plus importante , savoir la manière de déchiffrer les billets ou de compter les voix. Car dans l'article 4 de l'Edit de 1707 , il est dit qu'on établira quatre Secrétaires *ad actum* pour recueillir les suffrages , deux des Deux-Cents & deux du Peuple , lesquels seront choisis sur-le-champ par M. le premier

Syndic & prêteront serment dans le Temple : & toutefois dans le Conseil général de 1712, sans aucun égard à l'Edit précédent , on fait recueillir les suffrages par les deux Secrétaires d'Etat. Quelle fut donc la raison de ce changement , & pourquoi cette manœuvre illégale dans un point si capital , comme si l'on eût voulu transgresser à plaisir la Loi qui venoit d'être faite ? On commence par violer dans un article l'Edit qu'on veut annuler dans un autre ! Cette démarche est-elle régulière ? Si , comme porte cet Edit de révocation , l'avis du Conseil fut approuvé *presque unanimement* ( aa ) , pourquoi donc la fut-

( aa ) Par la manière dont il m'est rapporté qu'on s'y prit , cette unanimité n'étoit pas difficile à obtenir , & il ne tint qu'à ces Messieurs de la rendre complete.

Avant l'assemblée , le Secrétaire d'Etat Mestrezat dit : *Laissez-les venir, je les tiens*. Il employa, dit-on , pour cette fin , les mots *Approbation* & *Réjection* , qui , depuis , sont demeurés en usage dans les billets ! en sorte que, quelque parti qu'on prit , tout revenoit au même. Car si on choisissoit *Approbation*, l'on approuvoit l'avis des Conseils , qui rejettoit l'assemblée périodique ; & si l'on prenoit *Réjection* , l'on rejettoit l'assemblée périodique. Je n'invente pas ce fait , & je ne le  
prise

prise & la consternation que marquoient les Citoyens en sortant du Conseil, tandis qu'on voyoit un air de triomphe & de satisfaction sur les visages des Magistrats ( *bb* ) ? Ces différentes contenance sont - elles naturelles à gens qui viennent d'être unanimement du même avis ?

Ainsi donc , pour arracher cet Edit de révocation , l'on usa de terreur , de surprise ,

rapporte pas sans autorité : je prie le lecteur de le croire ; mais je dois à la vérité , de dire qu'il ne me vient pas de Geneve , & à la justice , d'ajouter que je ne le crois pas vrai : je fais seulement que l'équivoque de ces deux mots abusa bien des votans sur celui qu'ils devoient choisir pour exprimer leur intention , & j'avoue encore que je ne puis imaginer aucun motif honnête , ni aucune excuse légitime à la transgression de la Loi dans le recueillement des suffrages. Rien ne prouve mieux la terreur dont le peuple étoit saisi , que le silence avec lequel il laissa passer cette irrégularité.

( *bb* ) Ils disoient entre eux en sortant , & bien d'autres l'entendirent : *nous venons de faire une grande journée*. Le lendemain nombre de Citoyens furent se plaindre qu'on les avoit trompés , & qu'ils n'avoient point entendu rejeter les assemblées générales , mais l'avis des Conseils. On se moqua d'eux.

## 218 LETTRES ÉCRITES

vraisemblablement de fraude , & tout au moins , on viola certainement la Loi. Qu'on juge si ces caractères sont compatibles avec ceux d'une Loi sacrée , comme on affecte de l'appeller ?

Mais supposons que cette révocation soit légitime , & qu'on n'en ait pas enfreint les conditions ( cc ) , quel autre effet peut - on lui donner , que de remettre les choses sur le pied où elles étoient avant l'établissement de la Loi révoquée , & par conséquent la Bourgeoisie dans le droit dont elle étoit en possession ? Quand on casse une transaction , les Parties ne restent-elles pas comme elles étoient avant qu'elle fût passée ?

Convenons que ces Conseils généraux périodiques n'auroient eu qu'un seul inconvénient , mais terrible ; ç'eût été de forcer les Magistrats & tous les Ordres de se contenir dans les bornes de leurs devoirs & de leurs droits. Par cela seul je fais que ces assemblées

( cc ) Ces conditions portent qu'*aucun changement à l'Edit n'aura force , qu'il n'ait été approuvé dans ce souverain Conseil*. Reste donc à savoir si les infractions de l'Edit ne sont pas des changemens à l'Edit ?

si effarouchantes ne seront jamais rétablies , non plus que celles de la Bourgeoisie par compagnies ; mais aussi n'est - ce pas de cela qu'il s'agit : je n'examine point ici ce qui doit ou ne doit pas se faire , ce qu'on fera ni ce qu'on ne fera pas. Les expédiens que j'indique simplement comme possibles & faciles , comme tirés de votre constitution , n'étant plus conformes aux nouveaux Edits , ne peuvent passer que du consentement des Conseils , & mon avis n'est assurément pas qu'on les leur propose : mais adoptant un moment la supposition de l'Auteur des Lettres , je ré-  
sout des objections frivoles ; je fais voir qu'il cherche dans la nature des choses des obstacles qui n'y sont point , qu'ils ne sont tous que dans la mauvaise volonté du Conseil , & qu'il y avoit , s'il l'eût voulu , cent moyens de lever ces prétendus obstacles , sans altérer la constitution , sans troubler l'ordre , & sans jamais exposer le repos public.

Mais pour rentrer dans la question, tenons-nous exactement au dernier Edit, & vous n'y verrez pas une seule difficulté réelle contre l'effet nécessaire du droit de Représentation.

1. Celle d'abord de fixer le nombre des

## 220 LETTRES ÉCRITES

Représentans, est vaine par l'Edit même, qui ne fait aucune distinction du nombre, & ne donne pas moins de force à la Représentation d'un seul qu'à celle de cent.

2. Celle de donner à des particuliers le droit de faire assembler le Conseil général, est vaine encore ; puisque ce droit, dangereux ou non, ne résulte pas de l'effet nécessaire des Représentations. Comme il y a tous les ans deux Conseils généraux pour les élections, il n'en faut point pour cet effet assembler d'extraordinaire. Il suffit que la Représentation, après avoir été examinée dans les Conseils, soit portée au plus prochain Conseil général, quand elle est de nature à l'être (*dd*). La séance n'en sera pas même prolongée d'une heure, comme il est manifeste à qui connoît l'ordre observé dans ces assemblées. Il faut seulement prendre la précaution que la proposition passe aux voix avant les élections : car si l'on attendoit que l'élection fût faite, les Syndics ne manqueroient pas de rompre

( *dd* ) J'ai distingué ci-devant les cas où les Conseils sont tenus de l'y porter, & ceux où ils ne le sont pas.

aussi - tôt l'assemblée , comme ils firent en 1735.

3. Celle de multiplier les Conseils généraux , est levée avec la précédente ; & quand elle ne le seroit pas , où seroient les dangers qu'on y trouve ? c'est ce que je ne saurois voir.

On frémit en lisant l'énumération de ces dangers dans les Lettres écrites de la Campagne , dans l'Edit de 1712 , dans la harangue de M. Chouet ; mais vérifions. Ce dernier dit que la République ne fut tranquille que quand ces assemblées devinrent plus rares. Il y a là une petite inversion à rétablir. Il falloit dire que ces assemblées devinrent plus rares quand la République fut tranquille. Lisez, Monsieur, les fastes de votre Ville durant le seizieme siecle. Comment secoua-t-elle le double joug qui l'écrasoit ? Comment étouffa-t-elle les factions qui la déchiroient ? Comment résista-t-elle à ses voisins avides , qui ne la secouroient que pour l'affervir ? Comment s'établit dans son sein la liberté évangélique & politique ? Comment sa constitution prit-elle de la consistance ? Comment se forma le système de son Gouvernement ?

L'histoire de ces mémorables tems est un enchaînement de prodiges. Les Tyrans, les Voisins, les ennemis, les amis, les sujets, les Citoyens, la guerre, la peste, la famine, tout sembloit concourir à la perte de cette malheureuse Ville. On conçoit à peine comment un Etat déjà formé eût pu échapper à tous ces périls. Non - seulement Geneve en échape, mais c'est durant ces crises terribles que se consomme le grand Ouvrage de sa Législation. Ce fut par ses fréquens Conseils généraux ( *ee* ), ce fut par la prudence & la fermeté que ses Citoyens y porterent, qu'ils vainquirent enfin tous les obstacles, & rendirent leur Ville libre & tranquille, de sujette & déchirée qu'elle étoit auparavant; ce

( *ee* ) Comme on les assembloit alors dans tous les cas *ardus*, selon les Edits, & que ces cas ardens revenoient très-souvent dans ces tems orageux, le Conseil général étoit alors plus fréquemment convoqué que n'est aujourd'hui le Deux-Cent. Qu'on en juge par une seule époque. Durant les huit premiers mois de l'année 1540, il se tint dix-huit Conseils généraux, & cette année n'eut rien de plus extraordinaire que celles qui avoient précédé & que celles qui suivirent,



fut après avoir tout mis en ordre au dedans qu'ils se virent en état de faire au dehors la guerre avec gloire. Alors le Conseil souverain avoit fini ses fonctions : c'étoit au Gouvernement de faire les siennes : il ne restoit plus aux Genevois qu'à défendre la liberté qu'ils venoient d'établir, & à se montrer aussi braves soldats en campagne qu'ils s'étoient montrés dignes Citoyens au Conseil : c'est ce qu'ils firent. Vos annales attestent par tout l'utilité des Conseils généraux ; vos Messieurs n'y voient que des maux effroyables. Ils font l'objection, mais l'histoire la résout.

4. Celle de s'exposer aux saillies du Peuple, quand on avoisine de grandes Puissances, se résout de même. Je ne sache point en ceci de meilleure réponse à des sophismes, que des faits constans. Toutes les résolutions des Conseils généraux ont été dans tous les tems aussi pleines de sagesse que de courage; jamais elles ne furent insolentes ni lâches ; on y a quelquefois juré de mourir pour la patrie : mais je défie qu'on m'en cite un seul même de ceux où le Peuple a le plus influé, dans lequel on ait par étourderie indisposé les Puissances voisines, non plus qu'un seul où

## 224 LETTRES ÉCRITES

l'on ait rampé devant elles. Je ne ferois pas un pareil défi pour tous les arrêtés du petit Conseil : mais passons. Quand il s'agit de nouvelles résolutions à prendre , c'est aux Conseils inférieurs de les proposer , au Conseil général de les rejeter ou de les admettre ; il ne peut rien faire de plus ; on ne dispute pas de cela : cette objection porte donc à faux.

5. Celle de jeter du doute & de l'obscurité sur toutes les Loix , n'est pas plus solide , parce qu'il ne s'agit pas ici d'une interprétation vague , générale , & susceptible de subtilités ; mais d'une application nette & précise d'un fait à la Loi. Le Magistrat peut avoir ses raisons pour trouver obscure une chose claire ; mais cela n'en détruit pas la clarté. Ces Messieurs dénaturent la question. Montrer par la lettre d'une Loi qu'elle a été violée , n'est pas proposer des doutes sur cette Loi. S'il y a dans les termes de la Loi un seul sens selon lequel le fait soit justifié , le Conseil , dans sa réponse , ne manquera pas d'établir ce sens. Alors la Représentation perd sa force , & si l'on y persiste , elle tombe infailliblement en Conseil général. Car l'intérêt de tous est trop

grand , trop présent , trop sensible , sur-tout dans une Ville de commerce , pour que la généralité veuille jamais ébranler l'autorité , le Gouvernement , la Législation , en prononçant qu'une Loi à été transgressée , lorsqu'il est possible qu'elle ne l'ait pas été.

C'est au Législateur , c'est au rédacteur des Loix à n'en pas laisser les termes équivoques. Quand ils le font , c'est à l'équité du Magistrat d'en fixer le sens dans la pratique : quand la Loi a plusieurs sens , il use de son droit en préférant celui qu'il lui plaît ; mais ce droit ne va point jusqu'à changer le sens littéral des Loix , & à leur en donner un qu'elles n'ont pas ; autrement il n'y auroit plus de Loi. La question ainsi posée est si nette qu'il est facile au bon sens de prononcer , & ce bon sens qui prononce se trouve alors dans le Conseil général. Loin que de-là naissent des discussions interminables , c'est par-là qu'au contraire on les prévient ; c'est par-là qu'élevant les Edits au-dessus des interprétations arbitraires & particulieres que l'intérêt ou la passion peut suggérer , on est sûr qu'ils disent toujours ce qu'ils disent , & que les particuliers ne sont plus en doute, sur chaque

affaire , du sens qu'il plaira au Magistrat de donner à la Loi. N'est-il pas clair que les difficultés dont il s'agit maintenant n'existeroient plus , si l'on eût pris d'abord ce moyen de les résoudre ?

6. Celle de soumettre les Conseils aux ordres des Citoyens est ridicule. Il est certain que des Représentations ne sont pas des ordres , non plus que la requête d'un homme qui demande justice n'est pas un ordre ; mais le Magistrat n'en est pas moins obligé de rendre au suppliant la justice qu'il demande , & le Conseil de faire droit sur les Représentations des Citoyens & Bourgeois. Quoique les Magistrats soient les supérieurs des particuliers , cette supériorité ne les dispense pas d'accorder à leurs inférieurs ce qu'ils leur doivent , & les termes respectueux qu'emploient ceux - ci pour les demander n'ôtent rien au droit qu'ils ont de l'obtenir. Une Représentation est, si l'on veut , un ordre donné au premier Syndic à qui on la présente de la communiquer au Conseil ; car c'est ce qu'il est toujours obligé de faire , soit qu'il approuve la Représentation , soit qu'il ne l'approuve pas.

Au reste , quand le Conseil tire avantage du mot de *Représentation* qui marque infériorité ; en disant une chose que personne ne dispute , il oublie cependant que ce mot employé dans le Règlement n'est pas dans l'Edit auquel il renvoie , mais bien celui de *Remontrances* qui présente un tout autre sens : à quoi l'on peut ajouter qu'il y a de la différence entre les Remontrances qu'un corps de Magistrature fait à son Souverain , & celles que des membres du Souverain font à un corps de Magistrature. Vous direz que j'ai tort de répondre à une pareille objection ; mais elle vaut bien la plupart des autres.

7. Celle enfin d'un homme en crédit contestant le sens ou l'application d'une Loi qui le condamne , & séduisant le Public en sa faveur , est telle que je crois devoir m'abstenir de la qualifier. Eh ! qui donc a connu la Bourgeoisie de Geneve pour un Peuple servile , ardent , imitateur , stupide , ennemi des Loix , & si prompt à s'enflammer pour les intérêts d'autrui ? Il faut que chacun ait bien vu le sien compromis dans les affaires publiques , avant qu'il puisse se résoudre à s'en mêler.

## 228 LETTRES ÉCRITES

Souvent l'injustice & la fraude trouvent des Protecteurs ; jamais elles n'ont le Public pour elles : c'est en ceci que la voix du Peuple est la voix de Dieu ; mais malheureusement cette voix sacrée est toujours foible dans les affaires contre le cri de la Puissance , & la plainte de l'innocence opprimée s'exhale en murmures méprisés par la tyrannie. Tout ce qui se fait par brigue & séduction , se fait par préférence au profit de ceux qui gouvernent ; cela ne sauroit être autrement. La ruse , le préjugé , l'intérêt , la crainte , l'espoir , la vanité , les couleurs spécieuses , un air d'ordre & de subordination , tout est pour des hommes habiles constitués en autorité & versés dans l'art d'abuser le Peuple. Quand il s'agit d'opposer l'adresse à l'adresse , ou le crédit au crédit , quel avantage immense n'ont pas dans une petite Ville les premières familles toujours unies pour dominer , leurs amis , leurs cliens , leurs créatures ; tout cela joint à tout le pouvoir des Conseils , pour écraser des particuliers qui oseroient leur faire tête , avec des sophismes pour toutes armes ? Voyez autour de vous dans cet instant même. L'appui des Loix , l'équité , la vérité , l'évidence , l'intérêt

térêt commun , le soin de la sûreté particulière , tout ce qui devoit entraîner la foule , suffit à peine pour protéger des Citoyens respectés qui réclament contre l'iniquité la plus manifeste ; & l'on veut que chez un Peuple éclairé , l'intérêt d'un brouillon fasse plus de partisans que n'en peut faire celui de l'Etat ! Ou je connois mal votre Bourgeoisie & vos Chefs , ou si jamais il se fait une seule Représentation mal fondée , ce qui n'est pas encore arrivé que je sache , l'Auteur , s'il n'est méprisable , est un homme perdu.

Est-il besoin de réfuter des objections de cette espece quand on parle à des Genevois ? Y a-t-il dans votre Ville un seul homme qui n'en sente la mauvaise foi , & peut-on sérieusement balancer l'usage d'un droit sacré , fondamental , confirmé , nécessaire , par des inconvéniens chimériques , que ceux mêmes qui les objectent savent mieux que personne ne pouvoir exister ; tandis qu'au contraire ce droit enfreint ouvre la porte aux excès de la plus odieuse oligarchie , au point qu'on la voit attenter déjà sans prétexte à la liberté des Citoyens , & s'arroger hautement le pouvoir de les emprisonner sans astriktion

ni condition , sans formalité d'aucune espece , contre la teneur des Loix les plus précises , & malgré toutes les protestations.

L'explication qu'on ose donner à ces Loix, est plus insultante encore que la tyrannie qu'on exerce en leur nom. De quels raisonnemens on vous paie? Ce n'est pas assez de vous traiter en esclaves, si l'on ne vous traite encore en enfans. Eh Dieu ! Comment a-t-on pu mettre en doute des questions aussi claires , comment a-t-on pu les embrouiller à ce point ? Voyez , Monsieur , si les poser n'est pas les résoudre ? En finissant par - là cette Lettre , j'espère ne la pas alonger de beaucoup.

Un homme peut être constitué prisonnier de trois manieres. L'une à l'instance d'un autre homme qui fait contre lui partie formelle ; la seconde , étant surpris en flagrant délit , & saisi sur le champ , ou , ce qui revient au même , pour crime notoire dont le Public est témoin , & la troisieme , d'office , par la simple autorité du Magistrat , sur des avis secrets , sur des indices , ou sur d'autres raisons qu'il trouve suffisantes.

Dans le premier cas , il est ordonné par les



Loix de Geneve que l'accusateur revête les prisons, ainsi que l'accusé ; & de plus, s'il n'est pas solvable, qu'il donne caution des dépens & de l'adjudé. Ainsi l'on a de ce côté, dans l'intérêt de l'accusateur, une sûreté raisonnable que le prévenu n'est pas arrêté injustement.

Dans le second cas, la preuve est dans le fait même, & l'accusé est en quelque sorte convaincu par sa propre détention.

Mais dans le troisième cas on n'a ni la même sûreté que dans le premier, ni la même évidence que dans le second, & c'est pour ce dernier cas que la Loi, supposant le Magistrat équitable, prend seulement des mesures pour qu'il ne soit pas surpris.

Voilà les principes sur lesquels le Législateur se dirige dans ces trois cas ; en voici maintenant l'application.

Dans le cas de la partie formelle, on a, dès le commencement, un procès en règle qu'il faut suivre dans toutes les formes judiciaires : c'est pourquoi l'affaire est d'abord traitée en première instance. L'emprisonnement ne peut être fait, *si, parties ouïes, il*

## 232 LETTRES ÉCRITES

*n'a été permis par justice (ff).* Vous savez que ce qu'on appelle à Geneve la Justice , est le Tribunal du Lieutenant & de ses assistans appellés *Auditeurs*. Ainsi c'est à ces Magistrats & non à d'autres , pas même aux Syndics , que la plainte en pareil cas doit être portée , & c'est à eux d'ordonner l'emprisonnement des deux parties , sauf alors le recours de l'une des deux aux Syndics , *si* , selon les termes de l'Edit , *elle se sentoit grevée par ce qui aura été ordonné (gg)*. Les trois premiers articles du Titre XII , sur les matieres criminelles , se rapportent évidemment à ce cas-là.

Dans le cas du flagrant délit , soit pour crime , soit pour excès que la police doit punir , il est permis à toute personne d'arrêter le coupable ; mais il n'y a que les Magistrats chargés de quelque partie du pouvoir exécutif , tels que les Syndics , le Conseil , le Lieutenant , un Auditeur , qui puissent l'écrouer ; un Conseiller ni plusieurs ne le pourroient pas ; & le prisonnier doit être interrogé dans les vingt-quatre heures. Les cinq

( ff ) Edits civil. Tit. XII. art. 1.

( gg ) Edits civils , art. 2.

articles suivans du même Edit se rapportent uniquement à ce second cas , comme il est clair , tant par l'ordre de la matiere , que par le nom de *criminel* donné au prévenu , puisqu'il n'y a que le seul cas du flagrant délit ou du crime notoire , où l'on puisse appeller criminel un accusé avant que son procès lui soit fait. Que si l'on s'obstine à vouloir qu'*accusé* & *criminel* soient synonymes , il faudra par ce même langage , qu'*innocent* & *criminel* le soient aussi.

Dans le reste du Titre XII , il n'est plus question d'emprisonnement ; & , depuis l'article 9 inclusivement , tout roule sur la procédure & sur la forme du jugement dans toute espece de procès criminel. Il n'est point parlé des emprisonnemens faits d'office.

Mais il en est parlé dans l'Edit politique sur l'Office des quatre Syndics. Pourquoi cela ? parce que cet article tient immédiatement à la liberté civile , que le pouvoir exercé sur ce point par le Magistrat , est un acte de Gouvernement plutôt que de Magistrature , & qu'un simple Tribunal de justice ne doit pas être revêtu d'un pareil pouvoir. Aussi

## 234 LETTRES ÉCRITES

l'Edit accorde-t-il aux Syndics seuls , non au Lieutenant ni à aucun autre Magistrat.

Or , pour garantir les Syndics de la surprise dont j'ai parlé , l'Edit leur prescrit de *mander* premièrement *ceux qu'il appartiendra* , *d'examiner* , *d'interroger* , & enfin de *faire emprisonner si mestier est*. Je crois que dans un pays libre , la Loi ne pouvoit pas moins faire pour mettre un frein à ce terrible pouvoir. Il faut que les Citoyens aient toutes les sûretés raisonnables qu'en faisant leur devoir ils pourront coucher dans leur lit.

L'article suivant du même Titre rentre , comme il est manifeste , dans le cas du crime notoire , & du flagrant délit , de même que l'article premier du Titre des matieres criminelles , dans le même Edit politique. Tout cela peut paroître une répétition : mais dans l'Edit civil la matiere est considérée , quant à l'exercice de la justice , & dans l'Edit politique , quant à la sûreté des Citoyens. D'ailleurs les Loix ayant été faites en différens tems , & ces Loix étant l'ouvrage des hommes , on n'y doit pas chercher un ordre qui ne se démente jamais & une perfection sans défaut. Il suffit qu'en méditant sur le tout

& en comparant les articles , on y découvre l'esprit du Législateur & les raisons du dispositif de son ouvrage.

Ajoutez une réflexion. Ces droits si judicieusement combinés , ces droits réclamés par les Représentans en vertu des Edits , vous en jouissiez sous la souveraineté des Evêques , Neuchâtel en jouit sous ses Princes , & à vous , Républicains , on veut les ôter ! Voyez les Articles X, XI, & plusieurs autres des franchises de Geneve dans l'acte d'Ademarus Fabri. Ce monument n'est pas moins respectable aux Genevois que ne l'est aux Anglois la grande Charte encore plus ancienne , & je doute qu'on fût bien venu chez ces derniers à parler de leur Charte avec autant de mépris que l'Auteur des Lettres ose en marquer pour la vôtre

Il prétend qu'elle a été abrogée par les Constitutions de la République (hh). Mais au contraire je vois très-souvent dans vos Edits ce mot , *comme d'ancienneté* , qui

(bb) C'étoit par une Logique toute semblable qu'en 1742, on n'eut aucun égard au traité de Soleure , de 1579 , soutenant qu'il étoit suranné , quoiqu'il fût déclaré perpétuel

## 236 LETTRES ÉCRITÉS

renvoie aux usages anciens , par conséquent aux droits sur lesquels ils étoient fondés ; & comme si l'Evêque eût prévu que ceux qui devoient protéger les franchises les attaqueroient, je vois qu'il déclare dans l'acte même qu'elles seront perpétuelles , sans que le non usage ni aucune prescription les puisse abolir. Voici , vous en conviendrez , une opposition bien singulière. Le savant Syndic Chouet dit dans son Mémoire à Milord Townsend que le Peuple de Geneve entra, par la Réformation, dans les droits de l'Evêque, qui étoit Prince temporel & spirituel de cette Ville : l'Auteur des Lettres nous assure au contraire que ce même Peuple perdit en cette occasion les franchises que l'Evêque lui avoit accordées. Auquel des deux croirons-nous ?

Quoi ! vous perdez étant libres , des droits dont vous jouissiez étant sujets ! Vos Magistrats vous dépouillent de ceux que vous accorderent vos Princes ! Si telle est la liberté que vous ont acquis vos peres , vous avez de

dans l'Acte même, qu'il n'ait jamais été abrogé par aucun autre , & qu'il ait été rappelé plusieurs fois , notamment dans l'acte de Médiation.

quoi regretter le sang qu'ils verserent pour elle. Cet acte singulier qui , vous rendant Souverains , vous ôta vos franchises , valoit bien , ce me semble , la peine d'être énoncé ; & du moins , pour le rendre croyable , on ne pouvoit le rendre trop solennel. Où est-il donc cet acte d'abrogation ? Affurément , pour se prévaloir d'une piece aussi bizarre , le moins qu'on puisse faire est de commencer par la montrer.

De tout ceci je crois pouvoir conclure avec certitude , qu'en aucun cas possible , la Loi dans Geneve n'accorde aux Syndics , ni à personne , le droit absolu d'emprisonner les particuliers sans astriktion ni condition. Mais n'importe : le Conseil en réponse aux Représentations établit ce droit sans réplique. Il n'en coûte que de vouloir , & le voilà en possession. Telle est la commodité du droit négatif.

Je me proposois de montrer dans cette Lettre que le droit de Représentation , intimement lié à la forme de votre Constitution , n'étoit pas un droit illusoire & vain ; mais qu'ayant été formellement établi par l'Edit de 1707 , confirmé par celui de 1738 , il de-

## 238 LETTRES ÉCRITES

voit nécessairement avoir un effet réel : que cet effet n'avoit pas été stipulé dans l'Acte de la Médiation , parce qu'il ne l'étoit pas dans l'Edit, & qu'il ne l'avoit pas été dans l'Edit, tant parce qu'il résultoit alors par lui-même de la nature de votre Constitution , que parce que le même Edit en établissoit la sûreté d'une autre manière : que ce droit & son effet nécessaire , donnant seul de la consistance à tous les autres , étoit l'unique & véritable équivalent de ceux qu'on avoit ôtés à la Bourgeoisie ; que cet équivalent , suffisant pour établir un solide équilibre entre toutes les parties de l'Etat , montrait la sagesse du Règlement , qui , sans cela , seroit l'ouvrage le plus inique qu'il fût possible d'imaginer : qu'enfin les difficultés qu'on élevoit contre l'exercice de ce droit étoient des difficultés frivoles , qui n'existoient que dans la mauvaise volonté de ceux qui les proposoient , & qui ne balançoient en aucune manière les dangers du droit négatif absolu. Voilà , Monsieur , ce que j'ai voulu faire ; c'est à vous à voir si j'ai réussi.



## NEUVIEME LETTRE.

J'AI cru , Monsieur , qu'il valoit mieux établir directement ce que j'avois à dire , que de m'attacher à de longues réfutations. Entreprendre un examen suivi des Lettres écrites de la campagne , feroit s'embarquer dans une mer de sophismes. Les saisir , les exposer , feroit , selon moi , les réfuter ; mais ils naissent dans un tel flux de doctrine , ils en sont si fort inondés qu'on se noie en voulant le mettre à sec.

Toutefois en achevant mon travail , je ne puis me dispenser de jeter un coup-d'œil sur celui de cet Auteur. Sans analyser les subtilités politiques dont il vous leurre , je me contenterai d'en examiner les principes , & de vous montrer dans quelques exemples le vice de ses raisonnemens.

Vous en avez vu ci-devant l'inconséquence par rapport à moi : par rapport à votre République , ils sont plus captieux quelquefois , & ne sont jamais plus solides. Le seul & véritable objet de ces Lettres est d'établir le

prétendu droit négatif dans la plénitude que lui donnent les usurpations du Conseil. C'est à ce but que tout se rapporte , soit directement , par un enchaînement nécessaire ; soit indirectement , par un tour d'adresse , en donnant le change au Public sur le fond de la question.

Les imputations qui me regardent sont dans le premier cas. Le Conseil m'a jugé contre la Loi : des Représentations s'élèvent. Pour établir le droit négatif , il faut éconduire les Représentans ; pour les éconduire , il faut prouver qu'ils ont tort ; pour prouver qu'ils ont tort , il faut soutenir que je suis coupable , mais coupable à tel point , que , pour punir mon crime , il a fallu déroger à la Loi.

Que les hommes frémissent au premier mal qu'ils font, s'ils voyoient qu'ils se mettent dans la triste nécessité d'en toujours faire , d'être méchans toute leur vie pour avoir pu l'être un moment , & de poursuivre jusqu'à la mort le malheureux qu'ils ont une fois persécuté.

La question de la présidence des Syndics dans les Tribunaux criminels , se rapporte au second cas. Croyez-vous qu'au fond le Conseil

seil s'embarasse beaucoup que ce soient des Syndics ou des Conseillers qui président , depuis qu'il a fondu les droits des premiers dans tout le Corps ? Les Syndics, jadis choisis parmi tout le Peuple ( *a* ), ne l'étant plus que dans le Conseil , de chefs qu'ils étoient des autres Magistrats sont demeurés leurs collègues , & vous avez pu voir clairement dans cette affaire que vos Syndics , peu jaloux d'une autorité passagere , ne sont plus que des Conseillers. Mais on feint de traiter cette question comme importante , pour vous distraire de celle qui l'est véritablement , pour vous laisser croire encore que vos premiers Magistrats sont toujours élus par vous , & que leur puissance est toujours la même.

Laissons donc ici ces questions accessoi-  
res , que par la maniere dont l'Auteur les  
traite , on voit qu'il ne prend gueres à  
cœur. Bornons-nous à peser les raisons qu'il

( *a* ) On pouvoit si loin l'attention pour qu'il  
n'y eût dans ce choix ni exclusion ni préférence  
autre que celle du mérite , que par un édit qui  
a été abrogé deux Syndics devoient toujours  
être pris dans le bas de la ville & deux dans le  
haut.

allegue en faveur du droit négatif auquel il s'attache avec plus de soin , & par lequel seul , admis ou rejeté , vous êtes esclaves ou libres.

L'art qu'il emploie le plus adroitement pour cela , est de réduire en propositions générales un système dont on verroit trop aisément le foible s'il en faisoit toujours l'application. Pour vous écarter de l'objet particulier , il flatte votre amour-propre en étendant vos vues sur de grandes questions , & tandis qu'il met ces questions hors de la portée de ceux qu'il veut séduire , il les cajole & les gagne en paroissant les traiter en hommes d'Etat. Il éblouit ainsi le Peuple pour l'aveugler , & change en theses de Philosophie des questions qui n'exigent que du bon sens , afin qu'on ne puisse l'en dédire , & que , ne l'entendant pas , on n'ose le défavouer.

Vouloir le suivre dans ses sophismes abstraits , seroit tomber dans la faute que je lui reproche. D'ailleurs , sur des questions ainsi traitées , on prend le parti qu'on veut sans avoir jamais tort : car il entre tant d'éléments dans ces propositions , on peut les envisager par tant de faces , qu'il y a toujours quelque

côté susceptible de l'aspect qu'on veut leur donner. Quand on fait pour tout le Public en général un Livre de politique , on y peut philosopher à son aise: l'Auteur ne voulant qu'être lu & jugé par les hommes instruits de toutes les Nations & versés dans la matiere qu'il traite , abstrait & généralise sans crainte ; il ne s'appesantit pas sur les détails élémentaires. Si je parlois à vous seul , je pourrois user de cette méthode ; mais le sujet de ces Lettres intéresse un Peuple entier , composé dans son plus grand nombre d'hommes qui ont plus de sens & de jugement que de lecture & d'étude , & qui , pour n'avoir pas le jargon scientifique , n'en font que plus propres à saisir le vrai dans toute sa simplicité. Il faut opter en pareil cas entre l'intérêt de l'Auteur & celui des Lecteurs , & qui veut se rendre plus utile doit se résoudre à être moins éblouissant.

Un autre source d'erreurs & de fausses applications , est d'avoir laissé les idées de ce droit négatif trop vagues , trop inexactes ; ce qui sert à citer avec un air de preuve les exemples qui s'y rapportent le moins , à détourner vos Concitoyens de leur objet par la pompe de ceux qu'on leur présente , à soulever leur

## 244 LETTRES ÉCRITES

orgueil contre leur raison , & à les consoler doucement de n'être pas plus libres que les maîtres du monde. On fouille avec érudition dans l'obscurité des siècles , on vous promène avec faste chez les Peuples de l'antiquité. On vous étale successivement Athenes , Sparte , Rome , Carthage ; on vous jette aux yeux le sable de la Lybie , pour vous empêcher de voir ce qui se passe autour de vous.

Qu'on fixe avec précision , comme j'ai tâché de faire , ce droit négatif , tel que prétend l'exercer le Conseil , & je soutiens qu'il n'y eut jamais un seul Gouvernement sur la terre où le Législateur , enchaîné de toutes manières par le corps exécutif , après avoir livré les Loix sans réserve à sa merci , fût réduit à les lui voir expliquer , éluder , transgresser à volonté , sans pouvoir jamais apporter à cet abus d'autre opposition , d'autre droit , d'autres résistances , qu'un murmure inutile & d'impuissantes clameurs.

Voyez en effet à quel point votre Anonyme est forcé de dénaturer la question , pour y rapporter moins mal-à propos ses exemples.

*Le droit négatif n'étant pas* , dit-il , page 110 , *le pouvoir de faire des Loix , mais*

*d'empêcher que tout le monde indistinctement ne puisse mettre en mouvement la Puissance qui fait les Loix , & ne donnant pas la facilité d'innover , mais le pouvoir de s'opposer aux innovations , va directement au grand but que se propose une société politique , qui est de se conserver en conservant sa constitution.*

Voilà un droit négatif très - raisonnable , & dans le sens exposé ce droit est en effet une partie si essentielle de la constitution démocratique , qu'il seroit généralement impossible qu'elle se maintînt , si la Puissance Législative pouvoit toujours être mise en mouvement par chacun de ceux qui la composent. Vous concevez qu'il n'est pas difficile d'apporter des exemples en confirmation d'un principe aussi certain.

Mais si cette notion n'est point celle du droit négatif en question , s'il n'y a pas dans ce passage un seul mot qui ne porte à faux par l'application que l'Auteur en veut faire , vous m'avouerez que les preuves de l'avantage d'un droit négatif tout différent ne sont pas fort concluantes en faveur de celui qu'il veut établir.

*Le droit négatif n'est pas celui de faire des*

## 246 LETTRES ÉCRITES

*Loix.* Non , mais il est celui de se passer de Loix. Faire de chaque acte de sa volonté une Loi particulière , est bien plus commode que de suivre des Loix générales , quand même on en feroit soi - même l'Auteur. *Mais d'empêcher que tout le monde indistinctement ne puisse mettre en mouvement la puissance qui fait les Loix.* Il falloit dire , au lieu de cela : *mais d'empêcher que qui que ce soit ne puisse protéger les Loix contre la puissance qui les subjugue.*

*Qui ne donnant pas la facilité d'innover. . .* Pourquoi non ? Qui est - ce qui peut empêcher d'innover celui qui a la force en main , & qui n'est obligé de rendre compte de sa conduite à personne ? *Mais le pouvoir d'empêcher les innovations.* Disons mieux ; *le pouvoir d'empêcher qu'on ne s'oppose aux innovations.*

C'est ici , Monsieur , le sophisme le plus subtil , & qui revient le plus souvent dans l'écrit que j'examine. Celui qui a la puissance exécutive , n'a jamais besoin d'innover par des actions d'éclat. Il n'a jamais besoin de constater cette innovation par des actes solennels. Il lui suffit, dans l'exercice continu



de sa puissance , de plier peu-à-peu chaque chose à sa volonté , & cela ne fait jamais une sensation bien forte.

Ceux au contraire qui ont l'œil assez attentif & l'esprit assez pénétrant pour remarquer ce progrès & pour en prévoir la conséquence, n'ont , pour l'arrêter , qu'un de ces deux partis à prendre; ou de s'opposer d'abord à la première innovation qui n'est jamais qu'une bagatelle , & alors on les traite de gens inquiets , brouillons , pointilleux , toujours prêts à chercher querelle ; ou bien de s'élever enfin contre un abus qui se renforce , & alors on crie à l'innovation. Je défie que , quoique vos Magistrats entreprennent , vous puissiez en vous y opposant , éviter à la fois ces deux reproches. Mais à choix préférez le premier. Chaque fois que le Conseil altere quelque usage , il a son but que personne ne voit , & qu'il se garde bien de montrer. Dans le doute , arrêtez toujours toute nouveauté , petite ou grande. Si les Syndics étoient dans l'usage d'entrer au Conseil du pied droit , & qu'ils y voulussent entrer du pied gauche , je dis qu'il faudroit les en empêcher.

Nous avons ici la preuve bien sensible de

la facilité de conclure le pour & le contre par la méthode que suit notre Auteur. Car appliquez au droit de Représentation des Citoyens , ce qu'il applique au droit négatif des Conseils , & vous trouverez que sa proposition générale convient encore mieux à votre application qu'à la sienne. *Le droit de Représentation* , direz - vous , *n'étant pas le droit de faire des Loix , mais d'empêcher que la puissance qui doit les administrer ne les transgresse , & ne donnant pas le pouvoir d'innover , mais de s'opposer aux nouveautes , va directement au grand but que se propose une société politique ; celui de se conserver en conservant sa constitution.* N'est-ce pas exactement - là ce que les Représentans avoient à dire , & ne semble - t - il pas que l'Auteur ait raisonné pour eux ? Il ne faut point que les mots nous donnent le change sur les idées. Le prétendu droit négatif du Conseil est réellement un droit positif , & le plus positif même que l'on puisse imaginer , puisqu'il rend le petit Conseil seul maître direct & absolu de l'Etat & de toutes les Loix ; & le droit de Représentation pris dans son vrai sens n'est lui - même qu'un droit négatif. Il

consiste uniquement à empêcher la puissance exécutive de rien exécuter contre les Loix.

Suivons les aveux de l'Auteur sur les propositions qu'il présente; avec trois mots ajoutés, il aura posé le mieux du monde votre état présent.

*Comme il n'y auroit point de liberté dans un Etat où le corps chargé de l'exécution des Loix auroit droit de les faire parler à sa fantaisie ; puisqu'il pourroit faire exécuter comme des Loix ses volontés les plus tyranniques.*

Voilà, je pense, un tableau d'après nature; vous allez voir un tableau de fantaisie mis en opposition.

*Il n'y auroit point aussi de Gouvernement dans un Etat où le Peuple exerceroit sans règle la puissance législative.* D'accord; mais qui est-ce qui a proposé que le Peuple exercât sans règle la puissance législative?

Après avoir ainsi posé un autre droit négatif que celui dont il s'agit, l'Auteur s'inquiète beaucoup pour savoir où l'on doit placer ce droit négatif dont il ne s'agit point, & il établit là-dessus un principe qu'assurément je ne contesterai pas. C'est que, *si cette force négative peut sans inconvénient résider*

## 250 LETTRES ÉCRITES

*dans le Gouvernement , il sera de la nature & du bien de la chose qu'on l'y place. Puis viennent les exemples , que je ne m'attacherai pas à suivre , parce qu'ils sont trop éloignés de nous , & de tout point étrangers à la question.*

Celui seul de l'Angleterre qui est sous nos yeux , & qu'il cite avec raison comme un modèle de la juste balance des pouvoirs respectifs , mérite un moment d'examen , & je ne me permets ici qu'après lui la comparaison du petit au grand.

*Malgré la puissance Royale , qui est très-grande , la Nation n'a pas craint de donner encore au Roi la voix négative. Mais comme il ne peut se passer long-tems de la puissance législative , & qu'il n'y auroit pas de sûreté pour lui à l'irriter , cette force négative n'est dans le fait qu'un moyen d'arrêter les entreprises de la puissance législative , & le Prince , tranquille dans la possession du pouvoir étendu que la Constitution lui assure , sera intéressé à la protéger (b).*

Sur ce raisonnement & sur l'application qu'on en veut faire , vous croirez que le

pouvoir exécutif du Roi d'Angleterre est plus grand que celui du Conseil à Geneve, que le droit négatif qu'a ce Prince est semblable à celui qu'usurpent vos Magistrats, que votre Gouvernement ne peut pas plus se passer que celui d'Angleterre de la puissance législative, & qu'enfin l'un & l'autre ont le même intérêt de protéger la Constitution. Si l'Auteur n'a pas voulu dire cela, qu'a-t-il donc voulu dire, & que fait cet exemple à son sujet ?

C'est pourtant tout le contraire à tous égards. Le Roi d'Angleterre, revêtu par les Loix d'une si grande puissance pour les protéger, n'en a point pour les enfreindre : personne en pareil cas ne lui voudroit obéir, chacun craindroit pour sa tête ; les Ministres eux-mêmes la peuvent perdre s'ils irritent le Parlement : on y examine sa propre conduite. Tout Anglois à l'abri des Loix, peut braver la puissance Royale ; le dernier du Peuple peut exiger & obtenir la réparation la plus authentique s'il est le moins du monde offensé : supposé que le Prince osât enfreindre la Loi dans la moindre chose, l'infraction seroit à l'instant relevée ; il est sans

droit, & seroit sans pouvoir pour la soutenir.

Chez vous la Puissance du petit Conseil est absolue à tous égards ; il est le Ministre & le Prince , la partie & le Juge tout à la fois : il ordonne & il exécute ; il cite , il saisit , il emprisonne , il juge , il punit lui-même : il a la force en main pour tout faire ; tous ceux qu'il emploie sont irrécherchables ; il ne rend compte de sa conduite ni de la leur à personne ; il n'a rien à craindre du Législateur , auquel il a seul droit d'ouvrir la bouche , & devant lequel il n'ira pas s'accuser. Il n'est jamais contraint de réparer ses injustices ; & tout ce que peut espérer de plus heureux l'innocent qu'il opprime , c'est d'échaper enfin sain & sauf , mais sans satisfaction ni dédommagement.

Jugez de cette différence par les faits les plus récents. On imprime à Londres un Ouvrage violemment satirique contre les Ministres , le Gouvernement , le Roi même. Les Imprimeurs sont arrêtés. La Loi n'autorise pas cet arrêt : un murmure public s'élève , il faut les relâcher. L'affaire ne finit pas-là : les Ouvriers prennent à leur tour le  
Magistrat

Magistrat à partie, & ils obtiennent d'immenses dommages & intérêts. Qu'on mette en parallèle avec cette affaire celle du sieur Bardin, Libraire à Geneve; j'en parlerai ci-après. Autre cas : il se fait un vol dans la Ville; sans indice & sur des soupçons en l'air, un Citoyen est emprisonné contre les Loix; sa maison est fouillée, on ne lui épargne aucun des affronts faits pour les malfaiteurs. Enfin son innocence est reconnue, il est relâché, il se plaint, on le laisse dire, & tout est fini.

Supposons qu'à Londres j'eusse eu le malheur de déplaire à la Cour, que sans justice & sans raison elle eût saisi le prétexte d'un de mes Livres pour le faire brûler & me décéter : j'aurois présenté requête au Parlement comme ayant été jugé contre les Loix; je l'aurois prouvé; j'aurois obtenu la satisfaction la plus authentique, & le Juge eût été puni, peut être cassé.

Transportons maintenant M. Wilkes à Geneve, disant, écrivant, imprimant, publiant contre le petit Conseil le quart de ce qu'il a dit, écrit, imprimé, publié hautement à Londres contre le Gouvernement,

## 254 LETTRES ÉCRITES

la Cour , le Prince. Je n'affirmerai pas absolument qu'on l'eût fait mourir , quoique je le pense ; mais sûrement il eût été saisi dans l'instant même , & dans peu très-grièvement puni (c).

On dira que M. Wilkes étoit membre du Corps législatif dans son Pays ; & moi , ne l'étois-je pas aussi dans le mien ? Il est vrai que l'Auteur des Lettres veut qu'on n'ait aucun égard à la qualité de Citoyen. *Les regles , dit-il , de la procédure sont & doivent être égales pour tous les hommes : elles ne dérivent pas du droit de la Cité ; elles émanent du droit de l'humanité (d).*

Heureusement pour vous le fait n'est pas vrai (e) ; & quant à la maxime , c'est sous

( c ) La Loi mettant M. Wikes à couvert de ce côté, il a fallu , pour l'inquiéter , prendre un autre tour , & c'est encore la Religion qu'on a fait intervenir dans cette affaire.

( d ) Page 54.

( e ) Le droit de recours à la grace n'appartenoit par l'édit qu'aux Citoyens & Bourgeois ; mais par leurs bons offices ce droit & d'autres furent communiqués aux Natifs & Habitans , qui , avant fait cause commune avec eux , avoient besoin des mêmes précautions pour leur sûreté ; les étrangers en sont demeurés exclus.



des mots très-honnêtes , cacher un sophisme bien cruel. L'intérêt du Magistrat , qui , dans votre Etat , le rend souvent partie contre le Citoyen , jamais contre l'Étranger , exige dans le premier cas que la Loi prenne des précautions beaucoup plus grandes pour

L'on sent aussi que le choix de quatre parens ou amis pour assister le prévenu dans un procès criminel , n'est pas fort utile à ces derniers ; il ne l'est qu'à ceux que le Magistrat peut avoir intérêt de perdre , & à qui la Loi donne leur ennemi naturel pour Juge. Il est étonnant même qu'après tant d'exemples effrayans les Citoyens & Bourgeois n'aient pas pris plus de mesures pour la sûreté de leurs personnes , & que toute la matière criminelle reste , sans Edits & sans Loix , presque abandonnée à la discrétion du Conseil. Un service pour lequel seul les Genevois & tous les hommes justes doivent benir à jamais les Médiateurs , est l'abolition de la question préparatoire. J'ai toujours sur les lèvres un cri amer quand je vois tant de beaux titres , où les Européens s'admirent & se font compliment sur leur humanité , sortir des mêmes Pays où l'on s'amuse à dilloquer & briser les membres des hommes , en attendant qu'on sache s'ils sont coupables ou non. Je définis la torture un moyen presque infailible employé par le fort pour charger le foible des crimes dont il le veut punir.

que l'accusé ne soit pas condamné injustement. Cette distinction n'est que trop bien confirmée par les faits. Il n'y a peut-être pas , depuis l'établissement de la République , un seul exemple d'un jugement injuste contre un Étranger ; & qui comptera dans vos annales combien il y en a d'injustes & même d'atroces contre des Citoyens ? Du reste , il est très-vrai que les précautions qu'il importe de prendre pour la sûreté de ceux-ci peuvent sans inconvénient s'étendre à tous les prévenus , parce qu'elles n'ont pas pour but de sauver le coupable , mais de garantir l'innocent. C'est pour cela qu'il n'est fait aucune exception dans l'article XXX du règlement , qu'on voit assez n'être utile qu'aux Genevois. Revenons à la comparaison du droit négatif dans les deux États.

Celui du Roi d'Angleterre consiste en deux choses , à pouvoir seul convoquer & dissoudre le Corps législatif , & à pouvoir rejeter les Loix qu'on lui propose ; mais il ne consista jamais à empêcher la puissance législative de connoître des infractions qu'il peut faire à la Loi.

D'ailleurs cette force négative est bien tempérée ; premièrement par la Loi triennale (f), qui l'oblige de convoquer un nouveau Parlement au bout d'un certain tems , de plus , par sa propre nécessité , qui l'oblige à le laisser presque toujours assés- blé (g) ; enfin , par le droit négatif de la Chambre des Communes , qui en a , vis-à-vis de lui-même , un non moins puissant que le sien.

Elle est tempérée encore par la pleine autorité que chacune des deux Chambres une fois assés- blées a sur elle-même ; soit pour proposer , traiter , discuter , examiner les Loix & toutes les matieres du Gouverne- ment ; soit par la partie de la puissance exécutive qu'elles exercent & conjointement & séparément , tant dans la Chambre des Com- munes , qui connoît des griefs publics & des atteintes portées aux Loix , que dans la Chambre des Pairs , Juges suprêmes dans les

(f) Devenue septennale par une faute dont les Anglois ne sont pas à se repentir.

(g) Le Parlement n'accordant les subides que pour une année , force ainsi le Roi de les lui redemander tous les ans.

## 258 LETTRES ÉCRITES

matieres criminelles , & sur-tout dans celles qui ont rapport aux crimes d'Etat.

Voilà , Monsieur , quel est le droit négatif du Roi d'Angleterre. Si vos Magistrats n'en réclament qu'un pareil , je vous conseille de ne le leur pas contester. Mais je ne vois point quel besoin , dans votre situation présente , ils peuvent jamais avoir de la puissance législative , ni ce qui peut les contraindre à la convoquer pour agir réellement , dans quelque cas que ce puisse être ; puisque de nouvelles Loix ne sont jamais nécessaires à gens qui sont au-dessus des Loix , qu'un Gouvernement qui subsiste avec ses finances , & n'a point de guerre , n'a nul besoin de nouveaux impôts , & qu'en revêtant le corps entier du pouvoir des chefs qu'on en tire , on rend le choix de ces chefs presque indifférent.

Je ne vois pas même en quoi pourroit les contenir le Législateur , qui , quand il existe , n'existe qu'un instant , & ne peut jamais décider que l'unique point sur lequel ils l'interrogent.

Il est vrai que le Roi d'Angleterre peut faire la guerre & la paix ; mais outre que

cette puissance est plus apparente que réelle , du moins quant à la guerre , j'ai déjà fait voir ci-devant & dans le Contrat Social que ce n'est pas de cela qu'il s'agit pour vous , & qu'il faut renoncer aux droits honorifiques quand on veut jouir de la liberté. J'avoue encore que ce Prince peut donner & ôter les places au gré de ses vues , & corrompre en détail le Législateur. C'est précisément ce qui met tout l'avantage du côté du Conseil , à qui de pareils moyens sont peu nécessaires & qui vous enchaîne à moindres frais. La corruption est un abus de la liberté ; mais elle est une preuve que la liberté existe , & l'on n'a pas besoin de corrompre les gens que l'on tient en son pouvoir : quant aux places , sans parler de celles dont le Conseil dispose , ou par lui-même , ou par le Deux-Cent , il fait mieux pour les plus importantes ; il les remplit de ses propres membres , ce qui lui est plus avantageux encore ; car on est toujours plus sûr de ce qu'on fait par ses mains, que de ce qu'on fait par celles d'autrui. L'histoire d'Angleterre est pleine de preuves de la résistance qu'ont fait les Officiers Royaux à leurs Princes , quand ils ont voulu trans-

greffer les Loix. Voyez si vous trouverez chez vous bien des traits d'une résistance pareille faite au Conseil par les Officiers de l'Etat, même dans les cas les plus odieux ? Quiconque à Geneve est aux gages de la République, cesse à l'instant même d'être Citoyen ; il n'est plus que l'esclave & le satellite des Vingt-cinq, prêt à fouler aux pieds la Patrie & les Loix sitôt qu'ils l'ordonnent. Enfin la Loi, qui ne laisse en Angleterre aucune puissance au Roi pour mal faire, lui en donne une très-grande pour faire le bien ; il ne paroît pas que ce soit de ce côté que le Conseil est jaloux d'étendre la sienne.

Les Rois d'Angleterre assurés de leurs avantages, sont intéressés à protéger la Constitution présente, parce qu'ils ont peu d'espérance de la changer. Vos Magistrats, au contraire, sûrs de se servir des formes de la vôtre pour en changer tout-à-fait le fond, sont intéressés à conserver ces formes comme l'instrument de leurs usurpations. Le dernier pas dangereux qu'il leur reste à faire, est celui qu'ils font aujourd'hui. Ce pas fait, ils pourront se dire encore plus intéressés que le Roi d'Angleterre à conserver la Constitution

établie , mais par un motif bien différent. Voilà toute la parité que je trouve entre l'Etat politique d'Angleterre & le vôtre. Je vous laisse à juger dans lequel est la liberté.

Après cette comparaison , l'Auteur , qui se plaît à vous présenter de grands exemples , vous offre celui de l'ancienne Rome. Il lui reproche avec dédain ses Tribuns brouillons & séditieux : il déplore amèrement , sous cette orageuse administration , le triste sort de cette malheureuse Ville qui , pourtant , n'étant rien encore à l'érection de cette Magistrature , eut sous elle cinq cents ans de gloire & de prospérités , & devint la Capitale du monde. Elle finit enfin parce qu'il faut que tout finisse ; elle finit par les usurpations de ses Grands , de ses Consuls , de ses Généraux qui l'envahirent : elle périt par l'excès de sa puissance ; mais elle ne l'avoit acquise que par la bonté de son Gouvernement. On peut dire en ce sens que ses Tribuns la détruisirent (*h*).

( *h* ) Les Tribuns ne sortoient point de la Ville ; ils n'avoient aucune autorité hors de ses murs : aussi les Consuls , pour se soustraire à leur inspection , tenoient-ils quelquefois les Comices dans la campagne. Or les fers des

Au reste je n'excuse pas les fautes du Peuple Romain , je les ai dites dans le Contrat Social : je l'ai blâmé d'avoir usurpé la puis-

Romains ne furent point forgés dans Rome , mais dans ses armées , & ce fut par leurs conquêtes qu'ils perdirent leur liberté. Cette perte ne vint donc pas des Tribuns.

Il est vrai que César se servit d'eux comme Sylla s'étoit servi du sénat ; chacun prenoit les moyens qu'il jugeoit les plus prompts ou les plus sûrs pour parvenir : mais il falloit bien que quelqu'un parvînt , & qu'importe qui de Marius ou de Sylla , de César ou de Pompée , d'Octave ou d'Antoine fût l'usurpateur ? Quelque parti qui l'emportât , l'usurpation n'en étoit pas moins inévitable ; il falloit des Chefs aux Armées éloignées , & il étoit sur qu'un de ces Chefs deviendrait le Maître de l'Etat. Le Tribunat ne faisoit pas à cela la moindre chose.

Au reste , cette même sortie que fait ici l'Auteur de ces Lettres écrites de la Campagne sur les Tribuns du Peuple , avoit été déjà faite en 1715 par M. de Chapeaurouge , Conseiller d'Etat , dans un Mémoire contre l'Office de Procureur-Général. M. Louis Le Fort , qui remplissoit alors cette charge avec éclat , lui fit voir dans une très-belle lettre , en réponse à ce Mémoire , que le crédit & l'autorité des Tribuns avoient été le salut de la République , & que sa destruction n'étoit point venue d'eux , mais des Consuls. Sûrement le Procureur-Gé-



sance exécutive qu'il devoit seulement contenir (i); j'ai montré sur quels principes le Tribunat devoit être institué, les bornes qu'on devoit lui donner, & comment tout cela se pouvoit faire. Ces regles furent mal suivies à Rome; elles auroient pu l'être mieux. Toutefois voyez ce que fit le Tribunat avec ses abus; que n'eût-il point fait, bien dirigé? Je vois peu ce que veut ici l'Auteur des Lettres: pour conclure contre lui-même, j'aurois pris le même exemple qu'il a choisi.

Mais n'allons pas chercher si loin ces illustres exemples, si fastueux par eux-mêmes, & si trompeurs par leur application. Ne laissez point forger vos chaînes par l'amour-propre. Trop petits pour vous comparer à rien, restez en vous-mêmes, & ne vous aveuglez point sur votre position. Les anciens Peuples ne sont plus un modele pour les modernes; ils n'étoient que des hommes. Le Fort ne prévoyoit gueres par qui seroit renouvelé de nos jours le sentiment qu'il résutoit si bien.

(i) Voyez le Contrat Social, Livre IV. Chap. V. Je crois qu'on trouvera dans ce chapitre, qui est fort court, quelques bonnes maximes sur cette maniere.

## 264 LETTRES ÉCRITES

leur sont trop étrangers à tous égards. Vous sur-tout , Genevois , gardez votre place , & n'allez point aux objets élevés qu'on vous présente pour vous cacher l'abyme qu'on creuse au - devant de vous. Vous n'êtes ni Romains , ni Spartiates , vous n'êtes pas même Athéniens. Laissez - là ces grands noms qui ne vous vont point. Vous êtes des Marchands , des Artisans , des Bourgeois , toujours occupés de leurs intérêts privés , de leur travail , de leur trafic , de leur gain ; des gens pour qui la liberté même n'est qu'un moyen d'acquiescer sans obstacle & de posséder en sûreté.

Cette situation demande pour vous des maximes particulières. N'étant pas oisifs comme étoient les anciens Peuples , vous ne pouvez comme eux vous occuper sans cesse du Gouvernement : mais par cela même que vous pouvez moins y veiller de suite , il doit être institué de manière qu'il vous soit plus aisé d'en voir les manœuvres & de pourvoir aux abus. Tout soin public que votre intérêt exige , doit vous être rendu d'autant plus facile à remplir , que c'est un soin qui vous coûte & que vous ne prenez pas volontiers. Car vouloir vous en décharger tout-à-fait , c'est

c'est vouloir cesser d'être libres. Il faut opter , dit le Philosophe bienfaisant , & ceux qui ne peuvent supporter le travail , n'ont qu'à chercher le repos dans la servitude.

Un Peuple inquiet , déseuvré , remuant , & , faute d'affaires particulieres , toujours prêt à se mêler de celles de l'Etat , a besoin d'être contenu , je le fais ; mais encore un coup , la Bourgeoisie de Geneve est - elle ce Peuple - là ? Rien n'y ressemble moins ; elle en est l'antipode. Vos Citoyens , tout absorbés dans leurs occupations domestiques & toujours froids sur le reste , ne songent à l'intérêt public que quand le leur propre est attaqué. Trop peu soigneux d'éclairer la conduite de leurs Chefs, ils ne voient les fers qu'on leur prépare que quand ils en sentent le poids. Toujours distraits, toujours trompez, toujours fixés sur d'autres objets, ils se laissent donner le change sur le plus important de tous , & vont toujours cherchant le remede , faute d'avoir su prévenir le mal. A force de compasser leurs démarches , ils ne les font jamais qu'après coup. Leurs lenteurs les auroient déjà perdus cent fois , si l'impatience du Magistrat ne les eût sauvés , & si , pressé d'exercer ce pouvoir

## 266 LETTRES ÉCRITES

suprême auquel il aspire , il ne les eût lui-même avertis du danger.

Suivez l'histoire de votre Gouvernement , vous verrez toujours le Conseil , ardent dans ses entreprises , les manquer le plus souvent par trop d'empressement à les accomplir , & vous verrez toujours la Bourgeoisie revenir enfin sur ce qu'elle a laissé faire sans y mettre opposition.

En 1370 , l'Etat étoit obéré de dettes & affligé de plusieurs fléaux. Comme il étoit mal aisé dans la circonstance d'assembler souvent le Conseil général , on y propose d'autoriser les Conseils de pourvoir aux besoins présents : la proposition passe. Ils partent de-là pour s'arroger le droit perpétuel d'établir des impôts , & pendant plus d'un siècle on les laisse faire sans la moindre opposition.

En 1714, on fait, par des vues secrètes (k) , l'entreprise immense & ridicule des fortifications , sans daigner consulter le Conseil général , & contre la teneur des Edits. En conséquence de ce beau projet , on établit pour dix ans des impôts sur lesquels on ne le

(k) Il en a été parlé ci-devant.

consulte pas davantage. Il s'éleve quelques plaintes, on les dédaigne, & tout se tait.

En 1725, le terme des impôts expire, il s'agit de les prolonger. C'étoit pour la Bourgeoisie le moment tardif, mais nécessaire, de revendiquer son droit négligé si long-tems. Mais la peste de Marseille & la Banque royale ayant dérangé le commerce, chacun, occupé des dangers de sa fortune, oublie ceux de sa liberté. Le Conseil, qui n'oublie pas ses vues, renouvelle en Deux - Cent les impôts, sans qu'il soit question du Conseil général.

A l'expiration du second terme les Citoyens se réveillent, & après cent soixante ans d'indolence ils réclament enfin tout de bon leur droit. Alors, au lieu de céder ou temporiser, on trame une conspiration (1). Le complot

(1) Il s'agissoit de former, par une enceinte barricadée, une espèce de Citadelle autour de l'élévation sur laquelle est l'Hôtel de-ville, pour asservir de-là tout le Peuple. Les bois déjà préparés pour cette enceinte, un plan de disposition pour la garnir, les ordres donnés en conséquence aux Capitaines de la garnison, des transports de munitions & d'armes de l'Arsenal à l'Hôtel-de-Ville, le ramponnement de vingt-deux pièces de canon dans un boulevard éloigné, le transmachement clandestin de plusieurs autres, en un

se découvrir ; les Bourgeois sont forcés de prendre les armes , & par cette violente entreprise le Conseil perd en un moment un siècle d'usurpation.

A peine tout semble pacifié que , ne pouvant endurer cette espèce de défaite , on forme un nouveau complot. Il faut derechef recourir aux armes ; les Puissances voisines interviennent , & les droits mutuels sont enfin réglés.

En 1650 , les Conseils inférieurs introduisent dans leurs Corps une manière de recueillir les suffrages , meilleure que celle qui est établie , mais qui n'est pas conforme aux

mot tous les apprêts de la plus violente entreprise faits sans l'aveu des Conseils par le Syndic de la garde & d'autres Magistrats , ne purent suffire , quand tout cela fut découvert , pour obtenir qu'on fit le procès aux coupables , ni même qu'on improuvât nettement leur projet. Cependant la Bourgeoisie , alors maîtresse de la Place , les laissa paisiblement sortir sans troubler leur retraite , sans leur faire la moindre insulte , sans entrer dans leurs maisons , sans inquiéter leurs familles , sans toucher à rien qui leur appartint. En tout autre pays le Peuple eût commencé par massacrer ces Conspirateurs , & mettre leurs maisons au pillage.

Edits. On continue en Conseil général de suivre l'ancienne où se glissent bien des abus, & cela dure cinquante ans & davantage, avant que les Citoyens songent à se plaindre de la contravention ou à demander l'introduction d'un pareil usage dans le Conseil dont ils sont membres. Ils la demandent enfin ; & ce qu'il y a d'incroyable, est qu'on leur oppose tranquillement ce même Edit qu'on viole depuis un demi - siècle.

En 1707, un Citoyen est jugé clandestinement contre les Loix, condamné, arquebûsé dans la prison, un autre est pendu sur la déposition d'un seul faux - témoin connu pour tel, un autre est trouvé mort. Tout cela passe, & il n'en est plus parlé qu'en 1734, que quelqu'un s'avise de demander au Magistrat des nouvelles du Citoyen arquebûsé trente ans auparavant.

En 1736, on érige des Tribunaux criminels sans Syndics. Au milieu des troubles qui régnoient alors, les Citoyens, occupés de tant d'autres affaires, ne peuvent songer à tout. En 1758, on répète la même manœuvre; celui qu'elle regarde veut se plaindre; on le fait taire, & tout se tait. En 1762, on

## 270 LETTRES ÉCRITES

la renouvelle encore ( *m* ) : les Citoyens se plaignent enfin l'année suivante. Le Conseil répond : vous venez trop tard ; l'usage est établi.

( *m* ) Et à quelle occasion ! Voilà une inquisition d'Etat à faire frémir. Est-il convenable que dans un Pays libre on punisse criminellement un Citoyen pour avoir , dans une lettre à un autre Citoyen non - imprimée , raisonné en termes décens & mesurés sur la conduite du Magistrat envers un troisième Citoyen ? Trouvez-vous des exemples de violence pareilles dans les Gouvernemens les plus absolus ? A la retraite de M. de Silhouette , je lui écrivis une Lettre qui courut Paris. Cette Lettre étoit d'une hardiesse que je ne trouve pas moi-même exempt de blâme ; c'est peut-être la seule chose répréhensible que j'aie écrite en ma vie. Cependant , m'a-t-on dit le moindre mot à ce sujet ? On n'y a pas même songé. En France on punit les libelles : on fait très-bien : mais on laisse aux particuliers une liberté honnête de raisonner entre eux sur les affaires publiques , & il est inoui qu'on ait cherché querelle à quelqu'un pour avoir , dans des lettres restées manuscrites , dit son avis , sans satire & sans invective , sur ce qui se fait dans les Tribunaux. Après avoir tant aimé le Gouvernement républicain , faudra-t-il changer de sentiment dans ma vieillesse , & trouver enfin qu'il y a plus de véritable liberté dans les Monarchies que dans nos Républiques ?



En Juin 1762 , un Citoyen , que le Conseil avoit pris en haine , est flétri dans ses Livres , & personnellement décrété contre l'Edit le plus formel. Ses parens étonnés demandent , par requête , communication du décret ; elle leur est refusée , & tout se tait. Au bout d'un an d'attente , le Citoyen flétri , voyant que nul ne proteste , renonce à son droit de Cité. La Bourgeoisie ouvre enfin les yeux , & réclame contre la violation de la Loi : il n'étoit plus tems.

Un fait plus mémorable par son espece , quoiqu'il ne s'agisse que d'une bagatelle , est celui du Sieur Bardin. Un Libraire commet à son Correspondant des exemplaires d'un Livre nouveau ; avant que les exemplaires arrivent , le Livre est défendu. Le Libraire va déclarer au Magistrat sa commission & demander ce qu'il doit faire. On lui ordonne d'avertir quand les exemplaires arriveront ; ils arrivent , il les déclare ; on les saisit ; il attend qu'on les lui rende ou qu'on les lui paie ; on ne fait ni l'un ni l'autre : il les redemande , on les garde. Il présente requête pour qu'ils soient renvoyés , rendus , ou payés : On refuse tout : Il perd ses Livres ; &

## 272 LETTRES ÉCRITES

ce sont des hommes publics , chargés de punir le vol , qui les ont gardés.

Qu'on pese bien toutes les circonstances de ce fait , & je doute qu'on trouve aucun autre exemple semblable dans aucun Parlement , dans aucun Sénat , dans aucun Conseil , dans aucun Divan , dans quelque Tribunal que ce puisse être. Si l'on vouloit attaquer le droit de propriété sans raison , sans prétexte , & jusques dans sa racine , il seroit impossible de s'y prendre plus ouvertement. Cependant l'affaire passe , tout le monde se tait , & , sans des griefs plus graves , il n'eût jamais été question de celui-là. Combien d'autres sont restés dans l'obscurité , faute d'occasions pour les mettre en évidence ?

Si l'exemple précédent est peu important en lui-même , en voici d'un genre bien différent. Encore un peu d'attention, Monsieur, pour cette affaire , & je supprime toutes celles que je pourrois ajouter.

Le 20 Novembre 1763 , au Conseil-Général assemblé pour l'élection du Lieutenant & du Trésorier , les Citoyens remarquent une différence entre l'Edit imprimé qu'ils ont & l'Edit manuscrit dont un Secrétaire d'Etat

fait lecture , en ce que l'élection du Trésorier doit par le premier se faire avec celle des Syndics , & par le second avec celle du Lieutenant. Ils remarquent de plus , que l'élection du Trésorier , qui , selon l'Edit doit se faire tous les trois ans , ne se fait que tous les six ans selon l'usage , & qu'au bout des trois ans , on se contente de proposer la confirmation de celui qui est en place.

Ces différences du texte de la Loi entre le manuscrit du Conseil & l'Edit imprimé , qu'on n'avoit point encore observées , en font remarquer d'autres qui donnent de l'inquiétude sur le reste. Malgré l'expérience qui apprend aux Citoyens l'inutilité de leurs Représentations les mieux fondées , ils en font à ce sujet de nouvelles , demandant que le texte original des Edits soit déposé en Chancellerie ou dans tel autre lieu public au choix du Conseil , ou l'on puisse comparer ce texte avec l'imprimé.

Or vous vous appellerez , Monsieur , que par l'article XLII de l'Edit de 1738 , il est dit qu'on fera imprimer *au plutôt* un Code général des Loix de l'Etat , qui contiendra tous les Edits & Réglemens. Il n'a pas encore été

question de ce Code au bout de vingt six ans , & les Citoyens ont gardé le silence (n).

Vous vous rappellerez encore , que dans un Mémoire imprimé en 1745 , un membre proscrit des Deux - Cents jetta de violens soupçons sur la fidélité des Edits imprimés en 1713 , & réimprimés en 1735 , deux époques également suspectes. Il dit avoir collationné sur des Edits manuscrits ces imprimés , dans lesquels il affirme avoir trouvé quantité d'erreurs dont il rapporte les propres termes d'un Edit de 1556 , omis tout entier dans l'imprimé. A des imputations si graves le Conseil n'a rien répondu , & les Citoyens ont gardé le silence.

( n ) De quelle excuse , de quel prétexte peut-on couvrir l'inobservation d'un article aussi exprès & aussi important ? Cela ne se conçoit pas. Quand par hasard on en a parlé à quelques Magistrats en conversation , ils répondent froidement : *Chaque Edit particulier est imprimé , rassemblez-les.* Comme si l'on étoit sûr que tout fût imprimé , & comme si le recueil de ces chartes formoit un corps complet , un code général , revêtu de l'authenticité requise & tel que l'annonce l'article XIII ! Est-ce ainsi que ces Messieurs remplissent un engagement aussi formel ? Quelles conséquences sinistres ne pourroit-on pas tirer de pareilles omissions ?

Accordons , si l'on veut , que la dignité du Conseil ne lui permettoit pas de répondre alors aux imputations d'un proscrit. Cette même dignité , l'honneur compromis , la fidélité suspectée exigeoient maintenant une vérification que tant d'indices rendoient nécessaire , & que ceux qui la demandoient avoient droit d'obtenir.

Point du tout. Le petit Conseil justifie le changement fait à l'Edit , par un ancien usage auquel le Conseil général ne s'étant pas opposé dans son origine n'a plus droit de s'opposer aujourd'hui.

Il donne pour raison de la différence qui est entre le Manuscrit du Conseil & l'imprimé , que ce manuscrit est un recueil des Edits avec les changemens pratiqués , & consentis par le silence du Conseil général ; au lieu que l'imprimé n'est que le recueil des mêmes Edits , tels qu'ils ont passé en Conseil général.

Il justifie la confirmation du Trésorier contre l'Edit qui veut que l'on en élise un autre , encore par un ancien usage. Les Citoyens n'appërçoivent pas une contravention aux Edits qu'il n'autorise par des contraven-

## 276 LETTRES ÉCRITES

tions antérieures : ils ne font pas une plainte qu'il ne rebute , en leur reprochant de ne s'être pas plaints plutôt.

Et quant à la communication du texte original des Loix , elle est nettement refusée ( o ) ; soit *comme étant contraire aux regles* ; soit parce que les Citoyens & Bourgeois ne *doivent connoître d'autre texte des Loix que le texte imprimé* , quoique le petit

( o ) Ces refus si durs & si sûrs à toutes les Représentations les plus raisonnables & les plus justes paroissent peu naturels. Est-il concevable que le Conseil de Geneve , composé dans sa majeure partie d'hommes éclairés & judicieux , n'ait pas senti le scandale odieux , & même effrayant , de refuser à des hommes libres , à des membres du Législateur , la communication du texte authentique des Loix , & de fomenter ainsi comme à plaisir , des soupçons produits par l'air de mystère & de ténèbres dont il s'environne sans cesse à leurs yeux ? Pour moi , je penche à croire que ces refus lui coûtent , mais qu'il s'est prescrit pour regle de faire tomber l'usage des Représentations , par des réponses constamment négatives. En effet , est-il à présumer que les hommes les plus patiens ne se rebutent pas de demander pour ne rien obtenir ? Ajoutez la proposition déjà faite en Deux - Cent d'informer contre les Auteurs des dernières Représentations,

Conseil

Conseil en suive un autre & le fasse suivre en Conseil général (p).

Il est donc contre les regles que celui qui a passé un acte ait communication de l'original de cet acte , lorsque les variantes dans les copies les lui font soupçonner de falsification ou d'incorrection , & il est dans la regle qu'on ait deux différens textes des mêmes Loix , l'un pour les particuliers , & l'autre pour le Gouvernement ! Oubliez-vous jamais rien de semblable ? Et toutefois sur toutes ces découvertes tardives, sur tous ces refus révoltans , les Citoyens , éconduits dans leurs demandes les plus légitimes , se taisent , attendent & demeurent en repos.

Voilà , Monsieur , des faits notoires dans votre Ville , & tous plus connus de vous que de moi ; j'en pourrois ajouter cent autres ,

pour avoir usé d'un droit que la Loi leur donne. Qui voudra désormais s'exposer à des poursuites, pour des démarches qu'on fait d'avance être sans succès ? Si c'est là le plan que s'est fait le petit conseil , il faut avouer qu'il le suit très-bien.

( p ) Extrait des Registres du Conseil du 7 Décembre 1763 , en réponse aux Représentations verbales faites le 21 Novembre par six Citoyens ou Bourgeois.

## 278 LETTRES ÉCRITES

sans compter ceux qui me sont échappés. Ceux-ci suffiront pour juger si la Bourgeoisie de Geneve est ou fut jamais , je ne dis pas remuante & séditieuse , mais vigilante , attentive , facile à s'émouvoir pour défendre ses droits les mieux établis & le plus ouvertement attaqués.

On nous dit qu'une Nation vive , ingénieuse , & très-occupée de ses droits politiques , auroit un extrême besoin de donner à son Gouvernement une force négative ( *q* ). En expliquant cette force négative on peut convenir du principe ; mais est-ce à vous qu'on en veut faire l'application ? A-t-on donc oublié qu'on vous donne ailleurs plus de sang-froid qu'aux autres Peuples ( *r* ) ? Et comment peut on dire que celui de Geneve s'occupe beaucoup de ses droits politiques , quand on voit qu'il ne s'en occupe jamais que tard , avec répugnance , & seulement quand le péril le plus pressant l'y contraint ? De sorte qu'en n'attaquant pas si brusquement les droits de la Bourgeoisie , il ne tient qu'au Conseil qu'elle ne s'en occupe jamais.

( *q* ) Page 170.

( *r* ) Page 154.



Mettons un moment en parallèle les deux partis , pour juger duquel l'activité est le plus à craindre , & où doit être placé le droit négatif pour modérer cette activité.

D'un côté je vois un Peuple très-peu nombreux , paisible & froid , composé d'hommes laborieux , amateurs du gain , soumis pour leur propre intérêt aux Loix & à leurs Ministres , tout occupés de leur négoce ou de leurs métiers ; tous , égaux par leurs droits & peu distingués par la fortune , n'ont entre eux ni chefs ni cliens ; tous , tenus par leur commerce , par leur état , par leurs biens , dans une grande dépendance du Magistrat , ont à le ménager ; tous craignent de lui déplaire ; s'ils veulent se mêler des affaires publiques , c'est toujours au préjudice des leurs. Distracts d'un côté par des objets plus intéressans pour leurs familles ; de l'autre , arrêtés par des considérations de prudence , par l'expérience de tous les tems , qui leur apprend combien dans un aussi petit Etat que le vôtre , où tout particulier est incessamment sous les yeux du Conseil , il est dangereux de l'offenser , ils sont portés par les raisons les plus fortes à tout sacrifier à la

## 280 LETTRES ÉCRITES

paix : car c'est par elle seule qu'ils peuvent prospérer ; & dans cet état de choses , chacun , trompé par son intérêt privé , aime encore mieux être protégé que libre , & fait sa cour pour faire son bien.

De l'autre côté je vois dans une petite Ville , dont les affaires sont au fond très-peu de chose , un Corps de Magistrats indépendant & perpétuel , presque oisif par état , faire sa principale occupation d'un intérêt très-grand & très-naturel pour ceux qui commandent , c'est d'accroître incessamment son empire ; car l'ambition comme l'avarice se nourrit de ses avantages , & plus on étend sa puissance , plus on est dévoré du désir de tout pouvoir. Sans cesse attentif à marquer des distances trop peu sensibles dans ses égaux de naissance , il ne voit en eux que ses inférieurs , & brûle d'y voir ses sujets. Armé de toute la force publique , dépositaire de toute l'autorité , interprète & dispensateur des Loix qui le gênent , il s'en fait une arme offensive & défensive , qui le rend redoutable , respectable , sacré pour tous ceux qu'il veut outrager. C'est au nom même de la Loi qu'il peut la transgresser impunément.

Il peut attaquer la constitution en feignant de la défendre ; il peut punir comme un rebelle quiconque ose la défendre en effet. Toutes les entreprises de ce Corps lui deviennent faciles ; il ne laisse à personne le droit de les arrêter ni d'en connoître ; il peut agir , différer , suspendre ; il peut séduire , effrayer , punir ceux qui lui résistent ; & s'il daigne employer pour cela des prétextes , c'est plus par bienfaisance que par nécessité. Il a donc la volonté d'étendre sa puissance , & le moyen de parvenir à tout ce qu'il veut. Tel est l'état relatif du petit Conseil & de la Bourgeoisie de Geneve. Lequel de ces deux Corps doit avoir le pouvoir négatif pour arrêter les entreprises de l'autre ? L'Auteur des Lettres assure que c'est le premier.

Dans la plupart des Etats les troubles internes viennent d'une populace abrutie & stupide , échauffée d'abord par d'insupportables vexations , puis ameutée en secret par des brouillons adroits , revêtus de quelque autorité qu'ils veulent étendre. Mais est-il rien de plus faux qu'une pareille idée appliquée à la Bourgeoisie de Geneve , à sa partie au moins qui fait face à la puissance pour le

maintien des Loix : Dans tous les tems cette partie a toujours été l'ordre moyen entre les riches & les pauvres , entre les chefs de l'Etat & la populace. Cet ordre composé d'hommes à-peu-près égaux en fortune , en état , en lumieres , n'est ni assez élevé pour avoir des prétentions , ni assez bas pour n'avoir rien à perdre. Leur grand intérêt , leur intérêt commun est que les Loix soient observées , les Magistrats respectés , que la constitution se soutienne , & que l'Etat soit tranquille. Personne dans cet ordre ne jouit à nul égard d'une telle supériorité sur les autres , qu'il puisse les mettre en jeu pour son intérêt particulier. C'est la plus saine partie de la République , la seule qu'on soit assuré ne pouvoir , dans sa conduite , se proposer d'autre objet que le bien de tous. Aussi voit-on toujours dans leurs démarches communes une décence , une modestie , une fermeté respectueuse , une certaine gravité d'hommes qui se sentent dans leur droit & qui se tiennent dans leur devoir. Voyez , au contraire , de quoi l'autre parti s'étaie ; de gens qui nagent dans l'opulence , & du Peuple le plus abject. Est-ce dans ces deux extrêmes , l'un fait pour acheter , l'autre

## DE LA MONTAGNE. 283

pour se vendre , qu'on doit chercher l'amour de la justice & des Loix ? C'est par eux toujours que l'Etat dégénere. Le riche tient la Loi dans sa bourse , & le pauvre aime mieux du pain que la liberté. Il suffit de comparer ces deux partis , pour juger lequel doit porter aux Loix la premiere atteinte ; & cherchez en effet dans votre histoire si tous les complots ne sont pas toujours venus du côté de la Magistrature , & si jamais les Citoyens ont eu recours à la force que lorsqu'il l'a fallu pour s'en garantir ?

On raille , sans doute , quand , sur les conséquences du droit que réclament vos Concitoyens , on vous représente l'Etat en proie à la brigue , à la séduction , au premier venu. Ce droit négatif que veut avoir le Conseil fut inconnu jusqu'ici ; quels maux en est-il arrivé ? Il en fût arrivé d'affreux , s'il eût voulu s'y tenir quand la Bourgeoisie a fait valoir le sien. Rétorquez l'argument qu'on tire de deux cents ans de prospérité ; que peut-on répondre ? Ce Gouvernement , direz-vous , établi par le tems , soutenu par tant de titres , autorisé par un si long usage , consacré par ses succès , & où le droit négat-

tif des Confeils fut toujours ignoré , ne vaut-il pas bien cet autre Gouvernement arbitraire , dont nous ne connoissons encore ni les propriétés , ni ses rapports avec notre bonheur , & où la raison ne peut nous montrer que le comble de notre misère ?

Supposer tous les abus dans le parti qu'on attaque , & n'en supposer aucun dans le sien , est un sophisme bien grossier & bien ordinaire , dont tout homme sensé doit se garantir. Il faut supposer des abus de part & d'autre , parce qu'il s'en glisse par-tout ; mais ce n'est pas à dire qu'il y ait égalité dans leurs conséquences. Tout abus est un mal , souvent inévitable , pour lequel on ne doit pas proscrire ce qui est bon en soi. Mais comparez , & vous trouverez d'un côté des maux sûrs , des maux terribles , sans borne & sans fin ; de l'autre , l'abus même difficile , qui , s'il est grand , sera passager , & tel que quand il a lieu , il porte toujours avec lui son remède. Car , encore une fois , il n'y a de liberté possible que dans l'observation des Loix ou de la volonté générale , & il n'est pas plus dans la volonté générale de nuire à tous , que dans la volonté particulière de nuire à soi-

même. Mais supposons cet abus de la liberté aussi naturel que l'abus de la puissance. Il y aura toujours cette différence entre l'un & l'autre, que l'abus de la liberté tourne au préjudice du Peuple qui en abuse, & le punissant de son propre tort, le force à en chercher le remède; ainsi, de ce côté le mal n'est jamais qu'une crise, il ne peut faire un état permanent. Au lieu que l'abus de la puissance ne tournant point au préjudice du puissant, mais du foible, est, par sa nature, sans mesure, sans frein, sans limites. Il ne finit que par la destruction de celui qui seul en ressent le mal. Disons donc qu'il faut que le Gouvernement appartienne au petit nombre, l'inspection sur le Gouvernement à la généralité, & que si de part ou d'autre l'abus est inévitable, il vaut encore mieux qu'un Peuple soit malheureux par sa faute, qu'opprimé sous la main d'autrui.

Le premier & le plus grand intérêt public est toujours la justice. Tous veulent que les conditions soient égales pour tous, & la justice n'est que cette égalité. Le Citoyen ne veut que les Loix & que l'observation des Loix. Chaque particulier dans le peuple fait

## 286 LETTRES ÉCRITES

bien que s'il y a des exceptions , elles ne seront pas en sa faveur. Ainsi tous craignent les exceptions , & qui craint les exceptions aime la Loi. Chez les Chefs , c'est toute autre chose : leur état même est un état de préférence , & ils cherchent des préférences par-tout (s). S'ils veulent des Loix , ce n'est pas pour leur obéir , c'est pour en être les arbitres. Ils veulent des Loix pour se mettre à leur place & pour se faire craindre en leur nom. Tout les favorise dans ce projet. Ils se servent des droits qu'ils ont , pour usurper sans risque ceux qu'ils n'ont pas. Comme ils parlent toujours au nom de la Loi , même en la violant , quiconque ose la

(s) La justice dans le Peuple est une vertu d'état ; la violence & la tyrannie est de même dans les Chefs un vice d'état. Si nous étions à leurs places , nous autres particuliers , nous deviendrions comme eux violens usurpateurs iniques. Quand des Magistrats viennent donc nous prêcher leur intégrité , leur modération , leur justice , ils nous trompent , s'ils veulent obtenir ainsi la confiance que nous ne leur devons pas : non qu'ils ne puissent avoir personnellement ces vertus dont ils se vantent ; mais alors ils font une exception , & ce n'est pas aux exceptions que la Loi doit avoir égard.



défendre contre eux , est un féditieux , un rebelle : il doit périr ; & pour eux , toujours sûrs de l'impunité dans leurs entreprises , le pis qui leur arrive est de ne pas réussir. S'ils ont besoin d'appuis , par-tout ils en trouvent. C'est une ligue naturelle que celle des forts , & ce qui fait la foiblesse des foibles , est de ne pouvoir se liguier ainsi. Tel est le destin du Peuple , d'avoir toujours au-dedans & au-dehors ses parties pour juges. Heureux ! quand il en peut trouver d'assez équitables pour le protéger contre leurs propres maximes , contre ce sentiment si gravé dans le cœur humain , d'aimer & favoriser les intérêts semblables aux nôtres. Vous avez eu cet avantage une fois , & ce fut contre toute attente. Quand la Médiation fut acceptée , on vous crut écrasés : mais vous eûtes des défenseurs éclairés & fermes , des Médiateurs intègres & généreux ; la justice & la vérité triomphèrent. Puissiez - vous être heureux deux fois ! vous aurez joui d'un bonheur bien rare , & dont vos oppresseurs ne paroissent gueres alarmés.

Après vous avoir étalé tous les maux imaginaires d'un droit aussi ancien que votre

## 288 LETTRES ÉCRITES

Constitution , & qui jamais n'a produit aucun mal , on pallie , on nie ceux du droit nouveau qu'on usurpe , & qui se font sentir dès aujourd'hui. Forcé d'avouer que le Gouvernement peut abuser du droit négatif jusqu'à la plus intolérable tyrannie , on affirme que ce qui arrive n'arrivera pas , & l'on change en possibilité sans vraisemblance ce qui se passe aujourd'hui sous vos yeux. Personne , ose-t-on dire , ne dira que le Gouvernement ne soit équitable & doux ; & remarquez que cela se dit en réponse à des Représentations où l'on se plaint des injustices & des violences du Gouvernement. C'est-là vraiment ce qu'on peut appeller du beau style : c'est l'éloquence de Périclès , qui renversé par Thucydide à la lutte , prouvoit aux spectateurs que c'étoit lui qui l'avoit terrassé.

Ainsi donc , en s'emparant du bien d'autrui sans prétexte , en emprisonnant sans raison les innocens , en flétrissant un Citoyen sans Pouir , en en jugeant illégalement un autre , en protégeant les Livres obscènes , en brûlant ceux qui respirent la vertu , en persécutant leurs auteurs , en cachant le vrai texte des

Loix ,

Loix , en refusant les satisfactions les plus justes , en exerçant le plus dur despotisme , en détruisant la liberté qu'ils devroient défendre , en opprimant la Patrie dont ils devroient être les peres , ces Messieurs se font compliment à eux - mêmes sur la grande équité de leurs jugemens ; ils s'exaltaient sur la douceur de leur administration ; ils affirment avec confiance que tout le monde est de leur avis sur ce point. Je doute fort , toutefois , que cet avis soit le vôtre , & je suis sûr au moins qu'il n'est pas celui des Représentans.

Que l'intérêt particulier ne me rende point injuste. C'est de tous nos penchans celui contre lequel je me tiens le plus en garde , & auquel j'espère avoir le mieux résisté. Votre Magistrat est équitable dans les choses indifférentes , je le crois porté même à l'être toujours ; ses places sont peu lucratives ; il rend la justice & ne la vend point ; il est personnellement intègre , déintéressé , & je fais que dans ce Conseil si despotique , il regne encore de la droiture & des vertus. En vous montrant les conséquences du droit négatif , je vous ai moins dit ce qu'ils feront , devenus Souve-

rains , que ce qu'ils continueront à faire pour l'être. Une fois reconnus tels , leur intérêt sera d'être toujours justes , & il l'est dès aujourd'hui d'être justes le plus souvent : mais malheur à quiconque osera recourir aux Loix encore , & réclamer la liberté ! C'est contre ces infortunés que tout devient permis , légitime. L'équité , la vertu , l'intérêt même ne tiennent point devant l'amour de la domination ; & celui qui sera juste , étant le maître , n'épargne aucune injustice pour le devenir.

Le vrai chemin de la tyrannie n'est point d'attaquer directement le bien public ; ce feroit réveiller tout le monde pour le défendre : mais c'est d'attaquer successivement tous ses défenseurs , & d'effrayer quiconque oseroit encore aspirer à l'être. Persuadez à tous que l'intérêt public n'est celui de personne , & par cela seul la servitude est établie ; car quand chacun sera sous le joug , où sera la liberté commune ? Si quiconque ose parler est écrasé dans l'instant même , où seront ceux qui voudront l'imiter ? & quel sera l'organe de la généralité , quand chaque individu gardera le silence ? Le Gouvernement

févira donc contre les zélés , & fera juste avec les autres , jusqu'à ce qu'il puisse être injuste impunément. Alors sa justice ne sera plus qu'une économie pour ne pas dissiper sans raison son propre bien.

Il y a donc un sens dans lequel le Conseil est juste , & doit l'être par intérêt : mais il y en a un dans lequel il est du système qu'il s'est fait d'être souverainement injuste , & mille exemples ont dû vous apprendre combien la protection des Loix est insuffisante contre la haine du Magistrat. Que sera-ce , lorsque devenu seul maître absolu par son droit négatif, il ne sera plus gêné par rien dans sa conduite , & ne trouvera plus d'obstacle à ses passions ? Dans un si petit Etat où nul ne peut se cacher dans la foule , qui ne vivra pas alors dans d'éternelles frayeurs , & ne sentira pas à chaque instant de sa vie le malheur d'avoir ses égaux pour maîtres ? Dans les grands Etats les particuliers sont trop loin du Prince & des Chefs pour en être vus , leur petitesse les sauve ; & pourvu que le Peuple paie , on le laisse en paix. Mais vous ne pourrez faire un pas sans sentir le poids de vos fers. Les parens , les amis , les protégés ,

les espions de vos maîtres feront plus vos maîtres qu'eux ; vous n'oserez ni défendre vos droits , ni réclamer votre bien , crainte de vous faire des ennemis ; les recoins les plus obscurs ne pourront vous dérober à la tyrannie , il faudra nécessairement en être satellite ou victime. Vous sentirez à la fois l'esclavage politique & le civil , à peine oserez-vous respirer en liberté. Voilà , Monsieur , où doit naturellement vous mener l'usage du droit négatif tel que le Conseil se l'arroge. Je crois qu'il n'en voudra pas faire un usage aussi funeste , mais il le pourra certainement ; & la seule certitude qu'il peut impunément être injuste , vous fera sentir les mêmes maux que s'il l'étoit en effet.

Je vous ai montré , Monsieur , l'état de votre Constitution tel qu'il se présente à mes yeux. Il résulte de cet exposé que cette Constitution , prise dans son ensemble , est bonne & saine , & qu'en donnant à la liberté ses véritables bornes , elle lui donne en même tems toute la solidité qu'elle doit avoir. Car le Gouvernement ayant un droit négatif contre les innovations du Législateur , & le Peuple un droit négatif contre les usurpations du

Conseil , les Loix seules regnent & regnent sur tous ; le premier de l'Etat ne leur est pas moins soumis que le dernier , aucun ne peut les enfreindre , nul intérêt particulier ne peut les changer , & la Constitution demeure inébranlable.

Mais si au contraire les Ministres des Loix en deviennent les seuls arbitres , & qu'ils puissent les faire parler ou taire à leur gré ; si le droit de Représentation , seul garant des Loix & de la liberté , n'est qu'un droit illusoire & vain , qui n'ait en aucun cas aucun effet nécessaire , je ne vois point de servitude pareille à la vôtre , & l'image de la liberté n'est plus chez vous qu'un leurre méprisant & puérile , qu'il est même indécent d'offrir à des hommes sensés. Que sert alors d'assembler le Législateur , puisque la volonté du Conseil est l'unique Loi ? Que sert d'élire solennellement des Magistrats qui d'avance étoient déjà vos Juges , & qui ne tiennent de cette élection qu'un pouvoir qu'ils exerçoient auparavant ? Soumettez-vous de bonne grace , & renoncez à ces jeux d'enfans , qui , devenus frivoles , ne sont pour vous qu'un avilissement de plus.

Cet état étant le pire où l'on puisse tomber, n'a qu'un avantage, c'est qu'il ne sauroit changer qu'en mieux. C'est l'unique ressource des maux extrêmes ; mais cette ressource est toujours grande, quand des hommes de sens & de cœur la sentent & savent s'en prévaloir. Que la certitude de ne pouvoir tomber plus bas que vous n'êtes, doit vous rendre fermes dans vos démarches ! mais soyez sûrs que vous ne sortirez point de l'abyme, tant que vous serez divisés, tant que les uns voudront agir & les autres rester tranquilles.

Me voici, Monsieur, à la conclusion de ces Lettres. Après vous avoir montré l'état où vous êtes, je n'entreprendrai point de vous tracer la route que vous devez suivre pour en sortir. S'il en est une, étant sur les lieux mêmes, vous & vos Concitoyens la devez voir mieux que moi ; quand on fait où l'on est & où l'on doit aller, on peut se diriger sans peine.

L'Auteur des Lettres dit que, *si on remarquoit dans un Gouvernement une pente à la violence, il ne faudroit pas attendre à la redresser, que la tyrannie s'y fût fortifiée* (1).



Il dit encore , en supposant un cas qu'il traite , à la vérité , de chimere , qu'il resteroit un remede triste , mais légal , & qui , dans ce cas extrême , pourroit être employé comme on emploie la main d'un Chirurgien , quand la gangrene se déclare ( v ). Si vous êtes ou non dans ce cas supposé chimérique , c'est ce que je viens d'examiner. Mon conseil n'est donc plus ici nécessaire ; l'Auteur des Lettres vous l'a donné pour moi. Tous les moyens de réclamer contre l'injustice sont permis quand ils sont paisibles , à plus forte raison sont permis ceux qu'autorisent les loix.

Quand elles sont transgressées dans des cas particuliers , vous avez le droit de représentation pour y pourvoir. Mais quand ce droit même est contesté , c'est le cas de la garantie. Je ne l'ai point mise au nombre des moyens qui peuvent rendre efficace une Représentation ; les Médiateurs eux - mêmes n'ont point entendu l'y mettre , puisqu'ils ont déclaré ne vouloir porter nulle atteinte à l'indépendance de l'État , & qu'alors , cependant , ils auroient mis , pour ainsi dire , la

clef du Gouvernement dans leur poche ( x ). Ainsi , dans le cas particulier , l'effet des Représentations rejetées , est de produire un Conseil général ; mais l'effet du droit même de Représentation rejeté , paroît être le recours à la garantie. Il faut que la machine ait en elle-même tous les ressorts qui doivent la faire jouer : quand elle s'arrête , il faut appeler l'Ouvrier pour la remonter.

Je vois trop où va cette ressource , & je sens encore mon cœur patriote en gémir. Aussi , je le répète , je ne vous propose rien ; qu'oserois-je dire ? Délibérez avec vos Concitoyens , & ne comptez les voix qu'après les avoir pesées. Défiez-vous de la turbulente jeunesse , de l'opulence insolente , & de l'indigence vénale ; nul salutaire conseil ne peut

( x ) La conséquence d'un tel système eût été d'établir un tribunal de la médiation résidant à Genève , pour connoître des transgressions des Loix. Par ce Tribunal la souveraineté de la République eût bientôt été détruite : mais la liberté des Citoyens eût été beaucoup plus assurée qu'elle ne peut l'être si l'en ôte le droit de Représentation. Or de n'être Souverain que de nom , ne signifie pas grand'chose ; mais d'être libre en effet , signifie beaucoup.

venir de ces côtés-là. Consultez ceux qu'une honnête médiocrité garantit des séductions de l'ambition & de la misère ; ceux dont une honorable vieillesse couronne une vie sans reproche ; ceux qu'une longue expérience a versés dans les affaires publiques ; ceux qui , sans ambition dans l'État , n'y veulent d'autre rang que celui de Citoyens : enfin , ceux qui , n'ayant jamais eu pour objet dans leurs démarches que le bien de la Patrie & le maintien des Loix , ont mérité par leurs vertus l'estime du public & la confiance de leurs égaux.

Mais sur-tout réunissez - vous tous. Vous êtes perdus sans ressource si vous restez divisés. Et pourquoi le seriez-vous , quand de si grands intérêts communs vous unissent ? Comment , dans un pareil danger , la basse jalousie & les petites passions osent-elles se faire entendre ? Valent-elles qu'on les contente à si haut prix , & faudra-t-il que vos enfans disent un jour en pleurant sur leurs fers ; voilà le fruit des dissensions de nos peres ? En un mot , il s'agit moins ici de délibération que de concorde ; le choix du parti que vous prendrez , n'est pas la plus

## 298 LETTRES ÉCRITES , &c.

grande affaire. Fût-il mauvais en lui-même , prenez-le tous ensemble ; par cela seul il deviendra le meilleur , & vous ferez toujours ce qu'il faut faire , pourvu que vous le fassiez de concert. Voilà mon avis , Monsieur , & je finis par où j'ai commencé. En vous obéissant , j'ai rempli mon dernier devoir envers la Patrie. Maintenant je prends congé de ceux qui l'habitent ; il ne leur reste aucun mal à me faire , & je ne puis plus leur faire aucun bien.

*Fin du Tome second.*

# T A B L E

## D E S L E T T R E S

ÉCRITES DE LA MONTAGNE.

**L**ETTRE QUATRIÈME, l'Auteur se suppose coupable ; il compare la Procédure à la Loi. Page 5

**LET. V.** Continuation du même sujet. Jurisprudence tirée des procédures faites en cas semblables. But de l'Auteur en publiant la profession de foi. 34

**LET. VI.** S'il est vrai que l'Auteur attaque les Gouvernemens. Courte analyse de son Livre. La procédure faite à Geneve est sans exemple, & n'a été suivie en aucun Pays.

107

**LET. VII.** Etat présent du Gouvernement de Geneve, fixé par l'Edit de la Médiation.

126

**LET. VIII.** Esprit de cet Edit. Contre-poids qu'il donne à la Puissance aristocratique. Entreprise du petit Conseil, d'anéantir ce

*contre-poids par voie de fait. Examen des  
inconvéniens allégués. Système des Edits  
sur les emprisonnemens. Page 172*

*LET. IX. Maniere de raisonner de l'Auteur  
des Lettres écrites de la Campagne. Son  
vrai but dans cet Ecrit. Choix de ses exem-  
ples. Caractere de la Bourgeoisie de Ge-  
neve. Preuve par les faits. Conclusion. 239*

Fin de la Table,



Library  
of the  
University of Toronto

